

Rapport sur les résultats ministériels

2022–2023



Bâtir un Canada sécuritaire et résilient



Sécurité publique
Canada

Public Safety
Canada

Canada 

Sécurité publique Canada

Rapport sur les résultats ministériels 2022–2023

L'honorable Dominic LeBlanc, C.P., c.r., député
Ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques
et des Affaires intergouvernementales

L'honorable Harjit S. Sajjan, C.P., O.M.M., M.S.M., C.D., député
Président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre de
la Protection civile et ministre responsable de l'Agence de
développement économique du Pacifique Canada



Lisez cette publication en ligne à l'adresse suivante :

<https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/dprtmntl-rslts-rprt-2022-2023/index-fr.aspx>

Le Rapport sur les résultats ministériels 2022–2023 de Sécurité publique Canada détaille le rendement et les résultats narratifs du Ministère, ainsi que les ressources réelles par rapport aux ressources prévues à l'appui d'un Canada sûr et sécuritaire pour l'exercice 2022–2023. Les réalisations du Ministère sont représentées dans le cadre de ses trois responsabilités essentielles : Sécurité nationale, Sécurité communautaire et Gestion des urgences, ainsi que ses Services internes.

Also available in English under the title: Public Safety Canada 2022–2023 Departmental Results Report

Pour obtenir l'autorisation de reproduire des documents de Sécurité publique Canada à des fins commerciales ou pour obtenir des renseignements supplémentaires concernant la propriété et les restrictions du droit d'auteur, veuillez communiquer avec :

Sécurité publique Canada, Communications
269, avenue Laurier Ouest
Ottawa ON K1A 0P8
Canada

communications@ps-sp.gc.ca

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par les ministres de la Sécurité publique et de la Protection civile, 2023.

N° de cat. : PS1-14F-PDF

ISSN : 2561 0651

Table des matières

De la part des ministres	1
Aperçu des résultats	4
Responsabilités essentielles et principales activités.....	7
Résultats : Ce que nous avons accompli	12
Responsabilité essentielle : Sécurité nationale	12
Responsabilité essentielle : Sécurité communautaire.....	30
Responsabilité essentielle : Gestion des urgences	57
Services internes	77
Dépenses et ressources humaines.....	85
Dépenses pour les exercices de 2020-2021 à 2025-2026.....	85
Ressources humaines.....	88
Dépenses par crédit voté.....	89
Dépenses et activités du gouvernement du Canada	89
États financiers et faits saillants des états financiers	90
Renseignements ministériels	94
Profil de l'organisation.....	94
Raison d'être, mandat et rôle : qui nous sommes et ce que nous faisons.....	94
Contexte opérationnel	94
Cadre de présentation des rapports	94
Renseignements connexes sur le répertoire des programmes.....	97
Tableaux de renseignements supplémentaires	97
Dépenses fiscales fédérales	98
Coordonnées de l'organisation.....	98
Annexe : définitions	99
Notes de fin de document	103

De la part des ministres



L'honorable Dominic LeBlanc,
C.P., c.r., député
Ministre de la Sécurité publique,
des Institutions démocratiques et des
Affaires intergouvernementales



L'honorable Harjit S. Sajjan, C.P., O.M.M.,
M.S.M., C.D., député
Président du Conseil privé du Roi pour le
Canada et ministre de la Protection civile et
ministre responsable de l'Agence de
développement économique du Pacifique
Canada

En tant que ministres de la Sécurité publique et de la Protection civile, nous avons le plaisir de présenter le Rapport sur les résultats ministériels 2022-2023 de Sécurité publique Canada. Nous sommes également fiers d'assumer nos nouveaux rôles de ministres à un moment où la sûreté et la sécurité mondiales revêtent une grande importance. Le présent rapport donne un aperçu des contributions du Ministère à ce travail déterminant.

À l'heure où nous publions ces lignes, les Canadiens vivent la pire saison d'incendies de forêt jamais connue. Alors que les changements climatiques continuent d'exacerber les conditions météorologiques extrêmes, nous devons tous être assurés que la préparation aux situations d'urgence demeure une priorité absolue. En 2022-2023, le gouvernement du Canada a soutenu les opérations de secours et de rétablissement des collectivités touchées par les incendies de forêt, les inondations et les conditions météorologiques extrêmes, notamment en versant une somme équivalente aux dons effectués dans le cadre de l'appel concernant les incendies de forêt en Colombie-Britannique de la Croix-Rouge canadienne et de l'appel concernant l'ouragan Fiona. Ces fonds servent notamment à répondre aux besoins des collectivités autochtones et à remédier aux effets sur la santé mentale et à traiter les aspects psychosociaux. Le Centre des opérations du gouvernement a participé à la réponse pangouvernementale à la pandémie de COVID-19, aux inondations, aux incendies de forêt et à l'ouragan Fiona en exécutant 23 demandes d'aide fédérale.

Cette année, en collaboration avec les provinces et les territoires, Sécurité publique Canada a également publié le premier Plan d'action fédéral-provincial-territorial relatif à la Stratégie de sécurité civile, qui indique de quelle façon les gouvernements mettent en œuvre les objectifs de la Stratégie de sécurité civile pour le Canada : Vers un 2030 marqué par la résilience. Les

efforts de sensibilisation, d'évaluation des risques, de mobilisation des intervenants et la tenue d'exercices à joueurs multiples se sont également poursuivis cette année. Un nouveau groupe de travail chargé d'étudier les options permettant de mieux protéger les propriétaires exposés aux risques d'inondation a été créé.

Le monde évolue, tout comme le contexte de la sécurité nationale, ce qui nécessite des approches stratégiques et globales. L'approche collaborative adoptée par le gouvernement pour lutter contre l'ingérence étrangère – un risque grave pour la sécurité publique, qui comprend des activités nuisibles menées par des États étrangers – en est un exemple opportun. En cette année où le sujet a fait les manchettes, le gouvernement a annoncé une série de mesures, dont des investissements pour accroître les capacités d'enquête, mobiliser les collectivités et créer un Bureau national de lutte contre l'ingérence étrangère faisant partie de Sécurité publique Canada.

De nombreuses mesures sont également prises pour protéger les Canadiens dans le domaine numérique. En 2022-2023, il y a eu, entre autres, des exercices virtuels de simulation d'intervention en cas de cyberincident, des ajouts aux outils d'intervention à utiliser, le dépôt d'une nouvelle loi sur la cybersécurité et la création du Centre de la sécurité de la recherche, qui assurera la protection du secteur de la recherche au Canada. Le contexte de la menace numérique est aussi constitué de mésinformation et de désinformation, une menace omniprésente pour notre sécurité sur laquelle le Ministère organisera un sommet cette année afin de coordonner les stratégies.

Le gouvernement du Canada a adopté une approche globale pour renforcer le contrôle des armes à feu et protéger les Canadiens contre la violence armée. Cette année, le Ministère a soutenu l'élaboration et la présentation au Parlement du projet de loi C-21, Loi modifiant certaines lois et d'autres textes en conséquence (armes à feu), qui, entre autres mesures, codifierait dans la loi un gel national des armes de poing, avec certaines exemptions limitées. Le programme de rachat d'armes à feu est un nouvel élément du plan global du gouvernement du Canada visant à protéger les Canadiens contre la violence armée. Des Canadiens, y compris des collectivités autochtones et des groupes provinciaux, territoriaux et municipaux, ainsi que leurs services de police, continuent de participer à l'élaboration du programme, qui offrira une compensation équitable aux propriétaires et aux commerçants d'armes à feu touchés par l'interdiction de mai 2020.

Tout le monde mérite de vivre dans un milieu sûr et sain. La prestation de services de police professionnels, efficaces et responsables est essentielle à cet égard. Pour les collectivités des Premières Nations, la pertinence culturelle entre aussi en jeu. Au cours de l'année écoulée, Sécurité publique Canada a réalisé plusieurs avancées importantes dans l'élaboration conjointe d'une loi sur les services de police des Premières Nations en collaboration avec des partenaires clés. Un processus de mobilisation consistant en 13 séances virtuelles animées par des professionnels a été lancé au printemps 2022. Il a conduit à la publication en septembre 2022 d'un rapport intitulé « Ce que nous avons entendu ». Nous restons déterminés à introduire une loi qui reconnaisse les services de police des Premières Nations comme des services essentiels.

De plus, en 2022-2023, Sécurité publique Canada a continué ses consultations auprès des Inuits et des Métis au sujet des services de police et de la sécurité communautaire afin de mieux comprendre leurs priorités et leurs perspectives uniques. Il a, entre autres, tenu des séances de mobilisation animées et des discussions bilatérales. Sécurité publique Canada explore encore les possibilités de continuer à consulter les partenaires et les organisations inuits et métis dans le but de déterminer leurs priorités en matière de services de police et de sécurité communautaire et de faire avancer ces priorités.

En outre, les collectivités méritent des approches collectives en matière de sécurité qui tiennent compte de solutions fondées sur des données probantes et qui protègent nos droits et nos libertés. En 2022-2023, le Ministère a fait avancer les réformes du programme de suspension du casier de façon à faciliter l'accès au pardon et à réduire les obstacles à la réinsertion sociale. Il a conclu des ententes de contribution avec 18 organisations bénévoles nationales qui prévoient un financement de 18 millions de dollars sur quatre ans. Ensemble, ces deux mesures majeures aideront les gens à s'y retrouver dans la procédure de demande de suspension du casier. Sécurité publique Canada a également continué à prendre des mesures pour lutter contre les crimes graves, notamment l'exploitation sexuelle des enfants et le blanchiment d'argent, a fait progresser le travail relatif à la Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes, et la création de l'Agence canadienne de lutte contre la criminalité financière.

Nous encourageons tous les Canadiens à lire ce rapport pour obtenir plus de détails sur ces résultats et d'autres résultats ministériels en 2022-2023, et pour apprendre de quelle façon Sécurité publique Canada s'efforce continuellement d'assurer la sécurité des Canadiens.

L'honorable Dominic LeBlanc, C.P., c.r., député
Ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des
Affaires intergouvernementales

L'honorable Harjit S. Sajjan, C.P., O.M.M., M.S.M., C.D., député
Président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre de la Protection civile et ministre
responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada

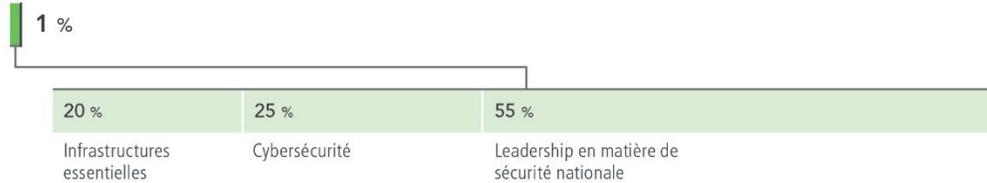
Aperçu des résultats

Aperçu: Dépenses réelles pour 2022-2023 par Responsabilité essentielle et pour les Services internes

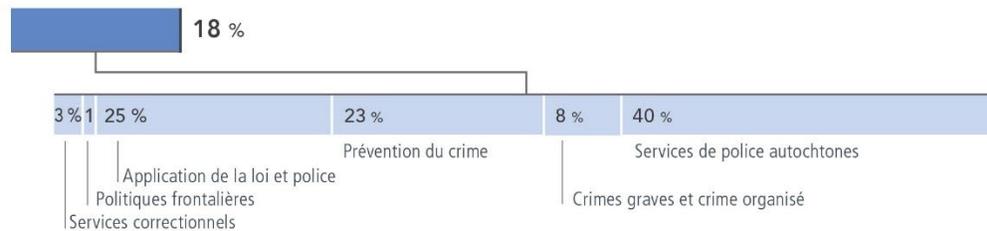
Sécurité publique Canada

3 311,6 M\$

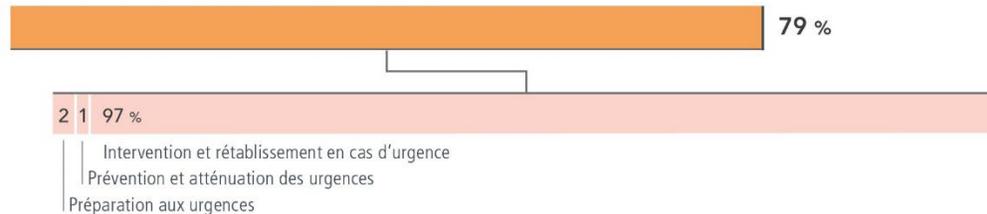
Sécurité nationale · 30,6 M\$



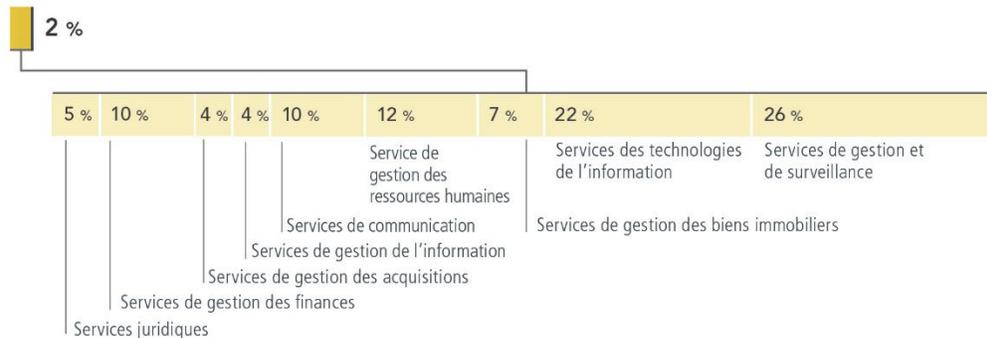
Sécurité communautaire · 604,9 M\$



Gestion des urgences · 2 597,6 M\$



Services internes · 78,5 M\$



Aperçu des Ressources humaines : Ressources humaines réelles pour 2022-2023 par Responsabilité essentielle et pour les Services internes

Sécurité nationale · 187 ETP



Sécurité communautaire · 459 ETP



Gestion des urgences · 325 ETP

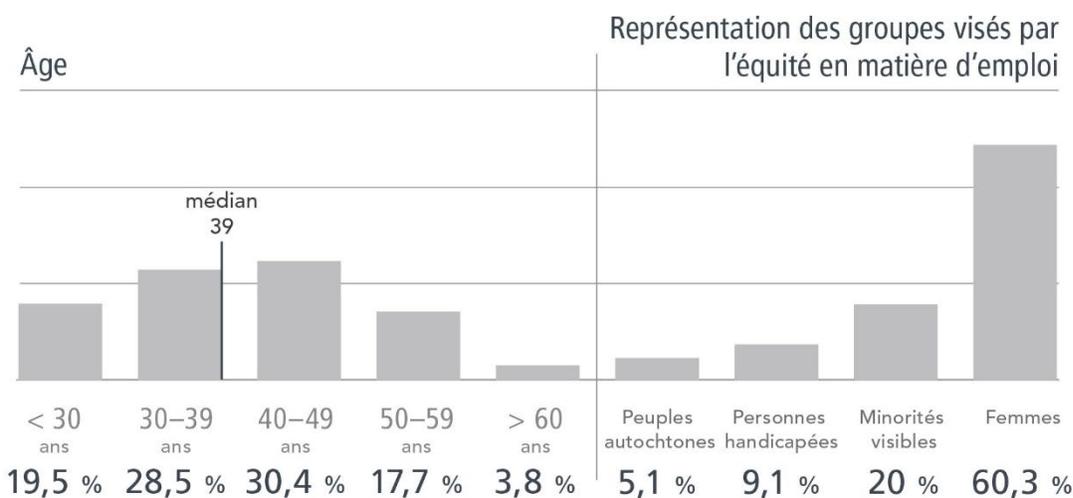


Services internes · 534 ETP



Sécurité publique Canada · 1 505 ETP

Aperçu : Données démographiques sur les employés de Sécurité publique Canada



N.B. : en raison des arrondissements, la somme des pourcentages peut ne pas correspondre à 100 %.

Responsabilités essentielles et principales activités

Sécurité nationale

Résultat ministériel : Les menaces à la sécurité nationale sont comprises et atténuées tout en préservant la confiance du public.

- A mené une consultation en ligne pour les secteurs public et privé, y compris les organisations d'infrastructures essentielles et les associations industrielles, afin de soutenir le renouvellement de la Stratégie nationale sur les infrastructures essentielles et l'approche globale du Canada en matière de sécurité et de résilience des infrastructures essentielles.
- A achevé le projet de Programme de protection des passagers amélioré, plaçant ainsi sous le contrôle du gouvernement le contrôle des passagers figurant sur la liste de la *Loi sur la sûreté des déplacements aériens*, garantissant un contrôle cohérent et impartial de 100 786 263 passagers à compter de mars 2023.
- A soutenu l'introduction du projet de loi C-26, *Loi concernant la cybersécurité*, qui vise à jeter les bases de la sécurisation des infrastructures essentielles du Canada et à renforcer les protections de base en matière de cybersécurité des services et des systèmes dont dépendent les Canadiens et qui sont essentiels à la sécurité nationale et à la sécurité publique.
- A créé le Centre de sécurité de la recherche, qui sert de ressource centralisée pour fournir des orientations et des conseils à la communauté des chercheurs et aux établissements universitaires afin d'améliorer la capacité du Canada à protéger sa recherche et sa propriété intellectuelle.
- A lancé des consultations publiques, en ligne et auprès d'intervenants ciblés, afin d'orienter la création d'un registre visant la transparence en matière d'influence étrangère.
- A dirigé des réunions multipartites afin de promouvoir les intérêts de la sécurité nationale et y a participé.

Sécurité communautaire

Résultats ministériels : Les collectivités canadiennes sont en sécurité ; Les pratiques de sécurité communautaire sont renforcées ; On prévient et combat la criminalité dans les populations et les collectivités les plus à risque.

- A collaboré avec 49 collectivités autochtones, a aidé 15 collectivités à élaborer un plan de sécurité communautaire et a conclu 11 ententes de contribution pour soutenir la mise en œuvre de certains éléments de leurs plans de sécurité.
- A parrainé et accueilli un rassemblement de collectivités autochtones dotées de plans de sécurité communautaire, axé sur le mieux-être mental dans le cadre de la planification de la sécurité communautaire fondée sur la culture et les approches autochtones.
- A investi dans 200 projets communautaires de prévention de la criminalité à travers le Canada dans le cadre de la Stratégie nationale pour la prévention du crime.
- A mené une consultation auprès des principaux intervenants et des provinces et territoires afin de cerner les lacunes et les considérations liées à la mise en œuvre d'un système de Retrait automatisé de casiers judiciaires (RACJ). A conclu des ententes de contribution avec 18 organisations bénévoles nationales afin de fournir des fonds qui aideront les gens à naviguer dans la procédure de demande de suspension du casier.
- A soutenu le [Centre canadien de protection de l'enfance](#)ⁱ pour le fonctionnement de [Cyberaide.ca](#)ⁱⁱ, une ligne téléphonique nationale où les Canadiens peuvent signaler des cas d'exploitation sexuelle d'enfants en ligne et demander de l'aide en cas de partage d'images intimes, de leurre en ligne et d'autres domaines impliquant la victimisation des enfants sur Internet.
- A soutenu le [projet Arachnid](#)ⁱⁱⁱ, un ensemble d'outils novateurs axés sur les victimes et destinés à lutter contre la prolifération croissante de matériel d'abus sexuels sur les enfants sur Internet.
- A collaboré avec d'autres ministères et partenaires internationaux, tels que le [Groupe des cinq](#)^{iv}, le [G7](#)^v et les intervenants de l'industrie numérique, afin de mieux lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants en ligne et de mieux protéger les enfants et les jeunes.
- A mis en œuvre des mesures dans le cadre de la [Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes 2019-2024](#)^{vi} à l'échelle du gouvernement, notamment la campagne nationale de sensibilisation du public et l'élaboration de lignes directrices à l'intention des travailleurs communautaires de première ligne pour soutenir les victimes et les survivants à la fois de l'exploitation sexuelle et du travail forcé. A soutenu le [Centre canadien de lutte contre la traite de personnes](#)^{vii} (en anglais seulement) pour la mise en place de la [Ligne d'urgence canadienne contre la traite des personnes](#)^{viii}.

- A soutenu le dépôt au Parlement du projet de loi C-20, *Loi établissant la Commission d'examen et de traitement des plaintes du public*. Le projet de loi C-20 renforcera la responsabilité et la transparence de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) et répond à un besoin de longue date, à savoir la création d'un organe de contrôle externe pour l'ASFC.
- A soutenu l'élaboration de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique du gouvernement canadien, qui orientera l'approche de Sécurité publique Canada dans la région, en améliorant la sécurité des Canadiens grâce à la mise en place d'importants partenariats régionaux.
- A soutenu l'introduction du projet de loi C-21, *Loi modifiant certaines lois et d'autres textes en conséquence (armes à feu)*, qui renforcerait la législation canadienne sur les armes à feu grâce à des mesures ciblées de contrôle des armes à feu.
- A mis en œuvre les points en suspens du projet de loi C-71, *Loi modifiant certaines lois et un règlement relatifs aux armes à feu*, en mettant en vigueur les règlements relatifs à la vérification obligatoire des permis et aux exigences en matière de tenue des dossiers des commerces.
- A mis en œuvre un gel national des armes de poing qui, avec des exemptions limitées, empêche la plupart des individus d'acquérir de nouvelles armes de poing.
- A fait avancer le développement du Programme de rachat d'armes à feu, afin d'indemniser les commerces et les particuliers touchés par l'interdiction des armes à feu de type assaut en mai 2020.
- A collaboré avec les partenaires inuits et métis sur les questions de services de police et de sécurité communautaire afin de définir leurs besoins particuliers en matière de services de police et de sécurité communautaire, et ce, afin de soutenir l'amélioration des services de police et de la sécurité communautaire au moyen de pratiques et d'approches optimales.
- A publié un rapport intitulé « Ce que nous avons entendu » résumant les commentaires reçus dans le cadre de la collaboration avec les Premières Nations. Cette rétroaction a fourni un large éventail de considérations pour informer l'élaboration conjointe de la législation fédérale visant à reconnaître les services de police des Premières Nations comme des services essentiels.

Gestion des urgences

Résultat ministériel : Le Canada peut efficacement atténuer les événements tous risques, s'y préparer, intervenir, le cas échéant, et se rétablir.

- A publié le premier Plan d'action fédéral-provincial-territorial (FPT) de la Stratégie de gestion des urgences (PASGU), qui indique comment les gouvernements FPT mettent en œuvre les objectifs de la [Stratégie de sécurité civile pour le Canada : Vers un 2030 marqué par la résilience](#)^x.
- A publié la première Stratégie nationale d'adaptation (SNA) du Canada, établissant une vision commune de la résilience climatique au Canada, des priorités clés pour la collaboration, et harmonisant les actions collectives et individuelles pour une adaptation plus rapide, coordonnée et systémique.
- A achevé, en collaboration avec des partenaires fédéraux, la première série d'évaluations des risques et des capacités du Profil de risque national, qui s'est concentrée sur les tremblements de terre, les incendies de forêt et les inondations, ainsi que sur les incidences de la pandémie de COVID-19 sur ces risques.
- A créé un [groupe de travail interdisciplinaire sur l'assurance contre les inondations et la réinstallation](#)^x afin de poursuivre les efforts du Conseil consultatif sur les inondations.
- A publié le rapport final de l'examen des [Accords d'aide financière en cas de catastrophe](#)^{xi} (AAFCC), qui contient des recommandations visant à harmoniser l'assistance financière en cas de catastrophe avec les objectifs plus larges de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation aux changements climatiques, afin d'accroître la résilience du Canada. Les recommandations s'inscrivent directement dans les travaux de modernisation des AAFCC à venir.
- Le Centre des opérations du gouvernement (COG) a produit une série d'évaluations et d'analyses des risques pour informer les hauts responsables sur les inondations, les incendies de forêt et les ouragans. Elles ont permis aux ministères et aux agences de donner la priorité à la préparation et à l'affectation des ressources pour soutenir les provinces et les territoires.
- Le COG a mené plusieurs exercices de base, qui ont débouché sur l'Exercice prioritaire national : l'Exercice Intervention côtière 2023. Conçu pour mettre en pratique la stratégie, la coordination et la communication de l'ensemble du gouvernement en réponse à un tremblement de terre catastrophique, l'exercice a également permis de tester l'interopérabilité des centres d'opérations d'urgence, leurs structures de gestion et la prise de décision au plus haut niveau.

- En 2022–2023, le gouvernement a répondu à 23 demandes d'aide fédérale. Les exemples incluent les réponses à la COVID-19, à l'ouragan Fiona et aux événements du vol nolisé ukrainien.

Pour en savoir plus sur les plans, les priorités et les résultats de Sécurité publique Canada, consulter la section « Résultats : ce que nous avons accompli » du présent rapport.

Résultats : Ce que nous avons accompli

Les activités et les résultats de Sécurité publique Canada sont structurés en fonction de trois responsabilités essentielles (Sécurité nationale, Sécurité communautaire et Gestion des urgences) et des Services internes.

Responsabilité essentielle : Sécurité nationale

Description

Sécurité publique Canada élabore des politiques, des mesures législatives et des programmes qui appuieront la capacité du gouvernement du Canada à réagir à une gamme de menaces à la sécurité nationale visant ses citoyens, ses infrastructures essentielles et ses cybersystèmes, et fait progresser les efforts nationaux de lutte contre le terrorisme.

Résultat ministériel : Les menaces à la sécurité nationale sont comprises et atténuées tout en préservant la confiance du public.

Résultats : Leadership en matière de sécurité nationale

Amélioration de la transparence : Engagement de transparence en matière de sécurité nationale

Le gouvernement du Canada dépend de la confiance des Canadiens pour assurer leur sécurité, et le renforcement de cette confiance passe par la transparence. En 2022–2023, la mise en œuvre de l'[Engagement de transparence en matière de sécurité nationale](#)^{xii} s'est poursuivie dans l'ensemble des institutions fédérales ayant des responsabilités en matière de sécurité nationale.

En 2022, le [Groupe consultatif sur la transparence de la sécurité nationale](#)^{xiii} a publié un troisième [rapport](#)^{xiv} qui explique comment les institutions de sécurité nationale et de renseignement peuvent être plus transparentes dans leurs relations avec les communautés racialisées.

Sécurité publique Canada favorise également des initiatives visant à la déclassification des documents historiques relatifs à la sécurité nationale, en collaboration avec la communauté de la sécurité nationale et du renseignement, le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) et Bibliothèque et Archives Canada.

En mars 2023, le Ministère a publié de nouvelles pages sur l'[ingérence étrangère](#)^{xv} afin d'informer les Canadiens sur cette menace pour la sécurité nationale et d'accroître la transparence des efforts déployés par le gouvernement pour la contrer.

Lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent

En 2022–2023, Sécurité publique Canada a entamé des discussions approfondies et renforcé les partenariats internationaux au sein de plusieurs ministères et avec des intervenants clés afin de discuter de la voie à suivre pour faire face à la montée de l'extrémisme violent à caractère idéologique (EVCI) au Canada. Comme il s'y est engagé dans la [Feuille de route pour un partenariat renouvelé États-Unis–Canada](#)^{xvi}, le Ministère a poursuivi sa collaboration avec le Département américain de la sécurité intérieure sur des initiatives bilatérales conjointes relatives à la lutte contre l'EVCI.

En outre, Sécurité publique Canada a collaboré avec la communauté de la sécurité et du renseignement pour veiller à ce que le gouvernement du Canada puisse répondre à l'évolution de la menace du terrorisme et de l'extrémisme violent, y compris les voyageurs extrémistes canadiens (VEC). Le Ministère a travaillé en étroite collaboration avec les agences du portefeuille de la Sécurité publique avant le retour des VEC au Canada.

En outre, le [Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence](#)^{xvii} (le Centre canadien) du Ministère a continué à diriger les efforts du gouvernement du Canada pour lutter contre la radicalisation menant à la violence sous toutes ses formes en élaborant des politiques et en soutenant des initiatives de recherche et de programmes. En 2022–2023, Sécurité publique Canada a continué d'assurer un leadership national dans plusieurs domaines : efforts de prévention anticipée visant la population en général ou un soutien communautaire plus large (par exemple, en soutenant l'initiative « [Bloquons la haine : favoriser la résilience contre les discours haineux en ligne](#)^{xviii} » du YWCA); projets de recherche conçus pour informer les praticiens de la prévention (p. ex. en soutenant un [examen systématique en cours](#)^{xix} (en anglais seulement) dirigé par le Réseau canadien des praticiens pour la prévention de la radicalisation et de la violence extrémiste et l'Université du Québec à Montréal sur la pertinence et l'utilité des outils utilisés pour évaluer le risque de radicalisation violente); les programmes de première ligne visant à intervenir auprès des personnes qui se radicalisent ou risquent de se radicaliser vers la violence, afin de les aider à se détourner de la violence ou à s'en éloigner (p. ex. en soutenant le « [Projet ReSet](#) » de la [Société John Howard d'Ottawa](#)^{xx}, une initiative visant à éloigner les individus de la région de l'Est de l'Ontario de la violence extrémiste).

Programme de protection des passagers

En 2022–2023, Sécurité publique Canada, en collaboration avec l'Agence des services frontaliers du Canada, Transports Canada et Services partagés Canada, a achevé le projet du [Programme de protection des passagers amélioré](#)^{xxi} (PPP). Cette mesure a eu pour effet de placer sous la responsabilité du gouvernement fédéral le contrôle des passagers au regard de

la liste en vertu de la [Loi sur la sûreté des déplacements aériens](#)^{xxii} (liste en vertu de la LSDA), garantissant ainsi un contrôle cohérent et impartial de tous les passagers. En mars 2023, tous les transporteurs aériens réglementés étaient équipés du nouveau système de contrôle centralisé et 100 786 263 passagers avaient été contrôlés.

Sécurité publique Canada a également continué à traiter et à émettre des numéros canadiens de voyage (NCV) afin d'améliorer la protection de la vie privée et l'équité pour les voyageurs dont le nom est identique ou similaire à celui d'une personne figurant sur la liste en vertu de la LSDA. En 2022–2023, 1 207 NCV ont été délivrés, dont 95 à des adultes dont les noms correspondaient faussement à des personnes figurant sur la liste en vertu de la LSDA, et 80 à des enfants, dont 4 correspondaient faussement à des personnes figurant sur la liste en vertu de la LSDA.

Les NCV ont été transmis aux transporteurs aériens plus de 230 000 fois en 2022–2023, et dans 31 cas, les NCV ont permis de résoudre des problèmes de concordance avec la liste et de permettre aux voyageurs de poursuivre leur voyage sans retard. Dans le cadre du Plan prospectif de la réglementation 2021–2023 de Sécurité publique Canada, le Ministère a apporté des modifications mineures au [Règlement sur la sûreté des déplacements aériens](#)^{xxiii} afin de combler certaines lacunes réglementaires et de veiller à ce que le PPP continue de fonctionner de façon optimale.

Constitution de la liste des entités terroristes sous le régime du *Code criminel*

En 2022–2023, Sécurité publique Canada a maintenu la capacité d'analyse nécessaire pour administrer et examiner la [liste des entités terroristes](#)^{xxiv} en vertu du [Code criminel du Canada](#)^{xxv}. Les efforts liés à la mise à jour de la liste des entités terroristes soutiennent les enquêtes et les poursuites relatives aux actes et aux infractions terroristes, et contribuent à empêcher que les systèmes financiers du Canada soient exploités par des entités terroristes. En outre, le ministère a dirigé l'élaboration d'un projet de loi (projet de loi C-41, [Loi modifiant le Code criminel et d'autres lois en conséquence](#)^{xxvi}) qui créerait une exemption à l'infraction de financement du terrorisme prévue par le *Code criminel* afin de permettre aux organisations canadiennes qui fournissent une assistance dans des zones géographiques contrôlées par un groupe terroriste de le faire sans risquer d'enfreindre la loi. À cet égard, Sécurité publique Canada a contribué à l'acheminement de l'aide humanitaire et d'autres formes d'assistance vitale en Afghanistan, ainsi qu'au passage en toute sécurité des réfugiés.

Contre les activités hostiles parrainées par des États

[L'ingérence étrangère](#)^{xxvii} (IE) menace la sécurité nationale, la prospérité et la souveraineté du Canada, et ces menaces devraient prendre de l'ampleur dans un avenir proche. En 2022–2023, Sécurité publique Canada a travaillé avec ses partenaires fédéraux pour contre les menaces d'IE, notamment en dirigeant les efforts d'élaboration de politiques horizontales afin de fournir des conseils et des recommandations visant à combattre l'IE et à réduire l'attrait du Canada comme cible pour de tels acteurs.

Par exemple, en mars 2023, le ministre de la Sécurité publique a lancé des [consultations publiques](#)^{xxviii} avec des Canadiens, des universitaires, des entreprises, des organisations communautaires et d'autres intervenants afin d'orienter la création et la conception d'un registre visant la transparence en matière d'influence étrangère (RTIE).

Menaces économiques à la sécurité nationale

En 2022–2023, dans le cadre d'une approche globale visant à contrer les menaces économiques à la sécurité nationale, Sécurité publique Canada a soutenu l'élaboration de modifications à la [Loi sur Investissement Canada](#)^{xxix} ([projet de loi C-34](#)^{xxx}), visant à moderniser le régime d'investissement étranger du Canada et à mieux atténuer les menaces à la sécurité économique découlant de l'investissement étranger. En outre, le Ministère a mobilisé les intervenants nationaux par l'intermédiaire de la [communauté de pratique fédérale, provinciale et territoriale sur les menaces à la sécurité nationale de nature économique](#)^{xxxi} afin de sensibiliser et de partager des renseignements sur les questions relatives à la sécurité économique. Des mobilisations internationales avec des pays et des alliés de même sensibilité ont également été menées au niveau bilatéral et multilatéral afin d'échanger des renseignements et de coordonner les approches dans la mesure du possible.

Toujours en 2022–2023, Sécurité publique Canada a continué de gérer le processus d'examen de la sécurité nationale en collaboration avec 18 organismes d'enquête désignés. Toutes les transactions notifiées font l'objet d'un examen minutieux et d'une diligence raisonnable afin de s'assurer qu'elles ne constituent pas une menace pour la sécurité nationale du Canada, bien que seul un sous-ensemble d'entre elles ait atteint le seuil légal pour atteindre le stade final de l'examen.

Lutte contre la criminalité financière

Le [Centre de coordination de la lutte contre la criminalité financière](#)^{xxxii} (3CF) a organisé avec succès la deuxième [conférence annuelle sur la lutte contre le blanchiment d'argent](#)^{xxxiii} en 2023, qui a attiré un nombre record de 1 150 participants en mode hybride, représentant plus de 100 organisations du secteur public canadien. Cet événement a permis d'examiner des thèmes clés tels que le recouvrement d'actifs, les implications de la [Commission d'enquête sur le blanchiment d'argent en Colombie-Britannique](#)^{xxxiv} (en anglais seulement), les pratiques exemplaires en matière d'échange de renseignements sur la réglementation et l'application de la loi, et le prochain examen parlementaire de la [Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes](#)^{xxxv} (LRPCFAT) au Canada. La conférence a permis aux participants de mieux connaître les outils, les techniques et les ressources disponibles.

L'équipe 3CF a lancé le Portail du 3CF en mai 2022, qui a été créé pour établir une ressource en ligne pour la lutte contre le recyclage des produits de la criminalité (LRPC) et le financement des activités terroristes (FAT) dans tout le pays. Avec plus de 800 utilisateurs, le portail comble les lacunes dans le domaine de la LRPC et du FAT en permettant aux utilisateurs d'accéder à

des ressources telles qu'une bibliothèque en ligne, un inventaire des formations, des liens vers des actualités et une page d'événements. Le 3CF a élargi les ressources disponibles sur le Portail du 3CF, notamment en ajoutant des sources à la bibliothèque en ligne et en annonçant de nouveaux événements et de nouvelles séances de formation. Dix séances de Cycle d'intégration 2023 ont été enregistrées et converties en vidéos de formation disponibles sur le Portail du 3CF afin d'en faciliter l'accès.

En outre, dans le budget de 2023, le gouvernement fédéral a pris des mesures pour combler les lacunes du Régime canadien de lutte contre le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes et pour renforcer la coopération entre les différents ordres de gouvernement. Le projet de loi C-47, [Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 28 mars 2023](#)^{xxxvi}, introduit de nouvelles modifications législatives au [Code criminel](#)^{xxxvii} et à la LRPCFAT afin d'améliorer l'échange de renseignements financiers entre les organismes d'application de la loi, l'Agence du revenu du Canada et le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada. Le projet de loi C-47 a reçu la sanction royale le 22 juin 2023. Le 3CF au sein de Sécurité publique Canada a apporté son soutien à l'élaboration de mesures supplémentaires pour lutter contre le blanchiment d'argent, comme annoncé dans le budget de 2023.

Résultats : Renforcement de la cybersécurité et de la résilience des infrastructures essentielles

Stratégie nationale de cybersécurité

En 2022–2023, Sécurité publique Canada a commencé à élaborer une nouvelle stratégie nationale de cybersécurité, grâce à une coordination et à une collaboration régulières avec la communauté fédérale de la cybersécurité. Pour ce faire, une consultation publique en ligne a été organisée afin de recueillir l’avis des Canadiens et des entreprises canadiennes sur l’orientation qu’ils souhaitaient donner à la nouvelle stratégie. En plus de la consultation publique, des séances de mobilisation ciblées ont été organisées avec l’industrie, les provinces et les territoires afin de mieux comprendre les défis et les occasions en matière de cybersécurité. Les données recueillies lors de la consultation publique et des séances de mobilisation contribueront à l’élaboration de la nouvelle Stratégie nationale de cybersécurité, qui sera présentée en temps voulu.

Réponse aux incidents cybernétiques

En 2022–2023, Sécurité publique Canada a dirigé les travaux interministériels visant à élaborer le Plan fédéral de réponse aux incidents cybernétiques (PFRIC), qui établit un cadre officiel de coordination et d’échange de renseignements pour les événements de cybersécurité qui touchent les systèmes d’information ne relevant pas du gouvernement du Canada, et qui complète le [Plan de gestion des événements de cybersécurité du gouvernement du Canada](#) (PGEC GC)^{xxxviii} et le [Plan fédéral d’intervention urgence](#) (PFIU) préexistants^{xxxix}.

En 2022–2023, le plan a été activé pour répondre à plusieurs incidents cybernétiques affectant des systèmes cybernétiques ne relevant pas du gouvernement du Canada. Le PFRIC aide à maintenir la connaissance de la situation, permet une communication régulière à plusieurs niveaux entre le gouvernement fédéral et les entités touchées, facilite la prise de décisions éclairées concernant la coordination de l’aide et du soutien, et assure une communication précise et claire avec les Canadiens.

Loi concernant la cybersécurité (projet de loi C-26)

Au printemps 2022, le gouvernement du Canada a annoncé son intention d’interdire aux fournisseurs de services de télécommunications canadiens de déployer des produits et services Huawei et ZTE dans leurs réseaux 5G et de mener des consultations sur la publication d’ordonnances prises en vertu de cette législation, y compris en ce qui concerne les interdictions d’utilisation d’équipements et de services.

À la suite de cette annonce, le gouvernement du Canada a déposé le projet de loi C-26, [Loi concernant la cybersécurité, modifiant la Loi sur les télécommunications et apportant des modifications corrélatives à d’autres lois](#)^{xl}. La législation proposée, si elle reçoit la sanction royale, modifiera la [Loi sur les télécommunications](#)^{xli} pour ajouter la sécurité en tant qu’objectif

politique, harmonisant ainsi les télécommunications avec d'autres secteurs d'infrastructures essentielles. Elle vise à protéger les Canadiens et à renforcer la cybersécurité dans les secteurs des finances, des télécommunications, de l'énergie et des transports réglementés par le gouvernement fédéral. Le projet de loi comprend des propositions de modification de la [Loi sur les télécommunications](#)^{xiii} (LT) et l'adoption de la [Loi sur la protection des cybersystèmes essentiels](#)^{xiii} (LPCE). Les modifications apportées à la LT établiraient de nouveaux pouvoirs qui permettraient au gouvernement du Canada de prendre des mesures pour promouvoir la sécurité du système de télécommunications canadien. La LPCE établira un cadre réglementaire pour renforcer la cybersécurité de base pour les services et les systèmes qui sont essentiels à la sécurité nationale et à la sécurité publique.

Stratégie des données de cybersécurité

En 2022–2023, Sécurité publique Canada a continué à travailler à l'élaboration d'une stratégie de données sur la cybersécurité. Des travaux sont en cours au sein du Ministère, en collaboration avec Statistique Canada, pour accroître la collecte de données relatives à l'analyse comparative entre les sexes (ACS) Plus dans les prochaines éditions des enquêtes sur la cybersécurité, y compris l'Enquête canadienne sur la cybersécurité et le cybercrime, afin de mieux cerner les lacunes et les priorités liées aux données nationales sur la cybersécurité.

Enquête canadienne sur la cybersécurité et le cybercrime

L'[Enquête canadienne sur la cybersécurité et le cybercrime](#)^{xiv}, une initiative conjointe de Sécurité publique Canada, de Statistique Canada et de la communauté de la cybersécurité, est une enquête bisannuelle visant à mesurer les répercussions du cybercrime sur les entreprises canadiennes. L'enquête recueille des renseignements sur les mesures mises en œuvre par les organisations en matière de cybersécurité, y compris la formation des employés, les types d'incidents de cybersécurité qui affectent les organisations et les coûts associés à la prévention et à la reprise après un incident de cybersécurité. Les résultats de 2021 ont été publiés par Statistique Canada en octobre 2022. Au début de l'année 2023, Sécurité publique Canada a entamé le processus d'examen de l'édition 2023 de l'enquête en étroite collaboration avec Statistique Canada et la communauté fédérale de la cybersécurité. Le Ministère a mené des consultations interministérielles afin de donner aux ministères et organismes partenaires la possibilité de suggérer des modifications au questionnaire. Le processus d'examen sera terminé en 2023–2024.

Renforcer les partenariats en matière de cyberinfrastructures et d'infrastructures essentielles

En 2022–2023, Sécurité publique Canada a continué d'établir des partenariats avec les provinces et les territoires, le secteur privé, les propriétaires et les exploitants d'infrastructures essentielles (IE), les intervenants du milieu universitaire et les partenaires internationaux afin de faire progresser les priorités en matière d'IE, telles qu'elles sont définies dans la [Stratégie](#)

[nationale sur les IE](#)^{xlv}. Le Ministère s'est engagé avec les partenaires des IE au moyen de mécanismes de gouvernance établis (tels que le Forum national intersectoriel sur les infrastructures essentielles), d'outils de sensibilisation et d'échange de renseignements (tels que la [Passerelle des infrastructures essentielles](#)^{xlvi} du Canada) et des programmes d'IE décrits ci-dessous, afin de favoriser la coordination et la collaboration en vue de renforcer la sécurité et la résilience des infrastructures essentielles canadiennes.

Renforcement de la résilience des infrastructures essentielles du Canada

En 2022–2023, pour soutenir le renouvellement de la Stratégie nationale sur les infrastructures essentielles et l'approche globale du Canada en matière de sécurité et de résilience des infrastructures essentielles, le Ministère a continué de collaborer avec l'ensemble de la communauté des infrastructures essentielles et a rencontré divers intervenants, tant individuellement que par l'entremise de comités, de réseaux et d'autres tribunes. Le Ministère a également mené une consultation en ligne (« Parlons des infrastructures essentielles ») avec des organisations d'IE des secteurs privé et public et des associations industrielles au printemps 2022, qui a débouché sur un [rapport sur ce que nous avons entendu](#)^{xlvii}, qui a été publié en octobre 2022. Ce rapport a mis en évidence l'appel lancé par les intervenants en matière d'IE pour une meilleure communication des renseignements et une meilleure collaboration en matière de détermination et d'analyse des risques, ainsi qu'un leadership du gouvernement fédéral sur la protection des IE. La rétroaction recueillie au cours de ces consultations contribue à orienter l'élaboration d'options pour une approche renouvelée de la sécurité et de la résilience des IE.

Mise en œuvre des programmes d'infrastructures essentielles

En 2022–2023, Sécurité publique Canada a fourni aux propriétaires et aux exploitants d'infrastructures essentielles (IE) des outils et des renseignements pratiques pour le renforcement de la résilience. Le Ministère a mis en place une série de programmes de sensibilisation, d'exercices et d'évaluation, notamment le [Programme de sécurité des systèmes de contrôle industriels](#)^{xlviii} (SCI), le [Programme de résilience aux risques internes pour les IE](#)^{xlix}, le [Programme d'évaluation de la résilience régionale](#)ⁱ, le [Programme de cybervaluation des IE](#)ⁱⁱ et le [Programme d'exercices des IE](#)ⁱⁱⁱ. La majorité des participants ont déclaré que ces programmes les avaient sensibilisés davantage aux risques divers et évolutifs qui pèsent sur les infrastructures essentielles, et qu'ils étaient mieux préparés à atténuer les effets des incidents visant leur organisation et à y répondre.

Rançongiciel

En 2022–2023, Sécurité publique Canada a continué d'accroître la cyberrésilience nationale en améliorant le signalement des incidents, en dissuadant la criminalité et en atténuant les rançongiciels. Le Ministère a renforcé la coopération avec les partenaires du gouvernement fédéral pour lutter contre les rançongiciels par l'intermédiaire de groupes intergouvernementaux

tels que le groupe de travail sur les rançongiciels (GTR) dirigé par Sécurité publique Canada. À cette fin, le Groupe de travail a défini des solutions politiques et opérationnelles telles que le renforcement des partenariats public-privé et l'élaboration de messages communs pour souligner l'importance de la notification des incidents.

Sur le plan international, le Ministère a travaillé en étroite collaboration avec ses alliés dans le cadre d'instances telles que l'[Initiative internationale de lutte contre les rançongiciels](#)^{liii} (en anglais seulement), afin de contribuer à la mise en place d'un environnement sûr et sécurisé pour tous les Canadiens, tout en renforçant la résilience collective. Ces initiatives ont permis de définir des mesures politiques et opérationnelles telles que l'amélioration de l'échange de renseignements entre les secteurs public et privé et la mise en place de réponses coordonnées pour lutter contre les rançongiciels.

Centre de la sécurité de la recherche

En 2022–2023, Sécurité publique Canada a lancé le Centre de la sécurité de la recherche afin de conseiller et d'orienter les chercheurs et les établissements universitaires sur le transfert non désiré de savoir-faire stratégique, de propriété intellectuelle et de technologie. Le Centre soutient les examens de sécurité nationale des principaux programmes fédéraux de financement de la recherche et un réseau de conseillers en sécurité de la recherche nouvellement créé est déployé dans tout le Canada pour fournir une assistance et des conseils aux universités et aux institutions de recherche. Le Centre continue d'organiser des ateliers dans le cadre de l'initiative [Science en sécurité](#)^{liv} afin de renforcer la culture de la sécurité dans les instituts de recherche et de fournir des conseils personnalisés sur les risques et les mesures d'atténuation dans les domaines de recherche sensibles et stratégiques.

Le Centre a également contribué à la mise en œuvre des [Lignes directrices sur la sécurité nationale pour les partenariats de recherche](#)^{lv}, en intégrant l'évaluation des risques pour la sécurité nationale dans l'évaluation et le financement des partenariats de recherche. La phase pilote de ce projet comprenait la mise en pratique des lignes directrices au programme de subventions Alliance du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, auquel participent des partenaires du secteur privé.

Résultats : Renforcement des partenariats internationaux

Conscient de la nature mondiale des défis et des solutions en matière de sécurité, Sécurité publique Canada a continué à faire avancer les grandes priorités au moyen d'une coopération bilatérale et multilatérale avec des partenaires internationaux tels que les États-Unis et d'autres pays du Groupe des cinq (qui comprend également le Royaume-Uni, l'Australie et la Nouvelle-Zélande), ainsi que dans le cadre de forums multilatéraux, notamment le Sommet des leaders nord-américains, le G7 et l'Organisation des Nations Unies (ONU). Voici quelques exemples dignes de mention :

- Le Canada assume la présidence du Groupe « Critical Five » dans le cadre de la communauté du Groupe des cinq en janvier 2023. Les réunions de cette année se sont concentrées sur les leviers politiques et les méthodologies. Sécurité publique Canada a également apporté son soutien au [Comité pour la résilience de l'OTAN](#)^{lvi} sous l'angle des infrastructures essentielles et a rencontré d'autres pays de manière bilatérale afin d'établir des relations et d'échanger des renseignements pour mieux comprendre l'environnement complexe des menaces auxquelles sont confrontées les infrastructures essentielles et les moyens d'améliorer notre sécurité collective et notre résilience;
- En collaborant régulièrement avec les partenaires du Canada en matière de sécurité afin d'échanger des renseignements et des approches sur les défis complexes résultant de l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie, notamment dans le cadre de la réunion des ministres de l'Intérieur et de la Sécurité du G7, au cours de laquelle les ministres participants ont publié une [déclaration commune](#)^{lvii} (en anglais seulement) exprimant leur solidarité avec l'Ukraine;
- En participant aux discussions sur la sécurité lors du 10^{ième} [Sommet des leaders nord-américains](#)^{lviii}, au cours duquel le Ministère s'est engagé à fournir une série de résultats trilatéraux en matière de sécurité en vue d'une vision nord-américaine commune pour lutter contre l'exploitation des enfants, la traite des personnes et les menaces liées aux drogues illégales telles que le fentanyl;
- En participant à la [réunion annuelle](#)^{lix} (en anglais seulement) des [ministres des cinq pays](#)^{lx} en septembre 2022, organisée par les États-Unis, au cours de laquelle les participants ont convenu de collaborer plus étroitement pour lutter contre une série de problèmes de sécurité nationale, notamment en matière de cybersécurité, de sécurité de la recherche et de participation de l'industrie technologique.
- Le Ministère a contribué à l'élaboration de la [Stratégie pangouvernementale du Canada pour l'Indo-Pacifique](#)^{lxi}. La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique permettra au Canada de faire face aux comportements problématiques parrainés par l'État dans la région, comme la désinformation, l'espionnage, les cyberactivités malveillantes et l'intimidation de communautés.

Sécurité publique Canada a également réuni divers ministères et alliés, tels que les États-Unis, pour faire avancer l'aide à Haïti. Le Ministère a joué un rôle clé dans la réponse intégrée du Canada à cette situation, en particulier par la cogestion de l'[Arrangement sur la police civile canadienne](#)^{lxii}.

De même, Sécurité publique Canada a continué à mettre en évidence et à promouvoir le mandat du Ministère en matière de sécurité en s'engageant auprès des Nations unies. Par exemple, en mai 2022, Sécurité publique Canada a comparu devant le [Comité des droits de l'enfant](#)^{lxiii} des Nations unies pour souligner les efforts du Canada pour prévenir la violence contre les enfants au Canada et la traite des enfants, entre autres.

Résultats : Analyse comparative entre les sexes Plus (ACS Plus)

Sécurité publique Canada a continué à utiliser l'ACS Plus pour garantir des résultats inclusifs pour les Canadiens. Parmi les exemples concrets de ces efforts entrepris dans le cadre de la responsabilité principale en matière de Sécurité nationale, on peut citer :

- La consultation publique sur la nouvelle [Stratégie nationale de cybersécurité](#)^{lxiv} a été conçue pour toucher tous les Canadiens, quels que soient leur région, leur milieu socioéconomique, leur genre, leur race, leurs capacités et leur âge. Les données démographiques de l'ACS Plus ont été recueillies auprès des personnes interrogées. Pour continuer à renforcer la capacité de mettre en œuvre l'ACS Plus et l'optique de la diversité et de l'inclusion, Sécurité publique Canada a coprésidé un Groupe de travail sur l'ACS Plus pour la communauté fédérale de la cybersécurité afin de faciliter l'échange continu des pratiques exemplaires. Ces mobilisations se poursuivent.
- Sécurité publique Canada a commencé à travailler, en collaboration avec Statistique Canada, afin d'améliorer la collecte de données sur l'ACS Plus lors des prochaines versions des enquêtes sur la cybersécurité, notamment via l'[Enquête auprès du secteur public sur la cybersécurité et le cybercrime](#)^{lxv}.
- Dans le cadre de la consultation en ligne visant à soutenir le processus de renouvellement de la Stratégie nationale sur les infrastructures essentielles du Canada et de l'approche globale de la sécurité et de la résilience des infrastructures essentielles, des renseignements sur l'ACS Plus ont été volontairement recueillis dans le cadre du processus d'inscription à la consultation en ligne « Parlons des infrastructures essentielles ». Ces renseignements ont été utilisés pour mieux comprendre la diversité au sein de la communauté des IE, ce qui permettra d'aider les futurs travaux de renouvellement des IE.
- En consultation avec le [Groupe consultatif sur la transparence de la sécurité nationale](#)^{lxvi} (GCT-SN), le gouvernement du Canada s'est engagé à consulter les Canadiens sur les politiques de sécurité nationale de manière transparente et accessible. Le GCT-SN est composé de représentants de l'ensemble de la société civile, représentant une diversité de Canadiens, y compris des communautés racialisées et marginalisées. Le GCT-SN a activement mobilisé des experts canadiens et internationaux sur des questions touchant les Canadiens sous l'angle de la transparence de la sécurité nationale, afin de conseiller le gouvernement du Canada.

Résultats : Programme de développement durable à l’horizon 2030 et objectifs de développement durable des Nations Unies

La promotion de la transparence des institutions et la lutte contre le terrorisme mondial et le blanchiment d’argent constituent une facette essentielle des [Objectifs de développement durable des Nations Unies](#)^{lxvii} (ODD). En 2022–2023, dans le cadre de la responsabilité essentielle de la Sécurité nationale, Sécurité publique Canada a contribué à soutenir l’[ODD 16](#)^{lxviii} (Paix, justice et institutions efficaces) et l’[ODD 17](#)^{lxix} (Partenariats pour les objectifs) au moyen des cibles suivantes :

- ODD 16.6, 16.7, 16.10, 17.14, 17.16 et 17.17 : L’avancement de l’[Engagement de transparence en matière de sécurité nationale](#)^{lxx} (ETSN) a contribué à accroître la responsabilité des ministères et des organismes au sein de la communauté de la sécurité nationale en préparant le troisième rapport qui détaille comment les institutions de sécurité nationale et de renseignement peuvent être plus transparentes dans leur collaboration avec les communautés racialisées.
- ODD 16.a : La capacité d’analyse permettant d’administrer, d’examiner et de fournir des conseils stratégiques et des recommandations concernant l’[inscription d’entités terroristes](#)^{lxxi} sur la liste du [Code criminel du Canada](#)^{lxxii} a été maintenue.
- ODD 16.a, 16.4, 16.5 et 16.6 : En 2022–2023, le [Centre de coordination de la lutte contre la criminalité financière](#)^{lxxiii} (3CF) a mis en place une équipe de projet composée d’experts politiques et opérationnels afin d’aider le ministre de la Sécurité publique à proposer des options pour la création de l’Agence canadienne des crimes financiers (ACCF), qui devrait être le principal organisme d’application de la loi dans le domaine de la criminalité financière. Ses objectifs sont notamment d’augmenter le nombre d’accusations, de poursuites et de condamnations pour blanchiment d’argent, ainsi que les résultats en matière de confiscation d’actifs au Canada. L’ACCF contribuera à réduire les flux financiers illicites et à mettre en place des institutions efficaces pour lutter contre la criminalité financière. Le 3CF continue de travailler en étroite collaboration avec les intervenants fédéraux, provinciaux, territoriaux et autres pour faire avancer ce travail.

Résultats : Innovation

À la suite de la publication des [Directives relatives à l’expérimentation à l’intention des administrateurs généraux](#)^{lxxiv} du SCT, Sécurité publique Canada a élaboré son propre cadre d’expérimentation en 2020–2021, qui a continué à orienter les efforts du Ministère dans la mise à l’essai de nouvelles approches face aux problèmes actuels, la mesure de leur efficacité et le fait d’avoir recours à leurs résultats en 2022–2023.

Au cours de cet exercice, le Ministère a poursuivi ses efforts, conformément aux lignes directrices du SCT, pour promouvoir l'expérimentation et l'innovation en explorant des idées et des solutions novatrices dans l'ensemble de ses domaines de programme.

Résultats : Principaux risques

La mission de Sécurité publique Canada est de bâtir un Canada sécuritaire et résilient. En conséquence, le Ministère doit faire preuve d'un haut niveau de conscience, de mobilisation et d'adaptabilité pour assurer la sécurité des Canadiens, conserver une approche cohérente et coordonnée de la sûreté et de la sécurité et produire des résultats pour les Canadiens tout en gérant divers risques.

Actuellement, le Profil de risque organisationnel (PRO) comprend les quatre risques suivants :

- Il y a un risque que certains résultats qui reposent sur les mesures prises par les partenaires ne soient pas atteints;
- Il y a un risque que Sécurité publique Canada ne soit pas en mesure de suivre le rythme et de tirer parti des avancées technologiques;
- Il y a un risque que le Ministère ne réagisse pas efficacement au rythme et à l'ampleur des changements dans l'environnement évolutif de la menace tous risques;
- Il y a un risque que le Ministère ne parvienne pas à attirer et à maintenir en poste les employés dont il a besoin pour atteindre ses objectifs organisationnels.

Ces risques remettent en question la capacité du Ministère de comprendre et de réduire les menaces à la Sécurité nationale. À ce titre, des initiatives ont été élaborées pour traiter et atténuer les risques. Par exemple :

- En 2022–2023, il existe un risque que certains intervenants et régions en matière d'infrastructures essentielles (IE) n'aient pas été informés de l'évolution du contexte de la menace et n'aient pas pris les mesures nécessaires pour accroître leur niveau de résilience. Sécurité publique Canada a tiré parti des partenariats existants (p. ex. avec les provinces et les territoires, le secteur privé, les propriétaires et les exploitants d'infrastructures essentielles, le milieu universitaire et les alliés internationaux) afin d'assurer une participation continue aux discussions et aux exercices en cours sur la résilience des infrastructures. Sécurité publique Canada s'est également efforcé d'augmenter le nombre d'outils et de produits d'information sur les IE proposés virtuellement et accessibles au public, et ce, afin d'élargir l'accès à ces produits. Le Ministère a également exploité des outils virtuels (p. ex. des webinaires et des téléconférences), ainsi que des événements et des réunions régionaux, lorsque cela était possible, afin de renforcer la portée des activités de partenariat national des IE et le dialogue politique. En conséquence, le niveau de participation aux consultations et aux programmes est resté élevé. Les réactions des partenaires ont été mentionnées dans le

rapport sur ce que nous avons entendu et dans les réponses positives aux sondages des participants aux programmes.

De telles initiatives aident à atténuer les risques associés à l'atteinte de nos résultats ministériels, et d'autres stratégies de contrôle et d'atténuation sont gérées par l'intermédiaire du Profil de risque organisationnel (PRO) de Sécurité publique Canada et d'autres produits liés au risque (p. ex. les sections sur le risque incluses lors d'une présentation au Conseil du Trésor, etc.).

Résultats atteints

Résultats atteints en matière de Sécurité nationale

Le tableau suivant montre, pour ce qui est de la Sécurité nationale, les résultats atteints, les indicateurs de rendement, les cibles et les dates cibles pour 2022–2023, ainsi que les résultats réels des trois derniers exercices pour lesquels des résultats réels sont disponibles.

Résultat ministériel : Les menaces à la sécurité nationale sont comprises et atténuées tout en préservant la confiance du public.

Indicateurs de rendement	Cibles	Dates d'atteinte de la cible	Résultats réels pour 2020–2021 ¹	Résultats réels pour 2021–2022 ²	Résultats réels pour 2022–2023 ³
Classement du Canada suivant l' Indice national de la cybersécurité (en anglais seulement) ⁴ lxxv	Classé au moins 30 ^{e5}	31 mars 2023	27	37	33
Classement du Canada suivant l' Indice mondial de terrorisme (en anglais seulement) ^{lxxvi}	≥ 82	31 mars 2023	56 ⁶	48 ⁷	54 ⁸
Score de résilience des infrastructures essentielles	≥ 34,2	31 mars 2023	35,84	35,81	34,67

¹ Sauf indication contraire, chaque « S.O. » inscrit dans cette colonne indique que Sécurité publique Canada n'a pas rendu compte de cet indicateur avant l'exercice 2020–2021.

² Sauf indication contraire, chaque « S.O. » inscrit dans cette colonne indique que Sécurité publique Canada n'a pas rendu compte de cet indicateur avant l'exercice 2021–2022.

³ Sauf indication contraire, chaque « S.O. » inscrit dans cette colonne indique que Sécurité publique Canada n'a pas rendu compte de cet indicateur avant l'exercice 2022–2023.

⁴ L'Académie de la gouvernance électronique met régulièrement à jour les classements de l'Indice national de la cybersécurité; le classement du Canada peut donc fluctuer à tout moment. Les résultats présentés ici correspondent au classement du Canada au 31 mars de chaque exercice.

⁵ L'Indice national de la cybersécurité classe les pays de la première à la 160^e place.

⁶ L'indice mondial du terrorisme (IMT) est publié en novembre de chaque année civile. Par conséquent, les données pour 2021 n'étaient pas disponibles au moment de la publication du Rapport sur les résultats ministériels 2020–2021 et du Plan ministériel de 2021–2022.

⁷ Le IMT donne un résumé détaillé des tendances en matière de terrorisme à l'échelle mondiale, et classe les États en fonction du nombre et de la gravité des attaques terroristes subies au cours d'une année donnée. Les pays sont classés par ordre décroissant, les plus mauvais résultats se trouvant en haut de l'indice (c'est-à-dire que le classement 163 est le meilleur classement possible, et le classement 1 est le pire classement possible). Selon les résultats présentés dans le rapport intitulé « Global Terrorism Index 2022 » (Indice mondial du terrorisme 2022), le pointage du Canada a diminué au cours de la dernière décennie, avec un record d'au moins un attentat terroriste chaque année depuis 2014 et 29 attentats ayant entraîné 27 décès depuis 2007.

⁸ Le Canada a perdu 6 places dans le classement GTI en 2022, n'enregistrant aucune attaque ni aucun décès pour la première fois depuis 2013.

Indicateurs de rendement	Cibles	Dates d'atteinte de la cible	Résultats réels pour 2020–2021 ¹	Résultats réels pour 2021–2022 ²	Résultats réels pour 2022–2023 ³
Pourcentage des partenaires qui indiquent que Sécurité publique Canada assure un leadership stratégique et une coordination opérationnelle efficaces en ce qui concerne les enjeux de sécurité nationale	≥ 75 %	31 mars 2023	S.O. ⁹	76 %	55 % ¹⁰
Pourcentage de partenaires qui indiquent que Sécurité publique Canada assume un leadership efficace en faisant progresser les intérêts du Canada en matière de cybersécurité	≥ 80 %	31 mars 2023	100 %	89 % ¹¹	83 %
Pourcentage de la population qui estime que le gouvernement du Canada respecte les droits et libertés individuels tout en assurant la sécurité des Canadiens	≥ 70 %	31 mars 2023	S.O.	S.O.	46 % ¹²
Pourcentage de la population qui estime que les mécanismes adéquats sont en place pour identifier les menaces à la sécurité nationale au Canada	≥ 60 %	31 mars 2023	S.O.	57 % ¹³	63 %

⁹ Aucun résultat n'était disponible pour 2020–2021 en raison des difficultés à mener le sondage pendant la pandémie de COVID-19. Sécurité publique Canada a depuis élaboré un nouveau sondage qui assurera l'utilisation d'une méthodologie uniforme pour cet indicateur.

¹⁰ La baisse des résultats pour l'année 2022–2023 peut être due à la petite taille de l'échantillon de partenaires qui ont répondu, à la nature volontaire du sondage et au moment du sondage (c.-à-d. l'été 2023).

¹¹ Par le biais du sondage le plus récent, certains partenaires ont fait part de leurs préoccupations concernant les possibilités limitées de discussion sur les tendances et les menaces émergentes. Pour répondre à cette préoccupation, Sécurité publique Canada a inclus davantage de points à l'ordre du jour sur les tendances et menaces émergentes dans les réunions avec la communauté fédérale de la cybersécurité.

¹² Ces résultats peuvent s'expliquer par l'importance de la couverture médiatique nationale sur les questions de sécurité nationale pendant la période de sondage d'une semaine. Sur la base d'un échantillon aléatoire de 1 000 Canadiens ayant répondu à un sondage en juin 2023.

¹³ Les données sur les résultats de cet indicateur n'étaient pas disponibles pour 2021–2022, la question étant en cours d'actualisation. Les données ont été appliquées rétroactivement.

Indicateurs de rendement	Cibles	Dates d'atteinte de la cible	Résultats réels pour 2020–2021 ¹	Résultats réels pour 2021–2022 ²	Résultats réels pour 2022–2023 ³
Pourcentage de la population qui estime que les mécanismes adéquats sont en place pour répondre aux menaces à la sécurité nationale au Canada	≥ 60 %	31 mars 2023	S.O.	69 % ¹⁴	63 %

Les renseignements sur les finances, les ressources humaines et les résultats liés au Répertoire des programmes de Sécurité publique Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{lxxvii}.

Ressources financières budgétaires

Le tableau suivant montre, pour la Sécurité nationale, les dépenses budgétaires pour 2022–2023 ainsi que les dépenses réelles pour cette l'exercice en question.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses de 2022–2023	Dépenses prévues en 2022–2023	Autorisations totales pouvant être utilisées en 2022–2023	Dépenses réelles (autorisations utilisées) en 2022–2023	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) en 2022–2023
25 199 898	25 199 898	31 557 557	30 558 635	5 358 737

L'écart entre les dépenses réelles et les dépenses prévues en 2022–2023 est principalement dû aux subventions et contributions supplémentaires nécessaires pour soutenir le [Programme de coopération en matière de cybersécurité](#)^{lxxviii}. En outre, le Ministère a reçu un financement renouvelé dans le cadre du budget supplémentaire pour continuer à soutenir le Centre de coordination stratégique du Conseil de l'information et pour l'[Engagement de transparence en matière de sécurité nationale](#)^{lxxix}, ainsi qu'un financement supplémentaire pour renforcer la capacité du Canada en matière de sécurité de la recherche.

¹⁴ À la question « Êtes-vous convaincu que les mécanismes adéquats sont en place pour répondre aux menaces terroristes au Canada? », 68,8 % des personnes interrogées ont déclaré être convaincues que les mécanismes adéquats sont en place pour répondre aux menaces terroristes au Canada. Malgré une légère différence de formulation entre l'indicateur (« actes de terrorisme ») et la question posée aux Canadiens (« menaces terroristes »), les résultats sont considérés comme applicables à cet indicateur.

Ressources humaines

Le tableau ci-dessous présente, en équivalents temps plein (ETP), les ressources humaines dont le Ministère a besoin pour s'acquitter de cette responsabilité essentielle pour l'exercice en question.

Ressources humaines (équivalents temps plein)

Équivalents temps plein prévus en 2022–2023	Équivalents temps plein réels en 2022–2023	Écart (nombre d'ETP réels moins nombre d'ETP prévus) en 2022–2023
187	187	0

Les renseignements sur les finances, les ressources humaines et les résultats de rendement liés au Répertoire des programmes de Sécurité publique Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{xxx}.

Responsabilité essentielle : Sécurité communautaire

Description

À l'échelle nationale, Sécurité publique Canada assume la coordination pour aider les collectivités canadiennes et les intervenants à réprimer le crime et à renforcer la résilience communautaire partout au pays, à promouvoir la sécurité des collectivités et des institutions canadiennes, à améliorer l'intégrité des frontières du Canada, et à appuyer la prestation des services de police dans les collectivités autochtones.

Résultats ministériels :

- Les collectivités canadiennes sont en sécurité.
- Les pratiques de sécurité communautaire sont renforcées.
- On prévient et combat la criminalité dans les populations et les collectivités les plus à risque.

Résultats : Prévention du crime

Armes à feu et contrôle des armes à feu

Le gouvernement du Canada a continué à renforcer le cadre de contrôle des armes à feu au Canada, à faire progresser la mise en œuvre de l'interdiction des armes d'assaut et à lutter contre l'utilisation criminelle des armes à feu au moyen de mesures législatives et de programmes supplémentaires.

En 2022–2023, Sécurité publique Canada a soutenu l'élaboration du projet de loi C-21, [Loi modifiant certaines lois et d'autres textes en conséquence \(armes à feu\)](#)^{lxxxix}, qui a été déposé au Parlement en mai 2022. Le projet de loi C-21 permettrait de renforcer la législation canadienne sur les armes à feu par des mesures ciblées de contrôle des armes à feu, notamment des lois de drapeau rouge et de drapeau jaune et des mesures de révocation de permis, afin de protéger les victimes de violence entre partenaires intimes et de réduire l'automutilation par les armes à feu, ainsi que de lutter contre les armes fantômes et la contrebande et le trafic d'armes à feu. Il codifierait également dans la loi le gel national des armes de poing qui est entré en vigueur par voie réglementaire le 21 octobre 2022. Le projet de loi C-21 était toujours débattu au Parlement à la fin de l'exercice 2022–2023.

De plus, le Ministère terminera la mise en œuvre des dispositions restantes de la [Loi de 2019 modifiant certaines lois et un règlement relatifs aux armes à feu](#)^{lxxxix} en mai 2022. Avec l'entrée en vigueur de ces règlements, la vérification des permis est devenue obligatoire lors de l'achat

d'armes à feu sans restriction et les commerces sont tenues de conserver les registres de vente et d'inventaire relatifs aux armes à feu sans restriction pendant au moins 20 ans.

Sécurité publique Canada a également continué à faire avancer la conception et le développement du Programme de rachat d'armes à feu (PRAF) afin d'indemniser les propriétaires d'armes à feu et les commerces touchés par l'interdiction des armes à feu de type assaut qui est entrée en vigueur le 1^{er} mai 2020. Ce programme vise à éliminer ces armes à feu des collectivités canadiennes. Le Ministère a mis en place une équipe chargée de concevoir et d'élaborer le PRAF et a organisé près de 100 réunions avec le secteur privé, les provinces, les territoires et les municipalités, y compris leurs services de police, et les communautés autochtones, afin de s'assurer que les considérations relatives à la mise en œuvre au niveau régional soient prises en compte lors de la conception du programme. Sécurité publique Canada a également organisé des groupes de discussion et des enquêtes d'opinion auprès des Canadiens, ainsi qu'une consultation publique pour recueillir les points de vue sur le modèle d'indemnisation proposé par le PRAF.

Lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs

Alors que l'exercice 2022–2023 était la dernière année des cinq années initiales de financement de l'[Initiative contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs](#)^{lxxxiii} (ILCAFGV), le programme a été renouvelé et a obtenu un financement supplémentaire jusqu'en 2028. Sécurité publique Canada a versé 74 065 297 \$ aux provinces et aux territoires pour soutenir les initiatives en matière d'application de la loi, de prévention et d'intervention dans le cadre de l'initiative, par l'intermédiaire du [Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs](#)^{lxxxiv}. Les gouvernements provinciaux et territoriaux ont utilisé ces fonds pour soutenir diverses activités, notamment l'élaboration de stratégies de lutte contre la violence des gangs et l'amélioration des services de poursuite, de l'application de la loi et des programmes et le soutien aux collectivités.

Sécurité publique Canada a également continué à fournir des fonds à l'ASFC et à la GRC dans le cadre du thème de l'amélioration de l'application des lois fédérales de l'Initiative pour prendre des mesures contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs.

En outre, Sécurité publique Canada a lancé la première phase de l'élaboration d'une stratégie nationale sur la violence liée aux armes à feu et aux gangs, y compris la collecte de données, la réalisation d'une recherche de base et l'élaboration d'un processus de mobilisation des parties prenantes qui comprend l'élaboration d'une proposition de structure de groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur la violence liée aux armes à feu et aux gangs. Dans le cadre du processus de renouvellement, une évaluation du programme antigang et une évaluation globale de l'Initiative pour prendre des mesures contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs ont été réalisées pour soutenir le renouvellement du programme. L'évaluation a fourni de la rétroaction de la part des parties prenantes et des partenaires, indiquant la nécessité d'une consultation et d'une coopération accrues dans l'élaboration de la stratégie nationale. D'autres consultations et mobilisations avec les parties prenantes se poursuivront en personne et par le

biais d'un sondage sur la coopération des parties prenantes en 2023–2024 pour informer l'élaboration de la Stratégie.

Enfin, Sécurité publique Canada a continué de mettre en œuvre des accords de contribution avec des municipalités et des collectivités autochtones identifiées dans le cadre du Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires (FBCS). En 2022–2023, le Ministère a conclu des accords avec 58 bénéficiaires du FBCS. Peu de fonds ont été redistribués aux bénéficiaires finaux (c'est-à-dire aux organisations communautaires), car la plupart des accords de contribution sont des accords temporaires, qui utilisent les fonds du FBCS pour concevoir et développer une stratégie ou une programmation sur les armes et les gangs. Un exemple de l'utilisation des fonds pour soutenir le programme comprend l'utilisation des fonds par la municipalité régionale de Halifax pour coordonner le Conseil mobile pour la jeunesse afin de réduire l'impact des traumatismes chez les jeunes vulnérables à la suite d'un événement de crise communautaire (par exemple, les incidents violents et liés aux armes à feu), en favorisant l'accès à un soutien psychologique convivial et plus adapté pour les jeunes.

Stratégie nationale pour la prévention du crime

Sécurité publique Canada a continué à contribuer à la création de collectivités plus fortes et plus sûres grâce aux travaux de la [Stratégie nationale pour la prévention du crime](#)^{lxxxv} (SNPC). En 2022–2023, le Ministère a soutenu la mise en œuvre de 200 projets de prévention du crime dans des collectivités à travers le Canada, ce qui représente un investissement de plus de 35 millions de dollars. Ces projets étaient axés sur la prise en compte des facteurs de risque chez les enfants et les jeunes, la prévention de l'implication dans les gangs de jeunes, la violence juvénile et le cyberharcèlement, le renforcement de la sécurité des collectivités menacées par les crimes motivés par la haine et la promotion de la prévention de la criminalité dans les collectivités autochtones et nordiques.

En 2022–2023, le Ministère a investi 20,7 millions de dollars pour soutenir 39 initiatives existantes dans le cadre du [Fonds d'action en prévention du crime](#)^{lxxxvi}. Le Ministère a également choisi de financer 40 nouveaux projets, dont 25 projets d'intervention directe multisectorielle et communautaire qui fourniront des services de soutien aux populations de jeunes prioritaires, en particulier les jeunes Noirs et les jeunes Autochtones; huit projets de recherche qui produiront des connaissances sur les initiatives communautaires multisectorielles de prévention de la criminalité et sur les effets de la pandémie; sept subventions de mobilisation de partenariats qui aideront sept organisations autochtones à établir des partenariats multisectoriels, à mobiliser leurs communautés respectives et à ouvrir la voie à de nouvelles interventions directes de prévention du crime à l'avenir.

Le Ministère a également continué à soutenir les initiatives de prévention de la criminalité axées sur les Autochtones et adaptées à leur culture au moyen du [Fonds de prévention du crime chez les collectivités autochtones et du Nord](#)^{lxxxvii}. En 2022–2023, Sécurité publique Canada a continué à soutenir la mise en œuvre de neuf projets de renforcement de l'état de préparation

des communautés dirigés par des Autochtones, grâce à un investissement de 1,3 million de dollars. Le projet « Community Readiness for Crime Prevention and Restorative Justice » (préparation des communautés à la prévention du crime et à la justice réparatrice) de la Première Nation de Kashechewan est l'un des bénéficiaires. Dans le cadre de ce projet, la Première Nation de Kashechewan s'associe à l'autorité éducative, au service de police, au conseil politique et à une organisation à but non lucratif de la communauté pour élaborer un plan visant à renforcer la capacité de la communauté à fournir des services aux jeunes à risque, tels que la prévention de la violence chez les jeunes, le traitement de la toxicomanie, les services à l'enfance et à la famille, et les services de santé mentale.

Sécurité publique Canada a également continué à soutenir 15 initiatives locales, ciblées et adaptées de prévention de la violence chez les jeunes et des gangs de jeunes, qui visent à empêcher les jeunes à risque de rejoindre des gangs, à fournir des stratégies de sortie aux jeunes qui appartiennent à des gangs et à offrir un soutien aux jeunes pour qu'ils ne rejoignent pas à nouveau les rangs des gangs. L'année dernière, par l'intermédiaire du [Fonds de lutte contre les activités des gangs de jeunes](#)^{lxxxviii}, le Ministère a investi plus de 9,4 millions de dollars dans des initiatives qui travaillent principalement avec des jeunes Autochtones et Noirs, dans des collectivités essentiellement rurales où les bandes de jeunes constituent une menace existante ou nouvelle.

Le Ministère a investi 3,4 millions de dollars et aidé 137 bénéficiaires de collectivités à risque de crimes motivés par la haine à améliorer la sécurité de leurs espaces de rassemblement communautaires, comme l'installation de nouveaux éclairages ou d'éclairages supplémentaires, de clôtures, de barrières, de caméras et d'alarmes, ainsi que d'autres dépenses admissibles. Le [budget de 2023](#)^{lxxxix} propose 49,5 millions de dollars supplémentaires sur cinq ans, à partir de 2023–2024, afin d'améliorer et d'étendre le [Programme de financement des projets d'infrastructure de sécurité pour les collectivités à risque](#)^{xc}, ce qui lui permettra de mieux répondre à l'évolution des besoins des collectivités en matière de sécurité.

Conformément à la [Stratégie du Canada pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe \(VFS\)](#)^{xcii}, le Ministère a continué à financer des activités de recherche, de sensibilisation et d'intervention visant à aborder et à prévenir les comportements de cyberharcèlement chez les enfants et les jeunes. En 2022–2023, Sécurité publique Canada a publié une analyse documentaire sur le thème suivant : [Initiatives de prévention et d'intervention en matière de cyberintimidation : le rôle de la famille](#)^{xciii}. Le Ministère a également financé une analyse de Statistique Canada sur les données relatives à la cyberintimidation intitulée : [Les préjudices subis en ligne par les jeunes et les jeunes adultes : la prévalence et la nature de la cybervictimisation](#)^{xciii} et deux infographies, [La cyberintimidation chez les jeunes au Canada](#)^{xciv} et [la cybervictimisation chez les jeunes adultes au Canada](#)^{xcv}. Ces produits de recherche élargissent la base de connaissances sur les approches efficaces de prévention du crime en fournissant aux intervenants les outils et les renseignements sur la façon de prévenir et de contrer l'intimidation et la cyberintimidation chez les jeunes et les jeunes adultes canadiens.

Enfin, le Ministère a également poursuivi la mise en œuvre de la première [obligation à impact social du Canada en matière de prévention du crime](#)^{xcvi}. À la fin du mois de juin 2022, les YMCA du Québec ont terminé leur première année scolaire complète de l'obligation à impact social Alternative Suspension (AS). Les résultats de l'évaluation par des tiers ont confirmé que, par rapport à un groupe de jeunes n'ayant pas bénéficié de l'intervention, 32 % d'élèves supplémentaires ont réussi à modifier positivement leurs comportements problématiques après avoir participé à l'intervention AS. Sur la base de ces bons résultats, le YMCA a obtenu un rendement de 9,07 % du capital investi.

Stratégie nationale de lutte contre la radicalisation menant à la violence

En 2022–2023, Sécurité publique Canada a continué à faire progresser les trois priorités définies dans la [Stratégie nationale de lutte contre la radicalisation menant à la violence](#)^{xcvii} : Acquérir, communiquer et mettre en application des connaissances; S'attaquer à la radicalisation menant à la violence en ligne; Soutenir les interventions.

Conformément à la première priorité, le Ministère a travaillé en étroite collaboration avec des partenaires nationaux et internationaux pour financer et publier les progrès et les résultats de quatre examens systématiques des données probantes, grâce à [Campbell Collaboration](#)^{xcviii} (en anglais seulement), avec des publications notables sur des sujets tels que les interventions de gestion de cas, les outils qui évaluent le risque de radicalisation violente, et la haine en ligne et les médias traditionnels. Par exemple, Sécurité publique Canada a publié un [protocole](#)^{xcix} (en anglais seulement) sur les associations ou les effets de la participation et de l'exposition à des contenus haineux dans les médias traditionnels et sociaux.

En outre, par le biais du [Centre canadien](#)^c, le Ministère a organisé sept événements d'échange de connaissances en ligne avec les principaux intervenants. Ces événements comprenaient la série d'ateliers Work in Progress du Centre canadien couvrant des sujets tels que les outils pour les professionnels, les examens systématiques, les approches d'intervention, le genre et les expériences des jeunes. Sécurité publique Canada copréside également le Groupe de travail fédéral, provincial et territorial sur la lutte contre la radicalisation menant à la violence, qui s'est réuni trois fois en 2022–2023.

Conformément à la deuxième priorité, le Centre canadien a contribué activement à des forums multipartites, tels que le comité consultatif indépendant du [Forum mondial de lutte contre le terrorisme sur Internet](#)^{ci} (en anglais seulement), dirigé par l'industrie, en tant que l'un des sept gouvernements participants, et l'[appel de Christchurch pour l'élimination du contenu terroriste et violemment extrémiste en ligne](#)^{cii} (en anglais seulement). En outre, le Canada s'est engagé à verser jusqu'à 1,9 million de dollars sur trois ans (2022–2025) par l'intermédiaire du [Fonds pour la résilience communautaire](#)^{ciii} (FRC) à l'organisation non gouvernementale [Tech Against Terrorism](#)^{civ} (en anglais seulement), basée au Royaume-Uni, pour la phase 2 de sa [plateforme d'analyse du contenu terroriste](#)^{cv} (en anglais seulement). Le Centre canadien a collaboré

étroitement avec les partenaires du Groupe des cinq et du G7 sur la prévention et la lutte contre l'utilisation d'Internet par les extrémistes violents et les terroristes.

Enfin, conformément à la troisième priorité, le Ministère continue de financer des programmes d'intervention de première ligne et des ressources fondées sur des données probantes par l'intermédiaire du FRC, avec un financement total de près de 4,9 millions de dollars en 2022–2023. Le FRC continue de soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de projets existants et nouveaux qui aident les jeunes et les organisations locales dans le cadre de projets de recherche et d'événements axés sur la prévention de la radicalisation menant à la violence.

Au début de l'année 2023, le ministre de la Sécurité publique a rétabli le [Comité national d'experts sur la lutte contre la radicalisation menant à la violence](#)^{cvi}. Les experts recrutés dans tout le pays contribuent à faire en sorte que l'approche du gouvernement du Canada en matière de prévention de la radicalisation menant à la violence s'appuie sur un large éventail de compétences.

Enfin, Sécurité publique Canada a continué de travailler pour mettre en œuvre les recommandations de l'[Évaluation de 2020 du Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence](#)^{cvi} en augmentant le rayonnement et l'engagement des intervenants; en améliorant la production et la coopération des connaissances; et en recueillant ses extraits et ses résultats et en produisant des rapports à ce sujet de façon systématique afin de mieux connaître et de transmettre les leçons.

Résultats : Réforme du système de justice pénale

Réforme du Programme de suspension du casier

Sécurité publique Canada a terminé la mise en œuvre de la première phase des réformes du Programme de suspension du casier en 2022–2023. Celui-ci comprenait des éléments législatifs et non législatifs tels qu'une réduction des frais de demande, la planification d'un portail de demande en ligne et les préparatifs ayant été faits pour l'ajout d'un financement de contribution pour les services de soutien communautaire afin d'aider les personnes à naviguer dans le processus de demande de suspension du casier.

Dans le cadre de la deuxième phase, le Ministère a tenu des consultations sur le système de retrait automatisé des casiers judiciaires (RACJ) auprès des partenaires provinciaux, territoriaux et municipaux et les principaux intervenants du système de justice pénale. Sécurité publique Canada a conclu des ententes de contribution avec 18 organismes communautaires du Canada œuvrant dans les domaines des services correctionnels, de la libération conditionnelle ou de la réinsertion sociale, afin de fournir un financement de 18 millions de dollars sur quatre ans pour aider les gens à s'y retrouver dans le processus de demande de suspension du casier. Le financement de ces organisations aidera les communautés marginalisées à accéder aux suspensions de casier et, en fin de compte, facilitera leur accès à un emploi utile, au logement, à l'éducation, aux possibilités de bénévolat et à d'autres nécessités pour soutenir une

réadaptation et une réintégration durables dans la société. Ce financement permettra également de s'assurer que les personnes qui demandent la suspension de leur casier judiciaire ont accès à des renseignements exacts sur la procédure et réduira la dépendance des demandeurs potentiels à l'égard d'entreprises privées à but lucratif qui peuvent fournir des renseignements trompeurs et facturer des frais élevés.

Services correctionnels communautaires

En 2022–2023, Sécurité publique Canada a élaboré le [Cadre fédéral visant à réduire la récidive](#)^{cviii} (le Cadre), qui a été déposé au Parlement le 22 juin 2022. Élaboré en consultation avec un large éventail d'intervenants, ce cadre définit cinq thèmes prioritaires essentiels à une réinsertion réussie des délinquants : le logement, l'éducation, l'emploi, la santé et les réseaux de soutien positifs. Le Cadre était la première étape du processus d'élaboration d'un plan recensant les facteurs déterminants qui influent sur les motifs de récidive et sur les moyens de favoriser une réinsertion sociale sécuritaire et réussie. À l'automne 2022 et à l'hiver 2023, le Ministère s'est engagé avec ses partenaires dans l'élaboration du plan de mise en œuvre du Cadre. Un rapport au Parlement sera présenté en 2025.

Résultats : Modernisation de l'application de la loi et des services de police

Transformation et modernisation de la Gendarmerie royale du Canada

Sécurité publique Canada a soutenu la transformation et la modernisation de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) en collaborant avec la GRC pour faire avancer les engagements liés au [Centre indépendant de résolution du harcèlement](#)^{cix} (CIRH) et au Conseil consultatif de gestion (CCG) de la GRC.

Sécurité publique Canada a soutenu le CIRH en explorant les stratégies et les options de renouvellement des membres. Le Ministère a également collaboré à un certain nombre d'initiatives liées au renouvellement du CCG, y compris le renouvellement des membres. Un président et un coprésident permanents du CCG ont été nommés en 2022–2023.

Évaluation des services de police contractuels

Sécurité publique Canada, en collaboration avec la GRC, a officiellement lancé son évaluation des [services de police contractuels](#)^{cx}. Le Ministère a entamé la première phase de l'évaluation en mars 2023 en collaborant avec les responsables provinciaux et territoriaux sur les thèmes de la gouvernance et de la responsabilité, de la viabilité et du coût des programmes, de la prestation de services et de leur vision des programmes au-delà de 2032. La collaboration avec les partenaires municipaux et autochtones, ainsi qu'avec d'autres intervenants se poursuit, et un rapport « Ce que nous avons entendu » devrait être publié à l'automne 2023.

Transitions des services de police

Sécurité publique Canada a continué à travailler en étroite collaboration avec ses partenaires sur la transition du service de police municipal de Surrey, bien que le processus ait été retardé par les décisions prises par la ville et la province. En outre, le Ministère a entamé des discussions avec la ville de Grande Prairie, en Alberta, afin de soutenir et de planifier la transition de la ville vers un service de police municipal indépendant.

Augmentation rétroactive des coûts salariaux de la GRC

Sécurité publique Canada et la GRC ont rencontré plus de 100 administrations contractantes et 180 représentants, y compris des associations municipales, pour discuter des situations individuelles, des besoins et des répercussions potentielles du coût rétroactif estimé dans leurs administrations. Le Ministère a poursuivi sa collaboration avec le Comité fédéral-provincial-territorial de gestion des contrats et la [Fédération canadienne des municipalités](#)^{cxii} sur les travaux entrepris par le gouvernement fédéral en vue de parvenir à une décision sur la question. Dans le [budget de 2023](#)^{cxiii}, le gouvernement du Canada a annoncé sa décision d'offrir des délais de remboursement flexibles sans intérêt pouvant aller jusqu'à deux ans, si nécessaire, en reconnaissance de la situation unique.

Résultats : Service de police dans les collectivités autochtones

En 2022–2023, Sécurité publique Canada a continué à mettre en œuvre les investissements et les engagements clés du [budget de 2021](#)^{cxiii} pour soutenir les services de police et de sécurité communautaire culturellement adaptés dans les collectivités autochtones.

Tout d'abord, le Ministère a continué à mettre en œuvre et à développer le [Programme des services de police des Premières Nations et des Inuits](#)^{cxiv} (PSPPI). Il s'agit notamment d'allouer des fonds pour soutenir les ententes communautaires tripartites (ECT) existantes, les collectivités qui passent des ECT aux services de police autogérés, les nouvelles collectivités qui rejoignent les services de police autogérés existants et la stabilisation de divers modèles de services de police existants.

Deuxièmement, le Ministère a collaboré avec l'[Assemblée des Premières Nations](#)^{cxv} et des partenaires clés pour élaborer une législation fédérale qui reconnaîtrait les services de police des Premières Nations comme un service essentiel. Les fonctionnaires fédéraux ont achevé le processus de mobilisation officiel avec les Premières Nations au printemps 2022, qui consistait en 13 séances de mobilisation virtuelles animées par des professionnels, une plateforme de coopération en ligne et une adresse électronique générique pour recevoir les commentaires et les soumissions écrites. [Le rapport](#)^{cxvi} a été publié sur le site Web de Sécurité publique Canada et a été envoyé directement aux participants. Sur la base de cette mobilisation, utilisant des rapports reçus à ce jour, des discussions avec des experts en matière de police, notamment l'Association des chefs de police des Premières Nations et le Conseil de gouvernance des services de police des Premières Nations, ainsi qu'avec les provinces et les territoires, le

Ministère a élaboré des *objectifs et principes directeurs* destinés à définir le cadre politique de la législation fédérale sur les services de police des Premières Nations. Ces *objectifs et principes directeurs* seront largement diffusés en 2023–2024 afin de poursuivre les progrès vers la législation. Le Ministère a continué à travailler en collaboration avec l'[Assemblée des Premières Nations](#)^{cxvii}, les provinces et les territoires, l'[Association des chefs de police des Premières Nations](#)^{cxviii}, le Conseil de gouvernance des services de police des Premières Nations, les services de police des Premières Nations, les Premières Nations et les signataires de traités modernes et d'accords d'autonomie gouvernementale sur les aspects pratiques de la législation.

Troisièmement, le Ministère a également continué à travailler avec des partenaires inuits et métis. Des discussions préliminaires avec les organisations inuites ont débuté à l'automne 2022 pour discuter des priorités en matière de services de police et de sécurité communautaire, ce qui a permis d'alimenter les conversations bilatérales en cours sur les questions et les solutions en matière de services de police et de sécurité communautaire pour les différentes collectivités inuites. La collaboration avec les organisations métisses, telles que le [Ralliement national des Métis](#)^{cxix} (en anglais seulement), est régulièrement assurée dans le cadre du [mécanisme bilatéral permanent Canada-Métis](#)^{cxx}.

Résultats : Lutte contre les crimes graves et le crime organisé

Crime organisé

En 2022–2023, Sécurité publique Canada a facilité l'échange de renseignements et la collaboration entre les intervenants fédéraux, provinciaux et territoriaux en dirigeant les réunions semestrielles du [Comité national de coordination sur le crime organisé](#)^{cxxi}. Ces séances virtuelles ont rassemblé plus de 50 partenaires et intervenants de la communauté des forces de l'ordre afin d'échanger des renseignements, de soutenir la discussion et la collaboration sur des questions clés liées au crime organisé (p. ex. les armes à feu illégales, le vol de voitures et l'exploitation sexuelle des enfants), et d'élaborer des stratégies pour lutter contre ces types de crime.

Le Ministère a également organisé un webinaire réunissant des intervenants nationaux et internationaux issus des services de police, du monde universitaire et de la communauté des politiques de sécurité publique afin de susciter des discussions sur des sujets tels que la décriminalisation des drogues et l'utilisation de la technologie géospatiale pour cibler le crime organisé. Dans l'ensemble, les participants ont indiqué que la séance leur avait permis d'accroître leurs connaissances générales et d'approfondir leur compréhension des questions actuelles et nouvelles en matière de lutte contre le crime organisé, et qu'elle les aiderait dans leurs travaux actuels ou futurs.

Sécurité publique Canada a également soutenu les efforts des forces de l'ordre pour lutter contre le crime organisé en investissant 28,8 millions de dollars sur cinq ans et 5,9 millions de

dollars en continu dans le Programme de contributions aux analyses biologiques (PCAB). Pour 2022–2023, le Québec a reçu 4,3 millions de dollars pour aider à soutenir son laboratoire médico-légal indépendant dans le but d'effectuer des analyses de cas de biologie, y compris des analyses d'identification par l'ADN.

Le Ministère a également continué à soutenir l'[Initiative de lutte contre le crime organisé dans les collectivités autochtones](#)^{cxxii} afin de lutter contre le crime organisé et la criminalité transfrontalière à Kahnawake et Akwesasne en renforçant les capacités d'application de la loi des Autochtones. Le financement des gardiens de la paix de Kahnawake (3,8 millions de dollars pour la période 2021-2026), par exemple, a permis de sensibiliser davantage aux conséquences des crimes graves et du crime organisé grâce à une mobilisation communautaire ciblée, de faciliter les saisies d'armes à feu illégales et de drogues, et de faire progresser les enquêtes conjointes avec les partenaires fédéraux, provinciaux et autres partenaires autochtones chargés de l'application de la loi. Sécurité publique Canada a également renouvelé l'accord avec le service de police mohawk d'Akwesasne pour un montant de 10,4 millions de dollars pour la période 2023-2028.

Au niveau international, le Ministère a participé aux réunions du Sous-groupe sur les projets d'action policière (SGPAP) afin de faire progresser la coordination des efforts en matière d'application de la loi dans la lutte contre les menaces transnationales. Dans le cadre du groupe Rome-Lyon du G7, le SGPAP offre un forum pour échanger des idées et des pratiques exemplaires pour les projets menés par ses membres sur des questions telles que le trafic de stupéfiants, les cryptomonnaies et les crimes contre l'environnement. Le Ministère a également continué à participer au [Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée](#)^{cxxiii} (en anglais seulement), dans le cadre des efforts déployés par le Canada pour renforcer la collaboration dans la lutte contre la criminalité organisée.

Exploitation sexuelle des enfants en ligne

En 2022–2023, Sécurité publique Canada a continué de faire progresser divers efforts liés à la [Stratégie nationale pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet](#)^{cxxiv} (la Stratégie nationale).

Tout d'abord, le Ministère a investi 900 000 dollars pour sensibiliser le public à ce crime en poursuivant une [Campagne nationale de sensibilisation](#)^{cxxv}, comprenant des ressources pour les parents, les jeunes et les éducateurs, ainsi qu'une campagne de publicité numérique ciblant les parents et les tuteurs. S'appuyant sur cette initiative, le Ministère a également organisé une tournée scolaire sur les [dangers en ligne](#)^{cxxvi} dans huit écoles (43 classes) de la région du Grand Toronto en octobre 2022. Après les événements, 76 % des étudiants en moyenne ont estimé qu'ils comprenaient mieux ce qu'il fallait faire et où trouver de l'aide s'ils étaient victimes d'exploitation sexuelle en ligne.

Deuxièmement, Sécurité publique Canada a fourni collectivement plus de 3 millions de dollars au [Centre canadien de protection de l'enfance](#)^{cxxvii} pour le fonctionnement de [Cyberaide.ca](#)^{cxxviii}, et pour soutenir le [Projet Arachnid](#)^{cxxix}. Au cours des cinq dernières années, les activités du Projet Arachnid ont permis de retirer six millions d'images et de vidéos d'exploitation sexuelle d'enfants de plus de 1 000 fournisseurs de services électroniques répartis dans plus de 100 pays. En 2022–2023, Cyberaide.ca a reçu 22 120 signalements du public et a traité 14 961 698 signalements liés à des avis dans le cadre du Projet Arachnid.

Troisièmement, en 2022–2023, Sécurité publique Canada a accordé 250 000 dollars au [Centre de toxicomanie et de santé mentale](#)^{cxxx} pour soutenir la phase 2 du programme de prévention des auteurs d'infractions « [Parler pour changer](#)^{cxxxi} », qui offre un soutien anonyme à toute personne préoccupée par son attirance pour les enfants ou qui a du mal à gérer les comportements associés à cette attirance.

En 2022–2023, le Ministère a également entrepris plusieurs activités notables d'échange de connaissances, comme l'organisation d'une série de webinaires en trois parties sur les efforts multisectoriels pour lutter contre ce crime, communiquer les enseignements tirés de l'expérience et recenser les lacunes. Les participants étaient des partenaires et des intervenants de tous horizons, notamment les services de police canadiens, les organisations de protection de l'enfance, les services d'aide aux victimes et d'autres organisations non gouvernementales, le secteur de l'éducation et tous les ordres de gouvernement. Au total, 87 % des participants sont d'accord ou tout à fait d'accord pour dire qu'ils ont acquis une meilleure compréhension des nouvelles tendances, des problèmes ou des lacunes actuelles et des pratiques exemplaires. En outre, près de 85 % des participants ont déclaré être d'accord ou tout à fait d'accord avec le fait que les renseignements fournis pendant le webinaire les aideraient dans leur travail actuel ou futur.

Sécurité publique Canada a également fourni 150 000 dollars à Statistique Canada pour élaborer un bulletin [Juristat](#)^{cxxxii} sur l'exploitation sexuelle des enfants en ligne, qui a été publié le 9 mars 2023. À l'aide des données du [Programme de déclaration uniforme de la criminalité](#)^{cxxxiii} basé sur les incidents et de l'[Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle](#)^{cxxxiv}, le rapport informe le gouvernement du Canada et les Canadiens sur les résultats en matière de justice pénale des incidents d'exploitation et d'abus sexuels d'enfants en ligne qui ont été signalés aux services de police entre 2014 et 2020, ainsi que sur le cheminement de ces incidents dans le système judiciaire, y compris les résultats des affaires portées devant les tribunaux.

Enfin, le Ministère a continué à collaborer avec d'autres ministères et partenaires internationaux, tels que le [Groupe des cinq](#)^{cxxxv}, le [G7](#)^{cxxxvi} et les intervenants de l'industrie numérique, afin de mieux lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants en ligne et de mieux protéger les enfants et les jeunes. Par exemple, avec les partenaires du Groupe des cinq, Sécurité publique Canada a collaboré régulièrement pour discuter de la mise en œuvre en cours des [Principes volontaires pour contrer l'exploitation et l'abus sexuels des enfants en](#)

[ligne](#)^{cxvii}, qui fournissent un cadre pour lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants en ligne, encourager l'action collective et établir une norme de base pour la sécurité.

Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes

Sécurité publique Canada a continué de travailler avec ses partenaires fédéraux, provinciaux et territoriaux et d'autres intervenants pour mettre en œuvre des mesures relevant des différents piliers de la [Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes \(2019-2024\)](#)^{cxviii} à l'échelle du gouvernement.

Dans le cadre du pilier de l'autonomisation, Sécurité publique Canada a fourni près de 2,1 millions de dollars pour soutenir 19 projets en 2022–2023 pour les organisations afin de fournir des services tenant compte des traumatismes aux victimes et aux survivants, et d'améliorer la sensibilisation des jeunes à risque au moyen du [Programme de contribution pour lutter contre les crimes graves et le crime organisé](#)^{cxix}. Ces projets sont financés sur une période de deux à quatre exercices (2020-2024) pour un engagement total de plus de 7 millions de dollars. Par exemple, [Victim Services Toronto](#)^{cxli} a reçu la première de deux années de soutien pour commencer à mettre en œuvre le « [Project Recover](#)^{cxli} », un projet de collaboration visant à aider les survivants de la traite des personnes à résoudre les dettes frauduleuses contractées en leur nom par les trafiquants.

Dans le cadre du pilier de la prévention, le Ministère a continué à mener la campagne de sensibilisation « [Ce n'est pas ce qu'on croit](#)^{cxlii} », lancée en 2020–2021, afin de sensibiliser les Canadiens à certaines idées fausses concernant la traite des personnes et à la manière de signaler en toute sécurité les cas présumés. La campagne s'adresse au public, en particulier aux jeunes, aux parents et aux populations à risque, telles que les femmes autochtones et les nouveaux arrivants au Canada.

Dans le cadre du pilier de la protection, le Ministère a soutenu le [Centre canadien pour mettre fin à la traite des personnes](#)^{cxliii} (en anglais seulement) en mettant en place une [ligne d'urgence canadienne multilingue contre la traite des personnes](#)^{cxliv} (en anglais seulement), gratuite et accessible en tout temps, qui oriente les victimes vers les services de police locaux, les refuges et toute une série d'autres aides et services. Le Ministère a également avancé dans l'élaboration de lignes directrices pour les travailleurs communautaires de première ligne qui soutiennent les clients qui ont été victimes de travail forcé ou de traite des personnes. En 2022, deux demandes de propositions ciblées ont été lancées pour l'élaboration de ces lignes directrices, dont la diffusion publique est prévue pour 2023–2024.

Dans le cadre du pilier des partenariats, Sécurité publique Canada a poursuivi sa collaboration avec ses partenaires fédéraux, provinciaux, territoriaux et internationaux par l'intermédiaire de divers forums. Par exemple, le groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur la traite des personnes s'est réuni pour échanger des renseignements et définir les priorités de l'action collective pour 2023–2024.

Le Ministère a également participé au [Groupe de travail trilatéral sur la traite des personnes](#)^{cxiv} avec les États-Unis et le Mexique, ainsi qu'aux réunions ministérielles du G7 et du Groupe des cinq, et a impliqué des partenaires internationaux et des organisations multilatérales telles que l'[Office des Nations Unies contre la drogue et le crime](#)^{cxlv} et l'[Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe](#)^{cxlvii}, en collaboration avec Affaires mondiales Canada. En outre, Sécurité publique Canada a organisé ses rencontres annuelles avec les intervenants afin d'échanger des renseignements et de définir les nouvelles tendances et les possibilités de collaboration. Un résumé sera affiché sur le site Web du Ministère.

Enfin, Sécurité publique Canada a continué à soutenir la publication de données policières et judiciaires sur la traite des personnes. Le 6 décembre 2022, Statistique Canada a publié : « [La traite des personnes au Canada, 2021](#)^{cxlviii} ». Ce rapport utilise les données déclarées par les services de police en vertu du [Code criminel](#)^{cxlix} et de la [Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés](#)^{cl} pour examiner les tendances des incidents liés à la traite des personnes, y compris les contacts antérieurs avec les services de police des personnes accusées, l'âge et le sexe des victimes et des personnes accusées, et les résultats des affaires judiciaires.

Résultats : Réduire l'approvisionnement et la consommation de drogues illégales

Réduire les méfaits liés à l'offre de drogues illégales

En s'appuyant sur ses partenariats nationaux et internationaux avec des organismes et des partenaires d'application de la loi et des frontières, en 2022–2023, Sécurité publique Canada a poursuivi et étendu ses efforts de collaboration pour s'attaquer à la production et au trafic de drogues illégales afin de contribuer à réduire les méfaits associés à un approvisionnement en drogues illégales de plus en plus toxiques.

Plus précisément, le Ministère améliore la sécurité communautaire au Canada en prenant des mesures pour traiter les questions suivantes :

- L'implication du crime organisé dans le marché illégal des drogues synthétiques en travaillant avec des partenaires nationaux et internationaux dans le cadre de forums tels que le [Plan d'action Canada-États-Unis sur les opioïdes](#)^{cli} et le [Dialogue nord-américain sur les drogues](#)^{clii}, dont il a accueilli la sixième édition en novembre 2022.
- La menace mondiale des opioïdes synthétiques illégaux, comme le fentanyl, et de leurs précurseurs chimiques en lançant de nouvelles initiatives pour renforcer la coordination des réponses politiques et opérationnelles transfrontalières et multilatérales, telles que le nouveau Comité trilatéral nord-américain sur le fentanyl avec les États-Unis et le Mexique.

En outre, le Ministère continue à soutenir les forces de l'ordre de première ligne dans leurs interactions avec les personnes qui consomment des substances, à la fois par la [formation du](#)

[Ministère à la sensibilisation à la stigmatisation liée aux drogues pour l'application de la loi](#)^{cliii} et par l'examen des implications pour les forces de l'ordre des solutions de rechange aux sanctions pénales pour la possession de petites quantités de substances réglementées pour un usage personnel.

Réduire les marchés illicites du cannabis

En 2022–2023, Sécurité publique Canada a continué de collaborer avec les intervenants fédéraux, provinciaux et territoriaux, ainsi qu'avec le milieu de l'application de la loi, sur des mesures visant à perturber et à déplacer le marché illégal du cannabis en ligne, notamment en partageant des ressources pour le milieu de l'application de la loi sur les pratiques d'enquête prometteuses. Le Ministère a également poursuivi ses efforts d'échange de connaissances sur les moyens de lutter contre les activités illégales liées au cannabis, y compris les opérations en ligne et la culture du cannabis, et sur les moyens de lutter contre la criminalité financière liée au cannabis illicite. Le Ministère a également collaboré avec les intervenants pour surveiller les tendances et les modèles des marchés illégaux du cannabis et pour améliorer les méthodes de mesure de la disponibilité du cannabis illicite.

En outre, le Ministère a continué à soutenir l'interruption des ventes illicites de cannabis en ligne, notamment par des activités d'éducation et de sensibilisation du public telles que la publication, conjointement avec Santé Canada, de renseignements sur les [magasins de cannabis autorisés](#)^{cliv}, ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre d'une [vidéo d'animation](#)^{clv} et d'une campagne dans les médias sociaux pour aider les consommateurs de cannabis à prendre des décisions éclairées et les sensibiliser aux risques pour la santé et la sécurité publiques liés à l'achat de cannabis illicite.

Conduite avec facultés affaiblies par la drogue

L'initiative de lutte contre la [conduite avec facultés affaiblies par la drogue](#)^{clvi} vise à protéger la sécurité publique sur les routes au Canada en munissant les organismes d'application de la loi des outils, de la technologie et de la formation nécessaires pour faire appliquer les dispositions législatives sur la conduite avec facultés affaiblies par la drogue, ainsi que par la recherche, la sensibilisation du public et l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes.

En ce qui concerne la formation des forces de l'ordre, l'initiative de lutte contre la conduite avec facultés affaiblies par la drogue vise à faire en sorte qu'au moins 33 % de l'ensemble des agents de première ligne aient été formés à l'utilisation du test normalisé de sobriété administré sur place (TNSAP), et que 1 250 agents soient certifiés experts en reconnaissance de drogues (ERD) d'ici la fin de l'initiative. Ces deux objectifs ont été atteints, avec un total de 42 % des agents de première ligne formés à la TNSAP d'ici 2022–2023, et le nombre d'ERD actifs s'élève désormais à 1 286.

En 2022–2023, Sécurité publique Canada a collaboré avec les provinces et les territoires dans le cadre d'ententes de financement établies afin de faire progresser les objectifs de formation

en matière d'application de la loi et d'augmenter le nombre de dispositifs de dépistage de drogues approuvés, onze des treize administrations s'étant procuré des dispositifs en 2022–2023. En outre, le Ministère a collaboré avec les provinces et les territoires pour améliorer la collecte et la communication des données relatives aux tendances de la conduite avec facultés affaiblies par la drogue, ce qui a conduit à la publication du [troisième rapport annuel sur les données](#)^{clvii}.

Sécurité publique Canada a continué d'appuyer le [Centre de toxicomanie et de santé mentale](#)^{clviii} (CTSM) pour la réalisation d'études en laboratoire concernant les effets du cannabis sur les capacités de conduite. Le CTSM a achevé l'étude sur les effets perturbateurs du cannabis fumé, dont les résultats montrent que, dans l'ensemble, des doses plus élevées de cannabis ont des effets plus importants sur la vitesse maximale, la déviation de la voie de circulation et le temps de réaction.

En 2022–2023, Sécurité publique Canada a également travaillé à l'établissement d'une entente de financement sur trois ans avec l'Université de la Colombie-Britannique pour soutenir la poursuite d'une étude majeure recueillant des données toxicologiques parmi les conducteurs blessés dans 15 hôpitaux à travers le pays.

Résultats : Renforcer les politiques frontalières

En 2022–2023, en coordination avec les organismes du portefeuille et les principaux partenaires internationaux, Sécurité publique Canada a continué de renforcer l'intégrité et la gestion efficace des frontières du Canada. Par exemple, le Ministère a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration de la politique du projet de loi C-20, [Loi établissant la Commission d'examen et de traitement des plaintes du public et modifiant certaines lois et textes réglementaires](#)^{clix}, qui a été déposé en mai 2022. Le projet de loi C-20 prévoit la création de la Commission d'examen et de traitement des plaintes du public, un organe civil indépendant de contrôle de la GRC et de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC). Le projet de loi vise également à renforcer la responsabilité et la transparence de la GRC et de l'ASFC en introduisant des délais codifiés, des rapports annuels au ministre de la Sécurité publique et la collecte de données ventilées par race.

Le Ministère a également dirigé l'expansion des opérations de précontrôle des États-Unis au [terminal de traversiers de la route maritime de l'Alaska](#)^{clx} (en anglais seulement) à Prince Rupert, en Colombie-Britannique. Le 20 juin 2022, il est devenu le premier centre de précontrôle maritime au Canada. En plus de permettre aux voyageurs de passer la douane américaine au point de départ et d'arriver ainsi plus rapidement et plus facilement en Alaska, cette installation a contribué au rétablissement des liens culturels et familiaux des membres de la Première Nation Metlakatla en Colombie-Britannique et de la communauté indienne Metlakatla en Alaska, qui dépendent du service de traversier.

En outre, le Ministère et les partenaires du portefeuille ont aidé Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada et leurs homologues américains à étendre l'application de l'[Entente sur les](#)

[tiers pays sûrs](#)^{clxi} (ETPS) à l'ensemble des frontières terrestres, y compris les voies navigables intérieures. L'application élargie de l'ETPS est entrée en vigueur le 25 mars 2023.

Résultats : Analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus)

Sécurité publique Canada a continué à utiliser l'ACS Plus pour garantir des résultats inclusifs pour les Canadiens. Parmi les exemples concrets de ces efforts entrepris dans le cadre de la responsabilité principale en matière de Sécurité communautaire, on peut citer :

- La [Stratégie nationale pour la prévention du crime](#)^{clxii} a permis d'appliquer les principes de l'ACS Plus pour finaliser son évaluation des demandes de financement soumises en réponse à l'appel de demandes de 2021 du [Fonds d'action en prévention du crime](#)^{clxiii} (FAPC). Le formulaire de demande du FAPC a recueilli des renseignements sur le groupe cible des participants au projet. Ces renseignements ont été analysés dans le cadre du processus d'examen des propositions afin de s'assurer que les populations prioritaires seraient atteintes par les projets sélectionnés pour la mise en œuvre.
- L'[Initiative en matière de planification de la sécurité des collectivités autochtones](#)^{clxiv} (IPSCA) a continué à tenir à jour un ensemble de données sur les résultats et les indicateurs de l'ACS Plus recueillis au cours du processus de planification de la sécurité communautaire (p. ex. les questions de sécurité communautaire qui touchent principalement les aînés, les femmes et les jeunes). L'IPSCA a procédé à des analyses régulières pour déterminer les tendances persistantes et nouvelles relevées lors de la planification de la sécurité communautaire, y compris, mais sans s'y limiter, la toxicomanie et la violence interpersonnelle. Les données recueillies ont continué d'être utilisées pour dresser un tableau consolidé de l'élaboration de programmes autochtones et soutenir le travail sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.
- Sécurité publique Canada a activement recherché d'autres sources de données pour déterminer les considérations de l'ACS Plus relatives à l'exploitation sexuelle des enfants en ligne, en particulier en ce qui concerne les groupes vulnérables et les populations à risque. En 2022–2023, Sécurité publique Canada a conclu une entente avec Statistique Canada afin de prioriser et d'explorer d'autres sources d'information qui pourraient donner un aperçu de l'ACS Plus et de l'exploitation sexuelle des enfants en ligne.
- En 2022–2023, l'Équipe de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants en ligne du Ministère a conclu une entente au niveau opérationnel avec la Division de la recherche de Sécurité publique Canada afin de déterminer et de prioriser les mesures à prendre pour améliorer la compréhension de la [Stratégie nationale pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet](#)^{clxv} (la Stratégie) des aspects de l'ACS Plus liés à l'exploitation sexuelle des enfants en ligne. Le rapport ACS Plus devrait être disponible à l'automne 2023 et couvrira également les groupes 2SLGBTQIA+, les Autochtones et les minorités racialisées. Sécurité publique Canada a également commencé à peaufiner le

cadre de mesure du rendement de la stratégie afin de s'assurer que les données relatives à l'ACS Plus peuvent être recueillies et mieux démontrer ses répercussions.

- La [Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes](#)^{clxvi} du Canada s'appuie sur des perspectives de genre et de diversité, ainsi que sur une évaluation des effets disproportionnés sur certaines populations à risque, ce qui permet de repérer les lacunes dans les aides existantes et de soutenir des services tenant compte des spécificités culturelles. La nécessité de renforcer les efforts gouvernementaux concernant la traite des femmes et des filles autochtones reste une préoccupation majeure du Ministère. En 2022–2023, Sécurité publique Canada a continué de participer à des discussions, notamment au sein des instances de gouvernance, sur les approches et les solutions appropriées pour répondre aux appels à la justice dans le [Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées](#)^{clxvii}.
- Les données recueillies par la [Ligne d'urgence canadienne contre la traite des personnes](#)^{clxviii} permettent de mieux comprendre les caractéristiques des personnes directement touchées par la traite des personnes, qu'il s'agisse de victimes ou de survivants. Utilisant une approche centrée sur la personne et tenant compte des traumatismes, la ligne d'urgence recueille des données non identificatoires et ventilées telles que le genre, l'âge, la localisation géographique et la typologie de la traite des personnes. Le sous-groupe de travail sur les données du groupe de travail sur la traite des personnes a également commencé à recenser les sources et à relever les défis afin d'améliorer la collecte de données pour permettre une analyse plus solide de l'ACS Plus.
- Aucune évaluation n'a été réalisée en 2022–2023, car le système de [retrait automatisé des casiers judiciaires](#)^{clxix} (RACJ) n'était pas encore en place et ne le sera pas avant plusieurs années. Des discussions avec tous les ordres de gouvernement et des groupes à but non lucratif représentant les femmes, les communautés marginalisées et racialisées sur un éventuel système RACJ ont eu lieu en 2022 afin d'examiner les implications de l'adoption d'un tel système au Canada. Sécurité publique Canada dirigera une évaluation du Programme de suspension du casier (PSC), y compris les résultats pour les groupes marginalisés liés au RACJ, une fois que le système sera en place. La Commission des libérations conditionnelles du Canada continue de rendre compte du PSC dans son rapport annuel de suivi du rendement, son plan ministériel et son rapport sur les résultats ministériels, ainsi que dans son rapport sur le PSC au Parlement.

Résultats : Programme de développement durable à l'horizon 2030 et objectifs de développement durable des Nations Unies

Dans le cadre de la responsabilité fondamentale de la Sécurité communautaire, Sécurité publique Canada a fait progresser l'[ODD 5](#)^{clxx} (Égalité des sexes), l'[ODD 8](#)^{clxxi} (Travail décent et croissance économique), et l'[ODD 16](#)^{clxxii} (Paix, justice et institutions efficaces) à l'aide des cibles suivantes :

- ODD 16.a et 16.1 : Sécurité publique Canada a continué à faire progresser l'ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces) en prévenant la criminalité et en créant des collectivités plus sûres grâce aux travaux de la [Stratégie nationale de prévention du crime](#)^{clxxiii} (SNPC). En 2022–2023, la SNPC a soutenu la mise en œuvre de 200 initiatives communautaires de prévention du crime afin de s'attaquer aux causes profondes et aux facteurs qui exposent les personnes à un risque de délinquance. Les interventions réussies et bien conçues ont une influence positive sur les comportements et réduisent non pas seulement la criminalité et la victimisation, mais aussi les coûts sociaux et économiques qui résultent des activités criminelles.
- ODD 8.5 et 16.a : Sécurité publique Canada n'a pas été en mesure de mesurer les effets du [Cadre fédéral visant à réduire la récidive](#)^{clxxiv} sur les taux de récidive des personnes libérées des établissements correctionnels fédéraux, ce qui contribuera à la réalisation de l'ODD 16. Le plan de mise en œuvre du cadre était en cours d'élaboration en 2022–2023. Le Ministère sera en mesure de mesurer les effets de ce plan une fois qu'il aura été mis en place et que suffisamment de temps et d'action auront été consacrés à la collecte de données pertinentes sur la récidive. Les rapports sur la contribution à l'ODD 8 (Travail décent et croissance économique) relèvent de la responsabilité du Service correctionnel du Canada.
- ODD 16.1 et 16.2 : Les efforts de Sécurité publique Canada pour lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants en ligne contribuent à l'avancement de l'ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces). Dans le cadre de la [Stratégie nationale pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet](#)^{clxxv}, le Ministère finance des initiatives visant à protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle en ligne (ESL), notamment par l'intermédiaire de [Cyberaide.ca](#)^{clxxvi} et du [Projet Arachnid](#)^{clxxvii}, et à sensibiliser à la détection et à la prévention de l'ESL, notamment au moyen d'une [campagne nationale de sensibilisation](#)^{clxxviii}, du programme de prévention des auteurs d'infractions « [Parler pour changer](#)^{clxxix} » et du financement des unités provinciales et municipales de lutte contre l'exploitation des enfants dans Internet.
- ODD 8.7, 16.1 et 16.2 : Sécurité publique Canada a contribué à l'avancement de l'ODD 8 (Travail décent et croissance économique) et de l'ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces) par son leadership dans la lutte contre la traite des personnes, tant pour le sexe que pour le travail. Grâce à la [Stratégie nationale de lutte contre la traite des](#)

[personnes](#)^{clxxx}, le Ministère a dirigé des initiatives en cours axées sur la prévention, la protection, les poursuites, les partenariats et l'autonomisation des survivants, et a investi dans des projets communautaires, des initiatives de sensibilisation, etc.

- ODD 16.4, 16.5 et 16.6 : Les efforts de Sécurité publique Canada pour lutter contre le crime organisé et les crimes économiques contribuent à faire progresser l'ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces). En 2022–2023, Sécurité publique Canada s'est efforcé de mieux comprendre les nouvelles tendances et de renforcer l'échange de renseignements dans l'ensemble du pays. Le Ministère a également continué à encourager la collaboration au niveau national et international et a participé à des discussions avec des partenaires et des intervenants dans le cadre d'une série de forums nationaux et internationaux.
- ODD 16.3 : Le [Programme de suspension du casier](#)^{clxxxii} contribue à l'avancement de l'ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces). La Division des Services correctionnels et de la Justice pénale a continué à faire avancer les réformes du Programme de suspension du casier en établissant des ententes de contribution avec des organisations bénévoles nationales pour aider les gens à naviguer dans le processus de demande de suspension du casier. En outre, des discussions ont été engagées avec les principaux intervenants de la justice pénale ainsi qu'avec les provinces et les territoires concernant la mise en œuvre éventuelle d'un système de retrait automatisé des casiers judiciaires au Canada.

Résultats : Innovation

À la suite de la publication des [Directives relatives à l'expérimentation à l'intention des administrateurs généraux](#)^{clxxxii} du SCT, Sécurité publique Canada a élaboré son propre cadre d'expérimentation en 2020–2021, qui a continué d'orienter les efforts du Ministère dans la mise à l'essai de nouvelles approches face aux problèmes actuels, la mesure de leur efficacité et le fait d'avoir recours à leurs résultats en 2022–2023.

Au cours de cet exercice, le Ministère a poursuivi ses efforts, conformément aux lignes directrices du SCT, pour promouvoir l'expérimentation et l'innovation en explorant des idées et des solutions novatrices dans l'ensemble de ses domaines de programme.

Résultats : Principaux risques

La mission de Sécurité publique Canada est de bâtir un Canada sécuritaire et résilient. Le Ministère doit faire preuve d'un haut niveau de conscience, de mobilisation et d'adaptabilité pour assurer la sécurité des Canadiens, conserver une approche cohérente et coordonnée de la sûreté et de la sécurité et produire des résultats pour les Canadiens tout en gérant divers risques.

Ces risques remettent en question la capacité du Ministère à s'assurer que le Canada peut efficacement atténuer les événements tous risques, s'y préparer, intervenir, le cas échéant, et se rétablir. Voici certains risques importants :

- Il y a un risque que certains résultats liés aux programmes qui reposent sur les mesures prises par les partenaires ne soient pas atteints.
- Il y a un risque que Sécurité publique Canada ne soit pas en mesure de suivre le rythme et de tirer parti des avancées technologiques.
- Il y a un risque que le Ministère ne réagisse pas de façon efficace au rythme et à l'ampleur des changements provenant d'un contexte de menace tous risques en constante évolution.
- Il y a un risque que le Ministère ne puisse pas attirer et maintenir en poste les employés dont il a besoin pour atteindre ses objectifs organisationnels.

Ces risques remettent en question la capacité du Ministère à renforcer les pratiques de Sécurité communautaire, à assurer la Sécurité communautaire au Canada ainsi qu'à prévenir et à combattre la criminalité au sein des populations et des collectivités les plus à risque. À ce titre, des initiatives ont été élaborées pour traiter et atténuer les risques. Par exemple :

- En réponse à la pandémie de COVID-19, dans le cadre de l'[Initiative en matière de planification de la sécurité des collectivités autochtones](#)^{clxxxiii} (l'IPSCA), un ensemble d'outils et de processus de mobilisation et de participation virtuels ont été mis au point pour aider les collectivités à élaborer des propositions lorsqu'il n'était pas possible de les mobiliser et de les faire participer en personne. Les agents de programme ont adapté le contenu de la mobilisation et des ateliers pour qu'ils soient virtuels et qu'ils puissent continuer de communiquer avec les collectivités par téléphone lorsqu'il n'est pas possible d'organiser des vidéoconférences. L'IPSCA a permis de réagir efficacement en fonction du rythme et de l'ampleur des changements causés par la pandémie de COVID-19, atténuant ainsi tout risque pour la mise en œuvre du programme.
- Le nouveau Secteur des affaires autochtones de Sécurité publique Canada a poursuivi sa collaboration avec les Inuits et les Métis afin de déterminer leurs priorités en matière de sécurité et de services de police, dans le but de s'assurer que leurs besoins et priorités uniques soient pris en compte dans l'élaboration de futurs programmes conçus

pour contribuer à la sécurité communautaire et à la réduction de la criminalité. Des réunions et des discussions fédérales-provinciales-territoriales ont eu lieu avec les partenaires provinciaux et territoriaux dans le cadre de la mise en œuvre du [Programme de services de police des Premières Nations et des Inuits](#)^{clxxxiv}, afin d'essayer d'harmoniser la gouvernance de manière à ce que le calendrier et les besoins des collectivités soient respectés.

De telles initiatives aident à atténuer les risques associés à l'atteinte de nos résultats ministériels, et d'autres stratégies de contrôle et d'atténuation sont gérées par l'intermédiaire du Profil de risque organisationnel (PRO) de Sécurité publique Canada.

Résultats atteints

Résultats atteints en matière de Sécurité communautaire

Le tableau suivant montre, pour ce qui est de la Sécurité communautaire, les résultats obtenus, les indicateurs de rendement, les cibles et les dates cibles pour 2022–2023, ainsi que les résultats réels des trois derniers exercices pour lesquels des résultats réels sont disponibles.

Résultat ministériel : Les collectivités canadiennes sont en sécurité.

Indicateurs de rendement	Cibles	Dates d'atteinte de la cible	Résultats réels pour 2020–2021 ¹⁵	Résultats réels pour 2021–2022 ¹⁶	Résultats réels pour 2022–2023 ¹⁷
Indice de gravité de la criminalité ¹⁸ clxxxv	≤ 70,1	31 mars 2023	73,96 ¹⁹	74,90 ²⁰	78,10 ²¹
Taux de criminalité déclaré par la police par 100 000 habitants	≤ 5 200	31 mars 2023	5 301	5 375 ²²	5 625 ²³

¹⁵ Sauf indication contraire, chaque « S.O. » inscrit dans cette colonne indique que Sécurité publique Canada n'a pas rendu compte de cet indicateur avant l'exercice 2019–2020.

¹⁶ Sauf indication contraire, chaque « S.O. » inscrit dans cette colonne indique que Sécurité publique Canada n'a pas rendu compte de cet indicateur avant l'exercice 2020–2021.

¹⁷ Sauf indication contraire, chaque « S.O. » inscrit dans cette colonne indique que Sécurité publique Canada n'a pas rendu compte de cet indicateur avant l'exercice 2021–2022.

¹⁸ Statistique Canada met à jour les chiffres de l'[Indice de gravité de la criminalité](#) (IGC) sur une base annuelle, et les chiffres peuvent donc changer d'une année à l'autre et entre les plans ministériels et les rapports sur les résultats ministériels. En outre, les données de l'IGC ne sont collectées que pour l'année civile et, par conséquent, les résultats réels pour chaque année ne reflètent que l'année civile (c'est-à-dire que les résultats réels de 2022–2023 reflètent les résultats de janvier à décembre 2022).

¹⁹ Bien qu'il n'ait pas atteint la cible de moins de 70,1, l'IGC a diminué de 7,9 % entre 2019 et 2020, et est inférieur de 11 % à ce qu'il était dix ans plus tôt, en 2010. La variation de l'IGC en 2020 est attribuable à la baisse des taux déclarés par les services de police pour les infractions suivantes : introduction par effraction (-16 %), vol de 5 000 dollars ou moins (-20 %), vol qualifié (-18 %), vol à l'étalage de 5 000 dollars ou moins (-36 %), infractions relatives à l'administration de la justice (-17 %) et agression sexuelle (niveau 1) (-9 %).

²⁰ Selon Statistique Canada, les résultats de l'IGC ne sont disponibles que par année civile, et les résultats pour 2022 ne sont pas encore disponibles. Ainsi, le résultat réel pour 2021–2022 reflète l'IGC pour la période de janvier à décembre 2021.

²¹ Selon Statistique Canada, les résultats de l'IGC ne sont disponibles que par année civile, et les résultats pour 2023 ne sont pas encore disponibles. Ainsi, le résultat réel pour 2022–2023 reflète l'IGC pour la période de janvier à décembre 2022.

²² Bien qu'il s'agisse d'un nouvel indicateur pour 2022–2023, les données rétroactives sont affichées telles qu'elles ont été recueillies par Statistique Canada.

²³ Ces données sont mises à disposition chaque année par Statistique Canada.

Indicateurs de rendement	Cibles	Dates d'atteinte de la cible	Résultats réels pour 2020–2021 ¹⁵	Résultats réels pour 2021–2022 ¹⁶	Résultats réels pour 2022–2023 ¹⁷
Pourcentage des Canadiens ayant l'impression que le taux de criminalité dans leur voisinage a reculé ²⁴	≥ 4 %	31 mars 2023	6,5 %	S.O.	S.O.
Pourcentage des Canadiens qui affirment avoir conduit un véhicule dans les deux heures suivant la consommation de cannabis ²⁵	≤ 17 %	31 mars 2023	19 %	21 % ²⁶	23 % ²⁷

²⁴ Les résultats réels de cet indicateur proviennent de l'Enquête sociale générale de Statistique Canada, qui n'est publiée que tous les cinq ans et qui a été publiée pour la dernière fois en 2020 (avec des données allant jusqu'à la fin de l'année civile 2019). Ainsi, les cas de S. O. indiquent des périodes où de nouvelles données ne sont pas encore disponibles.

²⁵ Pour demeurer cohérent dans la mesure de cet indicateur, Sécurité publique Canada fait état du pourcentage de personnes qui déclarent avoir conduit dans les deux heures suivant la consommation de cannabis au cours des 12 derniers mois. En outre, ces données ne sont disponibles que pour l'année civile (c'est-à-dire que les résultats vont de janvier à décembre de l'année).

²⁶ Les résultats n'étaient pas disponibles au moment de la publication du rapport initial. Ils ont été ajoutés rétroactivement.

²⁷ Il est important d'examiner le modèle de comportement sur une période plus longue afin de tenter d'expliquer le comportement. En 2020 et 2021, les chiffres pourraient avoir été influencés par la pandémie de COVID (la consommation de cannabis semble avoir augmenté au cours de ces années). Les résultats pour la période de janvier à décembre 2023 seront disponibles à la fin de l'année et permettront de déterminer si l'augmentation observée en 2021 et 2022 était temporaire ou s'il s'agissait d'une tendance.

Résultats ministériels : Les pratiques de sécurité communautaire sont renforcées.

Indicateurs de rendement	Cibles	Dates d'atteinte de la cible	Résultats réels pour 2020–2021 ²⁸	Résultats réels pour 2021–2022 ²⁹	Résultats réels pour 2022–2023 ³⁰
Nombre de nouveaux produits de recherche mis à la disposition des Canadiens portant sur la radicalisation menant à la violence, ainsi que sur les efforts qui sont consacrés afin de prévenir et de contrer ce phénomène	≥ 5 ³¹	31 mars 2023	40	35	41
Pourcentage des intervenants qui font état de résultats bons ou très bons des projets financés par le Fonds pour la résilience communautaire ^{cxxxvi} de Sécurité publique Canada, selon les objectifs du projet	≥ 80 %	31 mars 2023	92 %	85 %	84 %
Pourcentage des intervenants qui disent avoir consulté des documents de recherche ou de politiques de Sécurité publique afin de guider leurs décisions	≥ 70 %	31 mars 2023	91 %	78 %	70 %

²⁸ Sauf indication contraire, chaque « S.O. » inscrit dans cette colonne indique que Sécurité publique Canada n'a pas rendu compte de cet indicateur avant l'exercice 2019–2020.

²⁹ Sauf indication contraire, chaque « S.O. » inscrit dans cette colonne indique que Sécurité publique Canada n'a pas rendu compte de cet indicateur avant l'exercice 2020–2021.

³⁰ Sauf indication contraire, chaque « S.O. » inscrit dans cette colonne indique que Sécurité publique Canada n'a pas rendu compte de cet indicateur avant l'exercice 2021–2022.

³¹ Pour cet indicateur, le cadre ministériel des résultats de Sécurité publique Canada mentionne « une augmentation de 5 par an ». Ainsi, la cible était de 30 en 2020–2021, 35 en 2021–2022 et 40 en 2022–2023.

Résultat ministériel : On prévient et combat la criminalité dans les populations et les collectivités les plus à risque.

Indicateurs de rendement	Cibles	Dates d'atteinte de la cible	Résultats réels pour 2020–2021 ³²	Résultats réels pour 2021–2022 ³³	Résultats réels pour 2022–2023 ³⁴
Différence entre la criminalité déclarée par la police dans les collectivités des Premières Nations et dans le reste du Canada ³⁵ .	≤ 12 000	31 mars 2023	21 474	21 806 ³⁶	20 399 ³⁷
Pourcentage des programmes ciblant les populations à risque qui atteignent le taux de participation envisagé.	≥ 75 %	31 mars 2023	S.O.	67 % ³⁸	77 %

³² Sauf indication contraire, chaque « S.O. » inscrit dans cette colonne indique que Sécurité publique Canada n'a pas rendu compte de cet indicateur avant l'exercice 2019–2020.

³³ Sauf indication contraire, chaque « S.O. » inscrit dans cette colonne indique que Sécurité publique Canada n'a pas rendu compte de cet indicateur avant l'exercice 2020–2021.

³⁴ Sauf indication contraire, chaque « S.O. » inscrit dans cette colonne indique que Sécurité publique Canada n'a pas rendu compte de cet indicateur avant l'exercice 2021–2022.

³⁵ Les résultats de cet indicateur sont calculés à partir des données de la déclaration uniforme de la criminalité, qui ne sont disponibles que pour l'année civile (c'est-à-dire de janvier à décembre). Ainsi, les différences calculées ici sont les différences entre les années civiles plutôt qu'entre les exercices.

³⁶ Au cours des dernières années, le nombre total d'incidents criminels signalés dans les collectivités couvertes par le [Programme des services de police des Premières Nations et des Inuits](#) (PSPPI) a augmenté et cette tendance s'est poursuivie en 2021. Cette augmentation peut s'expliquer par une confiance accrue dans les policiers plutôt que par une augmentation réelle des incidents criminels. La criminalité dans le reste du Canada a également augmenté d'une année sur l'autre. La majorité des collectivités bénéficiant du [PSPPI](#) ont connu une baisse de la criminalité ou sont restées stables par rapport à l'année précédente. Cependant, un petit nombre de collectivités ont connu des hausses importantes de la criminalité, ce qui a entraîné une augmentation de la différence globale entre le [PSPPI](#) et le reste du Canada en matière de criminalité.

³⁷ Bien que l'on n'ait pas atteint la cible (inférieur ou égal à 12 000), l'écart entre les crimes déclarés par la police dans les collectivités des Premières Nations et les crimes déclarés par la police dans le reste du Canada a légèrement diminué entre 2020–2021 et 2021–2022.

³⁸ Cette cible n'a pas été atteinte, principalement en raison des restrictions imposées à cause de la COVID-19. Certaines organisations ont temporairement interrompu leurs interventions et leurs activités, ce qui a eu une incidence importante sur les taux de participation pour 2021–2022. Ces projets d'intervention directe (p. ex. programmes scolaires) nécessitent généralement une présence physique.

Indicateurs de rendement	Cibles	Dates d'atteinte de la cible	Résultats réels pour 2020–2021 ³²	Résultats réels pour 2021–2022 ³³	Résultats réels pour 2022–2023 ³⁴
Pourcentage des programmes grâce auxquels les participants ont vécu des changements positifs en ce qui concerne des facteurs de risque et de protection liés à la délinquance.	≥ 75 %	31 mars 2023	58 % ³⁹	53 % ⁴⁰	85 % ⁴¹

Les renseignements sur les finances, les ressources humaines et les résultats de rendement liés au Répertoire des programmes de Sécurité publique Canada sont accessibles dans [l'InfoBase du GC](#)^{clxxxvii}.

Ressources financières budgétaires

Le tableau suivant montre, pour la Sécurité communautaire, les dépenses budgétaires pour 2022–2023 ainsi que les dépenses réelles pour l'exercice en question.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses de 2022–2023	Dépenses prévues en 2022–2023	Autorisations totales pouvant être utilisées en 2022–2023	Dépenses réelles (autorisations utilisées) en 2022–2023	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) en 2022–2023
605 361 643	605 361 643	707 849 069	604 938 317	(423 326)

³⁹ Les résultats réels ont été tirés des évaluations menées au cours de l'exercice 2020–2021. En raison des difficultés liées à la pandémie de COVID-19, les résultats ont été tirés d'un sous-ensemble de données plus restreint que prévu et ne reflètent pas exactement l'ampleur des changements positifs apportés aux facteurs de risque et de protection dans tous les domaines du programme. C'est pourquoi la cible n'a pas été atteinte pour cet indicateur.

⁴⁰ En 2021–2022, 17 des 32 programmes évalués ont démontré un changement positif (53,1 %). Voici des exemples de raisons pour lesquelles un changement positif n'a pas été démontré : les répercussions de la pandémie, la difficulté de recruter des participants des Premières Nations, le roulement élevé du personnel et des bénévoles, la difficulté de communiquer et de collaborer avec les partenaires, la faible participation aux activités de programme et d'évaluation, et l'incapacité d'acquiescer des données administratives à temps.

⁴¹ Ce pourcentage doit être interprété avec prudence, car il a été calculé à partir d'un échantillon limité de projets de la SNPC faisant l'objet d'une évaluation d'impact financée par des subventions et des contributions (n=13), et ne représente donc pas l'ensemble des projets de la SNPC. En outre, la qualité de certaines des données utilisées pour ce calcul peut être faible, car les projets et les évaluations ont rencontré un certain nombre de difficultés (p. ex. fermetures liées à la COVID, participation limitée, erreurs de saisie des données, incohérence ou absence de rapports, forte rotation du personnel, méthodologies inappropriées, difficultés à définir et à mesurer le succès) tout au long de l'exercice considéré.

L'écart entre les dépenses réelles et les dépenses prévues en 2022–2023 est principalement attribuable aux nouveaux fonds reçus dans le cadre du budget supplémentaire des dépenses pour soutenir le Programme des coûts extraordinaires des services de police de la capitale nationale, pour le [Programme des installations de services de police des Premières Nations et des Inuits](#)^{clxxxviii}, pour le [Programme de subvention commémoratif pour les premiers intervenants](#)^{clxxxix} et du Programme pour soutenir la conception et l'élaboration d'un programme de rachat d'armes à feu interdites de style assaut. Le nouveau financement est compensé par un transfert à la Gendarmerie royale du Canada pour les Services de police communautaires des Premières Nations, ainsi que par des fonds qui n'ont pas été dépensés, mais qui devraient être transférés dans les années à venir au titre du Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires, du Programme des services de police des Premières Nations et des Inuits et du Programme des installations de services de police des Premières Nations et des Inuits.

Les renseignements sur les finances, les ressources humaines et les résultats de rendement liés au Répertoire des programmes de Sécurité publique Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{cxc}.

Ressources humaines

Le tableau ci-dessous présente, en équivalents temps plein (ETP), les ressources humaines dont le Ministère a besoin pour s'acquitter de cette responsabilité essentielle pour l'exercice en question.

Ressources humaines (équivalents temps plein)

Équivalents temps plein prévus en 2022–2023	Équivalents temps plein réels en 2022–2023	Écart (nombre d'ETP réels moins nombre d'ETP prévus) en 2022–2023
399	459	60

L'écart entre les équivalents temps plein réels et prévus en 2022–2023 est principalement le résultat d'un nouveau financement salarial reçu dans le cadre du budget supplémentaire des dépenses pour soutenir la conception et le développement d'un programme de rachat d'armes à feu interdites de type assaut.

Les renseignements sur les finances, les ressources humaines et les résultats de rendement du Répertoire des programmes de Sécurité publique Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{cxc}.

Responsabilité essentielle : Gestion des urgences

Description

Sécurité publique Canada s'emploie à renforcer la gestion des urgences à l'échelle nationale pour aider aux mesures de prévention, d'atténuation, de préparation, d'intervention et de rétablissement en cas d'incidents de toutes sortes. Sécurité publique fournit des ressources et de l'expertise aux communautés dans leurs efforts de préparation aux urgences, d'atténuation et de rétablissement en cas de catastrophe.

Résultat ministériel : Le Canada peut efficacement atténuer les événements tous risques, s'y préparer, intervenir, le cas échéant, et se rétablir.

Résultats : Prévention et atténuation des urgences

Stratégie et plan d'action pour la gestion des urgences

Comme l'ont montré la poursuite de la pandémie de COVID-19, les incendies de forêt dévastateurs, les inondations et les saisons des ouragans, ainsi que la panne des télécommunications en 2022–2023, il est de plus en plus nécessaire que tous les partenaires de la gestion des urgences renforcent la résilience aux catastrophes, la préparation aux situations d'urgence et les capacités de réaction au Canada. Les ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux (FPT) responsables de la gestion des urgences se sont réunis en personne en décembre 2022 pour discuter des progrès réalisés sur les priorités communes en matière de gestion des urgences dans le cadre du [Plan d'action intérimaire de la Stratégie de sécurité civile \(SC\) fédérale, provinciale et territoriale 2021–2022](#)^{cxcii}, et d'une proposition pour le prochain plan d'action qui serait élaboré.

Certaines des étapes franchies dans le cadre de ce plan sont les suivantes :

- L'achèvement des évaluations des risques et des capacités pour les incendies de forêt, les tremblements de terre et les inondations dans le cadre du [Profil national des risques](#)^{cxci} (PNR) dirigé par le gouvernement fédéral tout au long de 2022–2023 (publication en mai 2023);
- Publication du [rapport final](#)^{cxci} du Groupe de travail sur l'assurance contre les inondations et d'aide à la relocalisation en août 2022;
- Accélération des discussions FPT en vue d'explorer d'autres modèles de gouvernance et de financement pour renforcer et soutenir le [Système national d'alertes au public](#)^{cxci} (SNAP);

- Publication du [rapport final](#)^{cxvii} du Comité consultatif d'experts sur les Accords d'aide financière en cas de catastrophe en novembre 2022;
- Les ministres FPT ont rencontré des représentants de trois organisations autochtones nationales : [l'Assemblée des Premières Nations](#)^{cxviii}, le [Ralliement national des Métis](#)^{cxviii} (en anglais seulement) et [l'Inuit Tapiriit Kanatami](#)^{cxix} (en anglais seulement) ont discuté des priorités en matière de gestion des urgences et de la nécessité d'une collaboration accrue à l'avenir.

Prévention des catastrophes et atténuation de leurs conséquences dans l'ensemble de la société

En 2022–2023, Sécurité publique Canada a intensifié ses efforts pour améliorer la sensibilisation et la préparation du public aux risques naturels au moyen de mécanismes existants tels que la Semaine de la [sécurité civile](#)^{cc} (SC). Au cours de la Semaine de la sécurité civile de 2022, le Ministère a dirigé un groupe de planification multilatéral, composé de partenaires fédéraux, provinciaux et territoriaux, industriels et non gouvernementaux, afin d'impliquer les Canadiens. Le volume des activités de communication produites par Sécurité publique Canada a augmenté par rapport aux années précédentes, notamment grâce à de nouvelles tactiques numériques telles que le défi des mentions sur les médias sociaux et un contenu vidéo créatif impliquant le ministre de la Protection civile. Les messages radio ont été **souscrits** et diffusés 70 fois sur différentes stations de radio et sites Web afin d'atteindre les populations qui n'utilisent pas les médias sociaux. Ces efforts ont permis à un plus grand nombre de Canadiens de prendre connaissance des renseignements importants sur la préparation aux situations d'urgence par différents moyens.

Projet fédéral de modernisation de la gestion des urgences

Créé en 2017, le Projet fédéral de modernisation de la gestion des urgences (PFMGU) vise à assurer l'harmonisation et la cohésion, à l'échelle pangouvernementale, des pratiques de gestion des urgences qui visent à venir en aide aux partenaires des provinces et des territoires. Les principales étapes de 2022–2023 sont les suivantes :

- Faire progresser le renouvellement du [Plan fédéral d'intervention d'urgence](#)^{cci} (PFIU) en se concentrant sur la définition et l'élaboration d'options pour combler les lacunes de la doctrine fédérale en matière d'intervention. Cette approche aborde les aspects pratiques de ce que les institutions fédérales doivent être prêtes à faire, y compris le renforcement de la collaboration et une implication plus cohérente entre les institutions afin que le PFIU puisse être appliqué.
- Rétablir la collaboration avec les principaux partenaires fédéraux en vue de créer une communauté fonctionnelle fédérale pour la gestion des urgences qui encadrera et surveillera la formation et le perfectionnement du personnel fédéral de sorte que les organisations fédérales puissent compter, en tout temps et à tous les échelons, sur un

effectif bien préparé et compétent. Les priorités d'action comprenaient la définition d'un programme de base commun sur la gestion des urgences et les possibilités de travailler avec l'École de la fonction publique du Canada afin de fournir une plateforme commune pour les cours.

- Mise en œuvre d'un processus pluriministériel visant à définir une stratégie fédérale de gestion de l'information pour la gestion des urgences, qui établira les paramètres d'une approche commune, fondée sur les données, de la gestion des fonctions et de l'information en matière d'intervention d'urgence.
- Travailler avec Services publics et Approvisionnement Canada et Services partagés Canada pour mettre en œuvre intégralement l'aménagement de la nouvelle installation du [Centre des opérations du gouvernement](#)^{ccii} (COG) d'ici 2024. La phase de construction a débuté en février 2022. Services publics et Approvisionnement Canada et Services partagés Canada continuent de collaborer avec le Ministère pour soutenir le déménagement du COG dans les nouvelles installations, prévu pour juillet 2024.

Stratégie nationale d'adaptation aux changements climatiques

En décembre 2020, dans le cadre de son plan climatique renforcé, Un environnement sain et une économie saine, le gouvernement du Canada s'est engagé à élaborer la toute première [Stratégie nationale d'adaptation](#)^{cciii} (SNA) du Canada avec les gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux, les peuples autochtones et divers autres partenaires clés. La SNA établit une vision commune de la résilience climatique au Canada, des priorités clés pour la collaboration, et harmonise les actions collectives et individuelles pour une adaptation plus rapide, coordonnée et systémique. La première version a été publiée le 24 novembre 2022, et une dernière période de consultation a été entreprise pour examiner les buts, les cibles et les objectifs de la SNA avec les partenaires clés afin de préparer une version définitive publiée en juin 2023.

Le [Plan d'action pour l'adaptation du gouvernement du Canada](#)^{cciv} (PAAGC) a été publié en même temps que la SNA et sert de plan fédéral de mise en œuvre de la SNA en organisant les efforts fédéraux en matière d'adaptation et en fournissant un inventaire des mesures d'adaptation fédérales.

La mobilisation de la [Table consultative sur la résilience et la sécurité en cas de catastrophe](#)^{ccv}, coprésidée par Sécurité publique Canada et le Bureau d'assurance du Canada et composée de divers intervenants, a démontré le désir d'actions concrètes, immédiates et importantes dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques et de la réduction des risques de catastrophes. À ce titre, la Table consultative a défini des actions visant à renforcer la préparation et l'état de préparation du Canada aux catastrophes, en mettant l'accent sur les inondations, les vagues de chaleur, les incendies de forêt et le rétablissement. La SNA contribuera à faire en sorte que toutes les parties définissent clairement les rôles et les

responsabilités en matière de gestion des risques de catastrophe, et à soutenir des mesures d'adaptation cohérentes, ciblées et stratégiques.

Plan d'action national sur les blessures de stress post-traumatique

En 2022–2023, Sécurité publique Canada a continué de faire progresser le tout premier [Plan d'action sur les blessures de stress post-traumatique](#)^{ccvi} (BSPT) mis au point par le Canada pour le personnel de la sécurité publique. Cela consistait notamment à procurer un soutien financier continu au [Consortium de recherche national sur les BSPT](#)^{ccvii} chez le personnel de la sécurité publique. Le Consortium a continué d'entreprendre des recherches et d'élaborer des résumés de recherche afin de mieux informer les responsables de la sécurité publique et les intervenants de première ligne, et de produire des webinaires sur une variété de sujets liés à la santé mentale.

Le Ministère a également continué à soutenir un projet pilote de 10 millions de dollars axé sur la mise en œuvre d'une thérapie cognitivo-comportementale sur Internet en Ontario, en Saskatchewan, au Québec, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse, qui a bénéficié à plus de 1 000 membres du personnel de la sécurité publique. Sécurité publique Canada a également versé 1 million de dollars au [Runnymede Healthcare Centre](#)^{ccviii} (en anglais seulement) pour étudier la faisabilité de la création d'un établissement dédié à des programmes et services complets de santé mentale pour le personnel de la sécurité publique.

Afin d'évaluer les résultats et l'efficacité ainsi que d'identifier les lacunes éventuelles, le Ministère a entrepris [une évaluation](#)^{ccix} du programme sur les BSPT en 2022–2023. Les résultats de l'évaluation ont montré qu'il existait un besoin croissant de soutien en matière de santé mentale pour le personnel de la sécurité publique et que l'[Institut canadien de recherche et de traitement en sécurité publique](#)^{ccx} était la seule organisation au Canada à être en mesure de fournir ce soutien.

Enfin, le Ministère a également soutenu la reconnaissance des praticiens de la gestion des urgences dans tout le pays dans le cadre du processus de nomination et de sélection du [Prix pour services exemplaires en sécurité civile](#)^{ccxi} en 2022.

Résultats : Protection civile

Programme de contributions à la sensibilisation du public en matière de gestion des urgences

Afin d'améliorer la compréhension des risques de catastrophes dans divers secteurs de la société, le [Programme de contributions à la sensibilisation du public en matière de gestion des urgences](#)^{ccxii} (PCSPGU) de Sécurité publique Canada a été mis en place pour accroître le niveau de préparation et de disponibilité des groupes vulnérables aux risques naturels.

En 2020–2021, le PCSPGU a fourni un financement à la [Croix-Rouge canadienne](#)^{ccxiii} (CRC) pour son projet de cinq ans intitulé [Driving Risk Awareness to Action and Building Resiliency for Vulnerable Canadians in High-Risk Areas](#)^{ccxiv} (sensibiliser aux risques pour agir et renforcer la résilience des Canadiens vulnérables dans les zones à haut risque (en anglais seulement)). En 2022–2023, la CRC a entrepris un certain nombre d’initiatives pour sensibiliser les gens aux risques auxquels font face les populations vulnérables au Canada et pour promouvoir des actions qui améliorent la résilience des individus et des collectivités, notamment :

- L’élaboration et la mise en œuvre d’un processus de surveillance et d’évaluation afin d’adapter les messages aux personnes âgées, aux néo-Canadiens et aux populations autochtones plus exposées aux inondations, aux incendies de forêt et aux tremblements de terre.
- Le lancement de la campagne Earthquakes and Newcomers Awareness to Action (tremblements de terre et nouveaux arrivants : de la sensibilisation à l’action), dans le cadre de laquelle plus de 1,1 million de publicités ont alerté les habitants sur le fait qu’ils vivaient dans une zone à haut risque de tremblement de terre. En outre, six vidéos ont été élaborées en collaboration avec la [BC Earthquake Alliance](#)^{ccxv} (en anglais seulement) pour répondre aux questions courantes sur la préparation aux tremblements de terre.
- L’élaboration d’une campagne de préparation des Autochtones en collaboration avec plusieurs communautés autochtones. La campagne sera entièrement lancée en 2023–2024 et comprendra des dossiers de sensibilisation des collectivités avec des messages adaptés.
- L’élaboration d’un [indice de vulnérabilité sociale](#)^{ccxvi} (en anglais seulement), avec des cartes superposant l’exposition, ainsi que la propension aux risques d’inondation et la vulnérabilité socioéconomique au niveau du recensement pour plusieurs collectivités sélectionnées. Un rapport sera distribué en 2023–2024.

Le PCSPGU s’efforce de faire la différence entre les collectivités, en veillant à ce que des mesures préventives réalistes et pragmatiques, propres aux circonstances particulières de chaque collectivité, soient prises. À l’issue des activités liées à l’éducation et aux mesures préventives, une évaluation du pourcentage de Canadiens conscients des risques dans leur région sera réalisée.

Planifier et réagir aux situations d’urgence

Le [Centre des opérations du gouvernement](#)^{ccxvii} (COG) a entrepris cinq exercices d’urgence en 2022–2023, y compris trois exercices de base en préparation de l’[exercice prioritaire national : Intervention côtière 2023](#)^{ccxviii}. L’exercice Intervention côtière 2023 a été le point culminant de plus de trois ans de planification et a impliqué environ 200 partenaires de toute la communauté de gestion des urgences.

Pour permettre à Sécurité publique Canada de s'acquitter de ses responsabilités en matière de logistique et d'opérations en cas de catastrophe majeure, telles qu'elles sont définies dans le [Plan fédéral d'intervention d'urgence](#)^{ccxix}, le COG a dirigé l'élaboration du Plan fédéral sur la logistique des urgences (PFLU). Une série de situations a été exercée, mise à l'épreuve et validée par des partenaires clés et des participants à l'exercice prioritaire national Intervention côtière 2023. Il a été prouvé que le PFLU constituait un complément essentiel à l'ensemble des plans d'intervention d'urgence existants.

En 2022–2023, le gouvernement a répondu à 23 demandes d'aide fédérale. Les exemples incluent les réponses à la COVID-19, à l'ouragan Fiona et aux événements du vol nolisé ukrainien.

À la suite de l'ouragan Fiona en septembre 2022, le [Programme d'amélioration continue](#)^{ccxx} du Centre des opérations du gouvernement du Canada a lancé un examen après action en plusieurs parties, sollicité les commentaires des principaux intervenants et s'est rendu dans la région de l'Atlantique pour mener des discussions et des évaluations après action en personne avec les partenaires provinciaux et industriels. Les séances de mobilisation se sont révélées précieuses pour améliorer les produits, les outils et les processus, mais aussi pour nouer des relations, améliorer la coordination et l'échange de renseignements.

Profil national des risques

Dirigé par Sécurité publique Canada, le [Profil national des risques](#)^{ccxxi} (PNR) est un engagement de la lettre de mandat ministérielle, un produit de base pour faire avancer [la Stratégie de sécurité civile pour le Canada](#)^{ccxxii}, et une action essentielle pour soutenir directement le système de résilience aux catastrophes de la [Stratégie nationale d'adaptation](#)^{ccxxiii}. En 2022–2023, Sécurité publique Canada a achevé la première série d'évaluations des risques et des capacités du PNR, qui se sont concentrées sur les tremblements de terre, les incendies de forêt et les inondations, ainsi que sur les effets en cascade de la pandémie de COVID-19 sur ces risques. La participation de multiples intervenants a permis de s'assurer que les résultats correspondaient à une perspective nationale sur les risques de catastrophes. Les conclusions du premier cycle du PNR ont été publiées dans le [premier rapport](#)^{ccxxiv} du PNR au début de l'exercice 2023–2024 et ont soutenu diverses initiatives fédérales liées à la réduction des risques de catastrophes et à la gestion des urgences. Sécurité publique Canada a également entamé la deuxième série d'évaluations des risques et des capacités, qui sont en cours et se concentrent sur les ouragans, les épisodes de chaleur extrême et les phénomènes [météorologiques spatiaux](#)^{ccxxv}.

Résultats : Intervention d'urgence et rétablissement

Système national d'alertes au public et réseau à large bande de sécurité publique

En 2022–2023, Sécurité publique Canada a poursuivi le travail de collaboration visant à renforcer le [Système national d'alertes au public](#)^{ccxxvi} et à faire progresser un futur [réseau à large bande de sécurité publique](#)^{ccxxvii} (RLBSP).

En décembre 2022, les ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux (FPT) responsables de la gestion des urgences se sont réunis et ont discuté du travail de collaboration visant à renforcer l'utilisation globale, la durabilité, la continuité du service et la gouvernance du Système national d'alertes au public et ils ont demandé aux fonctionnaires d'examiner d'autres modèles de financement et réitéré leur désir d'accélérer le travail actuellement en cours. Le Ministère a soutenu les efforts FPT visant à faire progresser ce travail et à permettre un projet pilote proposé par le ministre québécois de la sécurité publique afin de tester la pertinence et la faisabilité d'un système d'[alerte SILVER](#)^{ccxxviii} intrusif qui a pour but d'aider à retrouver à l'aide du Système national d'alertes au public les personnes âgées atteintes de troubles neurocognitifs majeurs qui sont portées disparues.

Les ministres FPT ont également discuté de l'importance de faire progresser un réseau à large bande de sécurité publique (RLBSP) et ont réitéré leur engagement à l'égard d'une approche pancanadienne coordonnée. Ils ont également discuté des prochaines étapes clés liées à la gouvernance et aux priorités pour aller de l'avant avec un RLBSP.

Personnel humanitaire

Le gouvernement du Canada a, dans l'[Énoncé économique de l'automne de 2020](#)^{ccxxix}, annoncé son intention de fournir jusqu'à 150 millions de dollars sur deux ans, à compter de 2021–2022, pour aider la [Croix-Rouge canadienne](#)^{ccxxx} et d'autres organisations non gouvernementales à constituer et à maintenir un effectif humanitaire. En 2022–2023, 52,6 millions de dollars de financement ont été promis à la Croix-Rouge canadienne, à l'[Ambulance Saint-Jean](#)^{ccxxxii}, à l'[Armée du Salut](#)^{ccxxxii} et à l'[Association canadienne des volontaires en recherche et sauvetage](#)^{ccxxxiii} (ACVRS) pour garantir qu'elles conservent la capacité de se mobiliser rapidement en réaction à des nouveaux événements tous risques et de déployer un soutien essentiel sur le terrain aux gouvernements provinciaux, territoriaux et locaux. En outre, un déploiement de l'ACVRS a été financé (pour un montant total de 147 000 dollars) afin de soutenir une communauté des Premières Nations de l'Ontario touchée par une éclosion de COVID-19.

Recherche et sauvetage en milieu urbain de niveau opérationnel lourd (RSMUEL)

En 2022–2023, Sécurité publique Canada a finalisé le document relatif au concept national d'opération et a commencé à le promouvoir auprès des principaux acteurs de la gestion des urgences de tous les ordres de gouvernement. Le travail de mise sur pied d'un processus national d'accréditation de l'équipe de recherche et sauvetage en milieu urbain de niveau opérationnel lourd ([RSMUEL](#)^{ccxxxiv}) a inclus des échanges accrus avec le [Groupe consultatif international de recherche et de sauvetage des Nations unies](#)^{ccxxxv} (en anglais seulement) et le lancement d'un contrat pluriannuel visant à évaluer les meilleures options pour la mise en place d'un organisme national d'accréditation des équipes de RSMUEL au Canada. À la suite de ce contrat, les équipes de RSMUEL accréditées étant attendues pour 2028, le Canada sera bien placé pour entamer le processus de mise sur pied de l'organisme national d'accréditation.

Programme international COSPAS-SARSAT

Le programme [COSPAS-SARSAT](#)^{ccxxxvi} est un système international d'alerte en cas de détresse pour la recherche et le sauvetage (SAR) par satellite qui contribue directement à l'utilisation efficace et efficiente des ressources de SAR au Canada et dans le monde entier. En 2022–2023, le système [COSPAS-SARSAT](#)^{ccxxxvii} a émis des alertes de détresse qui ont permis de sauver 50 vies canadiennes, ce qui est supérieur à la moyenne annuelle de 45.

Sécurité publique Canada continue d'assurer le leadership de la mobilisation et de la participation du Canada à l'égard du programme international [COSPAS-SARSAT](#)^{ccxxxviii}. En 2022–2023, le représentant permanent de Sécurité publique Canada auprès du [Conseil COSPAS-SARSAT](#)^{ccxxxix} a coordonné les efforts visant à mettre à jour les procédures et les spécifications relatives à l'installation, à l'essai et à l'approbation de l'équipement dans le monde entier pour détecter un nouveau type de balise de repérage d'urgence (ELT) connue sous le nom de [balise de suivi des aéronefs en situation de détresse \(ELT-DT\)](#)^{ccxli} (en anglais seulement) que l'[Organisation de l'aviation civile internationale](#)^{ccxlii} a rendue obligatoire pour tous les avions de ligne.

Le gouvernement du Canada (GC) continue de faire des investissements substantiels dans de nouvelles capacités [COSPAS-SARSAT](#)^{ccxlii}, notamment dans le [système de satellites en orbite moyenne pour la recherche et le sauvetage](#)^{ccxliii} (MEOSAR) international. Le système MEOSAR améliore la vitesse de détection des alertes de détresse et la précision des données de repérage du système existant. Le GC a joué un rôle important dans la coordination et la documentation des exigences qui ont abouti à la capacité opérationnelle initiale en 2022, la capacité opérationnelle totale étant prévue pour 2025. En 2022–2023, le GC a également installé à Goose Bay et à Edmonton deux nouvelles stations de réception MEOSAR, qui font actuellement l'objet d'essais d'acceptation du site, et il met à niveau son centre de contrôle de mission, à Trenton, afin de pouvoir traiter les données reçues du système MEOSAR.

Appel concernant les incendies de forêt en Colombie-Britannique, les inondations et les événements météorologiques extrêmes et l'ouragan Fiona au Canada

En 2021, [le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Colombie-Britannique](#)^{ccxliiv} ont annoncé qu'ils verseront chacun une somme équivalente aux dons des particuliers et des entreprises faits dans le cadre de la [demande de dons relatifs aux incendies de forêt en Colombie-Britannique](#)^{ccxliiv} et de la [demande de dons relatifs aux inondations et aux événements météorologiques extrêmes en Colombie-Britannique](#)^{ccxliiv} de la Croix-Rouge canadienne, ce qui signifie que chaque dollar donné serait transformé en trois dollars pour soutenir les personnes touchées par les incendies. De même, en septembre 2022, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il verserait une somme équivalente aux dons des particuliers et des entreprises faits dans le cadre de la demande de la Croix-Rouge canadienne relative à l'ouragan Fiona au Canada, ce qui signifie que chaque dollar donné serait transformé en deux dollars pour soutenir les personnes touchées par la tempête. En 2022–2023, Sécurité publique Canada a commencé à fournir ce financement par l'entremise du programme de paiements de transfert de la [Croix-Rouge canadienne pour répondre à la COVID-19 ainsi qu'aux inondations et aux feux de forêt](#)^{ccxlvii}. Ce financement est destiné à fournir un soutien direct aux collectivités et aux personnes les plus touchées par ces événements météorologiques, notamment pour satisfaire les besoins de rétablissement à moyen et à long terme des personnes touchées par l'événement de la rivière atmosphérique.

Projet d'assurance contre les inondations et de relocalisation

Pour soutenir les activités de prévention et d'atténuation des catastrophes à l'échelle [pansociétale](#), Sécurité publique Canada a mis sur pied un [Groupe de travail sur l'assurance contre les inondations et la réinstallation](#)^{ccxlviii} interdisciplinaire (le groupe de travail) afin de poursuivre les efforts du Conseil consultatif sur les inondations. Les réalisations du groupe de travail, en 2022–2023, sont les suivantes :

- a examiné les options visant à protéger les propriétaires de maisons exposées à un risque élevé d'inondation qui ne disposent pas d'une protection d'assurance adéquate;
- a examiné la viabilité d'un programme national d'assurance contre les inondations à faible coût et a envisagé les options de réinstallation potentielle pour les résidents des zones les plus exposées aux risques d'inondations récurrentes;
- a présenté aux Canadiens et à leurs représentants élus un [rapport](#)^{ccxlix} pour communiquer les conclusions du groupe de travail. Le rapport du groupe de travail décrit les impacts et les coûts considérables, croissants et disproportionnés des futures inondations et l'importance de l'assurance contre les inondations en tant qu'outil de transfert des risques financiers. Il souligne également les défis importants que posent la conception et la mise en œuvre d'un programme national, étant donné la diversité régionale et l'immensité du

Canada et l'importance de sa population rurale et isolée par rapport à sa population urbaine.

Parallèlement au travail du groupe de travail, Services aux Autochtones Canada (SAC) a collaboré avec l'[Assemblée des Premières Nations](#)^{ccli} au sein d'un [Comité directeur sur les besoins des Premières Nations en matière d'assurance habitation contre les inondations résidentielles](#)^{cclii} (le comité directeur) afin d'examiner le contexte unique de l'assurance contre les inondations dans les réserves et a conclu cette collaboration en publiant le rapport *First Nations Engagement on the Steering Committee on First Nations Home Flood Insurance Needs Initiative*. Le groupe de travail et le comité directeur ont travaillé en étroite collaboration pour partager des informations et mobiliser diverses collectivités autochtones et des partenaires organisationnels. Les deux entités ont amorcé leurs travaux en janvier 2021 et ont publié leurs conclusions à l'été de 2022.

Enfin, le [budget de 2023](#)^{ccliii} a annoncé l'intention du gouvernement fédéral de mettre en place un programme d'assurance contre les inondations à faible coût destiné à protéger les ménages exposés à un risque élevé d'inondation et n'ayant pas accès à une assurance adéquate. Il s'agirait notamment de proposer une réassurance par le biais d'une société d'État fédérale et d'un programme distinct de subventions à l'assurance, dont l'élaboration s'appuie sur les résultats et les considérations du rapport du groupe de travail.

Accords d'aide financière en cas de catastrophe

Sécurité publique Canada a entrepris en 2021 un examen des [Accords d'aide financière en cas de catastrophe](#)^{ccliiii} (AAFCC). L'examen s'est appuyé sur des recherches internes, un audit et une évaluation conjoints des AAFCC, la consultation des provinces et territoires et des avis et contributions externes.

En 2022–2023, le Ministère a constitué un comité externe de conseillers, formé principalement d'universitaires et de praticiens de l'industrie, chargé de le conseiller et de formuler des recommandations au sujet des AAFCC en tenant compte de l'interdépendance entre les accords et les programmes des provinces et territoires. Un [rapport final](#)^{ccliiv} contenait 10 recommandations visant à harmoniser l'aide financière en cas de catastrophe avec des objectifs plus larges de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation aux changements climatiques afin d'accroître la résilience du Canada. Sept de ces recommandations pourraient être mises en œuvre au sein des AAFCC et trois pourraient être appliquées à l'ensemble des programmes fédéraux de résilience en cas de catastrophe afin de permettre au programme des AAFCC d'atteindre son objectif. Les recommandations proposées contribueront directement aux prochains travaux de modernisation des AAFCC du Ministère.

Résultats : Analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus)

Sécurité publique Canada a continué à utiliser l'ACS Plus pour garantir des résultats inclusifs pour les Canadiens. Voici des exemples précis de ces efforts réalisés dans le cadre de la responsabilité essentielle de la Gestion des urgences.

- Les principes de l'ACS Plus ont été intégrés dans le processus de mobilisation pour la première série d'évaluations des risques et des capacités du [Profil national des risques](#)^{cclv} (PNR). Afin de s'assurer que les résultats de l'évaluation du PNR correspondent aux réalités diversifiées et variées des Canadiens, des intervenants de l'ensemble de la société, issus de différents secteurs, ont été inclus dans le processus d'évaluation. Par exemple, Sécurité publique Canada a fait appel aux services de [Cambium Indigenou Professional Services](#)^{cclvi} (en anglais seulement) pour mener des séances de mobilisation ciblées, des recherches et des analyses documentaires sur les perspectives des Inuits, des Métis et des Premières Nations en matière de gestion des urgences. En outre, les participants ont été invités à prendre les dimensions de l'ACS Plus, telles que les vulnérabilités socioéconomiques, la région, l'âge et ainsi de suite, en compte dans leur évaluation des risques afin de saisir plus précisément l'éventail des facteurs qui contribuent aux risques de catastrophes.
- Le soutien de l'Institut canadien de recherche et de traitement en sécurité publique ([ICRTSP](#)^{cclvii}), qui est le Centre d'échange des connaissances sur les blessures de stress post-traumatique (BSPT) du Consortium de recherche national, que le Ministère assure, garantit que l'[ICRTSP](#)^{cclviii} tient compte des facteurs liés à l'ACS Plus lorsqu'il prend des mesures de dotation en personnel et qu'il fait croître le réseau d'universitaires, de chercheurs et de cliniciens dans l'ensemble du pays. De plus, étant donné que les agents de la sécurité publique sont principalement des hommes, des places dans les webinaires sont réservées aux agentes de la sécurité publique pour s'assurer qu'elles ont la possibilité d'y participer.
- Le soutien du projet pilote de thérapie cognitivo-comportementale sur Internet de l'ICRTSP, connu sous le nom de PSPNET, que le Ministère assure, intègre l'ACS Plus en mettant le programme à la disposition des personnes vivant en milieu rural, où les services de santé mentale, en particulier ceux qui s'adressent spécifiquement aux agents de la sécurité publique, sont peu nombreux. Le PSPNET permet aux personnes qui n'ont pas accès en continu à Internet haute vitesse de participer en facilitant l'utilisation du programme en plusieurs séances. Le programme permet également aux membres des groupes moins représentés, comme les femmes, les PANDC (personnes autochtones,

noires et de couleur) et les membres de la communauté 2ELGBTQIA+⁴², d'avoir un accès entièrement confidentiel au programme.

- L'ACS Plus a été un élément majeur du [projet d'assurance contre les inondations et la réinstallation](#)^{cclix}. Dans les premières phases du projet, le Groupe de travail sur l'assurance contre les inondations et la réinstallation a déterminé des objectifs stratégiques de politique publique qui incluaient la manière de rendre l'assurance abordable, une attention particulière étant portée aux populations marginalisées, vulnérables ou encore diversifiées. Le Ministère a également procédé à une analyse des données relatives aux facteurs de vulnérabilité sociale et à l'exposition aux risques d'inondation afin de déterminer les secteurs du Canada à haut risque d'inondation qui présentent également une forte vulnérabilité sociale afin de mieux orienter l'élaboration des possibilités d'action et la manière dont ces régions devraient être traitées. Enfin, trois des dix conclusions clés du groupe de travail portaient de façon particulière sur des considérations d'équité, notamment l'accessibilité financière pour les populations vulnérables, les autres obstacles non financiers à l'accès à l'assurance et les aspects propres aux populations autochtones du Canada.
- La *Directive initiale de planification* du gouvernement du Canada est envoyée aux partenaires fédéraux qui participent au processus annuel de planification d'urgence. Elle décrit les facteurs clés à prendre en compte dans la préparation des plans d'intervention. En 2022–2023, le gouvernement a inclus une section d'ACS Plus qui décrit les facteurs susceptibles d'influencer le plan ou qui devraient être pris en compte pour assurer le succès des interventions d'urgence. Bien qu'elle n'en soit qu'à ses débuts, cette inclusion a permis aux praticiens du domaine des interventions d'urgence de se familiariser avec le concept et d'intégrer l'intersectionnalité dans le processus de planification.

Résultats : Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et objectifs de développement durable

Dans le cadre de la responsabilité fondamentale de la Gestion des urgences, Sécurité publique Canada a fait progresser les objectifs de développement durable (ODD) [9](#)^{cclx} (Industrie, innovation et infrastructure), [11](#)^{cclxi} (Villes et communautés durables), [13](#)^{cclxii} (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques), [15](#)^{cclxiii} (Vie terrestre) et [17](#)^{cclxiv} (Partenariats pour la réalisation des objectifs) par l'entremise des objectifs suivants.

- ODD 13.1 : Le service de veille du [Centre des opérations du gouvernement](#)^{cclxv} (COG) assure une surveillance constante des catastrophes naturelles ou provoquées par

⁴² Cet acronyme désigne les personnes aux deux esprits, lesbiennes, gaies, bisexuelles, transsexuelles, queers, les personnes intersexuelles, les personnes asexuelles et les personnes des autres orientations et identités de genre.

l'humain. Il s'agit notamment des urgences liées au climat telles que les inondations et les incendies de forêt. La détection et l'alerte précoces des situations d'urgence sont assurées par le service de veille, après quoi le COG coordonne l'intervention fédérale. De plus, les autres fonctions essentielles du mandat du COG garantissent la résilience grâce à une planification avancée et à des exercices portant sur ces événements. De même, le Centre a soutenu l'élaboration du Profil national des risques (PNR). Le PNR donne un portrait national des risques de catastrophes auxquels le Canada est confronté ainsi que des mesures et des ressources existantes des systèmes de gestion des urgences permettant d'y faire face. Le Centre a également procédé à l'examen annuel du PNR afin de garantir que le gouvernement fédéral est prêt à réagir en cas d'urgence liée au climat.

- ODD 11.5 et 11.b : La [stratégie de sécurité civile pour le Canada](#)^{cclxvi} (la Stratégie de SC) s'appuie sur les principes fondamentaux, les rôles et les responsabilités énoncés dans le [Cadre de sécurité civile](#)^{cclxvii} et le [Cadre de Sendai](#)^{cclxviii} (en anglais seulement) pour établir les priorités fédérales, provinciales et territoriales (FPT) afin de renforcer la résilience de la société canadienne d'ici à 2030. Quatre des domaines prioritaires de la stratégie de SC sont harmonisés avec les quatre priorités d'action du Cadre de Sendai et les initiatives de la stratégie de SC mises en œuvre en 2022–2023 ont contribué à sensibiliser davantage les Canadiens et à les inciter à agir pour réduire les effets négatifs des catastrophes.
- ODD 9, 11, 13 et 15 : Le [Projet d'assurance contre les inondations et la réinstallation](#)^{cclxix} a soutenu plusieurs ODD de l'ONU pour 2030, notamment les objectifs 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques), 15 (Vie terrestre), 11 (Villes et communautés durables), et 9 (Industrie, innovation et infrastructure).
- ODD 3, 10, 11 et 17 : Le programme des [Accords d'aide financière en cas de catastrophe](#)^{cclxx} de Sécurité publique Canada est réalisé en collaboration avec les intervenants provinciaux et territoriaux. Le programme a soutenu différents objectifs de développement durable de l'ONU, notamment l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être), l'ODD 10 (Inégalités réduites), l'ODD 11 (Villes et communautés durables), et l'ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs).

Résultats : Innovation

Pour faire suite aux [Directives relatives à l'expérimentation à l'intention des administrateurs généraux](#)^{cclxxi} du SCT, Sécurité publique Canada a élaboré en 2020–2021 son propre cadre d'expérimentation, qui a continué d'orienter les efforts du Ministère dans l'essai d'approches nouvelles face aux problèmes actuels, la mesure de leur efficacité et le fait d'avoir recours à leurs résultats en 2022–2023.

Au cours du présent exercice, le Ministère a poursuivi ses efforts, conformément aux lignes directrices du SCT, pour promouvoir l'expérimentation et l'innovation par l'étude d'idées et de solutions novatrices dans l'ensemble de ses secteurs de programme.

Résultats : Principaux risques

La mission de Sécurité publique Canada est de bâtir un Canada sécuritaire et résilient. Le Ministère doit faire preuve d'un haut niveau de sensibilisation, de mobilisation et d'adaptabilité pour assurer la sécurité des Canadiens, conserver une approche cohérente et coordonnée en matière de sûreté et de sécurité et produire des résultats pour les Canadiens tout en gérant divers risques.

Au niveau de l'organisation, il existe de nombreux risques qui peuvent avoir une incidence sur l'aptitude du Ministère à remplir son mandat. Voici certains de ces risques :

- il y a un risque que certains résultats liés aux programmes qui reposent sur les mesures prises par les partenaires ne se concrétisent pas;
- il y a un risque que Sécurité publique Canada ne soit pas en mesure de suivre le rythme et de tirer parti des avancées technologiques;
- il y a un risque que le Ministère ne réagisse pas de façon efficace au rythme et à l'ampleur des changements provenant d'un contexte de menace tous risques en constante évolution;
- il y a un risque que le Ministère ne puisse pas attirer et maintenir en poste les employés dont il a besoin pour atteindre ses objectifs organisationnels.

Ces risques mettent à l'épreuve la capacité du Ministère de faire en sorte que le Canada puisse efficacement atténuer les effets des événements de toute nature, s'y préparer, intervenir, le cas échéant, et se rétablir. À ce titre, des initiatives ont été élaborées pour traiter et atténuer les risques, par exemple les suivantes.

- Le Ministère a maintenu une mobilisation et une communication constantes avec des intervenants de l'ensemble de la société, y compris les communautés autochtones, afin de soutenir les politiques et les programmes, notamment en cernant les lacunes touchant la conception et la mise en œuvre des principaux engagements en matière de politiques et de programmes. D'autres administrations (provinces, territoires, municipalités) ont également été consultées afin d'assurer la réussite de la mise en œuvre des programmes et des services ainsi que des réformes dans les domaines d'activité intergouvernementales.
- Les engagements ministériels ont fait l'objet d'un suivi dans le cadre des efforts de gouvernance des ministères. Une communication permanente a eu lieu au cours de l'année, ce qui permet de suivre les résultats des ministères en ce qui concerne les programmes et les politiques.
- Le Ministère a établi des priorités claires et alloué des ressources de manière appropriée pour concrétiser les priorités et les objectifs de l'organisation.

De telles initiatives aident à atténuer les risques associés à l'atteinte des résultats ministériels et d'autres stratégies de contrôle et d'atténuation sont gérées par l'entremise du Profil de risque organisationnel (PRO) de Sécurité publique Canada.

Résultats atteints

Résultats atteints en matière de Gestion des urgences

Le tableau suivant montre, pour ce qui est de la Gestion des urgences, les résultats obtenus, les indicateurs de rendement, les cibles et les dates cibles pour 2022–2023 ainsi que les résultats réels des trois derniers exercices pour lesquels des résultats réels sont disponibles.

Résultat ministériel : Le Canada peut efficacement atténuer les événements tous risques, s’y préparer, intervenir, le cas échéant, et se rétablir.

Indicateurs de rendement	Cibles	Dates d’atteinte de la cible	Résultats réels de 2020–2021	Résultats réels de 2021–2022	Résultats réels de 2022–2023
Pourcentage des Canadiens qui sont conscients des risques auxquels fait face leur ménage.	≥ 60 %	31 mars 2023	52 %	91 % ⁴³	92 %
Pourcentage des Canadiens qui ont pris des mesures pour fait face aux risques auxquels est exposé leur ménage.	≥ 50 %	31 mars 2023	11 %	25 % ⁴⁴	29 % ⁴⁵

⁴³ Un changement de la source de données est intervenu au cours de l’exercice 2021-2022, ce qui peut avoir influencé les résultats entre l’exercice 2020–2021 et l’exercice 2021–2022.

⁴⁴ Un changement de la source de données est intervenu au cours de l’exercice 2021-2022, ce qui peut avoir influencé les résultats entre l’exercice 2020–2021 et l’exercice 2021-2022.

⁴⁵ Bien que les Canadiens soient conscients des risques auxquels leurs ménages sont exposés (92 %) et que les efforts visant à influencer positivement les actions des Canadiens afin qu’ils prennent des mesures pour faire face aux risques domestiques aient montré une augmentation d’année en année depuis 2020–2021, le Ministère poursuivra ses efforts pour améliorer l’état de préparation du public. Bien que Sécurité publique Canada entreprenne des initiatives de sensibilisation à la préparation aux situations d’urgence pour tenter d’influencer les comportements des Canadiens lorsqu’il s’agit de se préparer aux risques de catastrophes, les Canadiens sont en fin de compte responsables de leur propre niveau de préparation. Des études ont montré que les gens ne passent à l’action que lorsqu’ils : (a) connaissent les mesures précises qui peuvent être prises pour réduire leurs risques particuliers, (b) sont convaincus que ces actions seront efficaces et (c) croient en leur propre aptitude à effectuer les tâches. D’autres études et analyses seront nécessaires pour comprendre les écarts existants entre les messages de sensibilisation du public et l’action individuelle.

Indicateurs de rendement	Cibles	Dates d'atteinte de la cible	Résultats réels de 2020–2021	Résultats réels de 2021–2022	Résultats réels de 2022–2023
Pourcentage d'incidents admissibles aux Accords d'aide financière en cas de catastrophe ^{cclxxii} pour lesquels les provinces et les territoires ont déclaré avoir pris des mesures d'atténuation afin de se préparer, d'intervenir et de se rétablir de futures catastrophes naturelles ⁴⁶ .	≥ 65 %	31 mars 2023	48 %	51 % ⁴⁷	51 % ⁴⁸
Pourcentage des intervenants qui indiquent que le Centre des opérations du gouvernement ^{cclxxiii} (COG) a exercé un leadership et une coordination efficaces au cours d'incidents d'intérêt national.	≥ 90 %	31 mars 2023	98 %	90 %	S.O. ⁴⁹

⁴⁶ La formulation de cet indicateur a changé depuis 2020–2021 et le champ d'application comprend désormais tous les risques, pas seulement les inondations. C'est pourquoi ces résultats diffèrent de ceux présentés les années précédentes. De plus, l'utilisation actuelle du financement des mesures d'atténuation dans le cadre des AAFCC est un problème connu qui est traité dans le cadre de la révision et de la modernisation des AAFCC.

⁴⁷ Le résultat réel pour cet indicateur de rendement n'a pas atteint la cible minimale de 65 %. Jusqu'à maintenant, la disposition d'atténuation des accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC) n'a été que très peu utilisée. Cela s'explique en partie par le fait que le financement des projets ne peut être mis à disposition qu'au stade du paiement final, qui intervient en moyenne six ans après qu'un événement a été approuvé pour le partage des coûts dans le cadre des AAFCC. En outre, l'application et l'administration de cette disposition ont posé quelques problèmes au départ et la confusion régnait quant aux types d'améliorations ou d'activités susceptibles d'être admissibles à un financement.

⁴⁸ L'examen des AAFCC, achevé en 2022–2023, a été entrepris pour étudier comment le programme peut être mis à jour afin de mieux soutenir les provinces et les territoires en matière de reprise après sinistre et de renforcer leur résilience face aux risques futurs. À la suite de cet examen, le budget de 2023 a prévu un financement pour moderniser les AAFCC pour mettre davantage l'accent sur la prévention et la résilience, étant donné que les changements climatiques rendent les catastrophes plus fréquentes et plus graves. Une partie de cette modernisation consistera à examiner les moyens de mieux encourager les efforts d'atténuation et de réduire les obstacles administratifs auxquels se heurtent les provinces et les territoires pour bénéficier du financement, étant donné que les processus et la conception du programme actuel posent des problèmes connus.

⁴⁹ La collecte de données pour cet indicateur a été retardée en raison d'activités d'intervention d'urgence. Ces résultats ne sont pas disponibles pour le cycle d'établissement de rapport actuel, mais ils devraient l'être dans les cycles à venir et seront inclus le cas échéant.

Indicateurs de rendement	Cibles	Dates d'atteinte de la cible	Résultats réels de 2020–2021	Résultats réels de 2021–2022	Résultats réels de 2022–2023
Pourcentage des dangers évalués par le Profil des risques national pour lesquels des plans d'intervention du gouvernement du Canada sont en place ou en cours d'élaboration.	100 %	31 mars 2023	S.O.	S.O. ⁵⁰	83 % ⁵¹
Pourcentage des intervenants qui ont participé à un exercice dirigé par le Centre des opérations du gouvernement ^{cclxxiv} et qui ont indiqué que le programme d'exercices a amélioré l'état de préparation de leur organisation.	≥ 80 %	31 mars 2023	85 %	83 %	S.O. ⁵²
Pourcentage des intervenants qui indiquent que les procédures, les produits et les outils du Centre des opérations du gouvernement ^{cclxxv} leur ont été utiles pour se préparer à intervenir en cas d'urgence.	≥ 80 %	31 mars 2023	S.O.	S.O. ⁵³	S.O. ⁵⁴

⁵⁰ Il s'agit d'un nouvel indicateur pour 2022–2023. Aucune donnée antérieure n'est donc disponible.

⁵¹ Le Centre des opérations du gouvernement n'a pas étudié l'un des six risques décrits dans le Profil national des risques en raison de priorités concurrentes et de pressions sur les ressources. Le risque qui n'a pas été pris en compte en 2022–2023 est celui de la météorologie de l'espace.

⁵² La collecte de données pour cet indicateur a été reportée en raison d'activités d'intervention d'urgence. Ces résultats ne sont pas disponibles pour le cycle d'établissement de rapport actuel, mais ils devraient l'être dans les cycles à venir et seront inclus le cas échéant.

⁵³ Comme il s'agit d'un nouvel indicateur pour 2022–2023, des résultats antérieurs ne sont pas disponibles.

⁵⁴ La collecte de données pour cet indicateur a été reportée en raison d'activités d'intervention d'urgence. Ces résultats ne sont pas disponibles pour le cycle d'établissement de rapport actuel, mais ils devraient l'être dans les cycles à venir et seront inclus le cas échéant.

Indicateurs de rendement	Cibles	Dates d'atteinte de la cible	Résultats réels de 2020–2021	Résultats réels de 2021–2022	Résultats réels de 2022–2023
Pourcentage d'événements qui ont nécessité la coordination d'une intervention fédérale et pour lesquels le Centre des opérations du gouvernement ^{cclxxvi} a mené des activités après action.	100 %	31 mars 2023	S.O.	S.O. ⁵⁵	100 %

Les renseignements sur les finances, les ressources humaines et les résultats de rendement liés au Répertoire des programmes de Sécurité publique Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{cclxxvii}.

Ressources financières budgétaires

Le tableau suivant montre, en matière de Gestion des urgences, les dépenses budgétaires pour 2022–2023 ainsi que les dépenses réelles pour l'exercice en question.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2022–2023	Dépenses prévues 2022–2023	Autorisations totales pouvant être utilisées en 2022–2023	Dépenses réelles (autorisations utilisées) en 2022–2023	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) en 2022–2023
187 624 211	187 624 211	2 648 849 590	2 597 607 778	2 409 983 567

L'écart entre les dépenses réelles et prévues en 2022–2023 est principalement attribuable aux nouveaux fonds reçus par l'entremise du budget supplémentaire des dépenses pour soutenir le programme de contribution aux [Accords d'aide financière en cas de catastrophe](#)^{cclxxviii} et le programme de contribution [Appuyer une main-d'œuvre humanitaire pour répondre à la COVID-19 et à d'autres urgences de grande envergure](#)^{cclxxix} et pour soutenir le jumelage des dons recueillis par la [Croix-Rouge canadienne](#)^{cclxxx} en réaction à l'ouragan Fiona et aux inondations et incendies de forêt survenus en 2021 en Colombie-Britannique.

⁵⁵ Comme il s'agit d'un nouvel indicateur pour 2022–2023, les résultats antérieurs ne sont pas disponibles.

Les renseignements sur les finances, les ressources humaines et les résultats de rendement liés au Répertoire des programmes de Sécurité publique Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{cclxxxii}.

Ressources humaines

Le tableau ci-dessous présente, en équivalents temps plein, les ressources humaines dont le Ministère a besoin pour s'acquitter de cette responsabilité essentielle pour l'exercice en question.

Ressources humaines (équivalents temps plein)

Équivalents temps plein prévus en 2022–2023	Équivalents temps plein réels en 2022–2023	Écart (nombre d'ETP réels moins nombre d'ETP prévus) en 2022–2023
271	325	54

L'écart entre les équivalents temps plein réels et prévus en 2022–2023 est principalement le résultat d'un nouveau financement des salaires reçu dans le cadre du budget supplémentaire des dépenses pour la stabilisation et la modernisation du [Centre des opérations du gouvernement](#)^{cclxxxiii} et de la capacité de gestion des urgences et pour continuer à faire progresser le plan de gestion des risques d'inondation du Canada.

Les renseignements sur les finances, les ressources humaines et les résultats de rendement liés au Répertoire des programmes de Sécurité publique Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{cclxxxiii}.

Services internes

Description

On entend par services internes les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme des services de soutien aux programmes ou qui sont requis pour respecter les obligations institutionnelles d'une organisation. Les services internes renvoient aux activités et aux ressources de 10 catégories de services distinctes qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, sans égard au modèle de prestation des services internes du ministère. Les 10 catégories de services sont les suivantes :

- ▶ services de gestion des acquisitions;
- ▶ services des communications;
- ▶ services de gestion des finances;
- ▶ services de gestion des ressources humaines;
- ▶ services de gestion de l'information;
- ▶ services des technologies de l'information;
- ▶ services juridiques;
- ▶ services de gestion du matériel;
- ▶ services de gestion et de surveillance;
- ▶ services de gestion des biens immobiliers.

Résultats

En 2022–2023, Sécurité publique Canada a appuyé les services internes au moyen des activités suivantes.

Diversité et inclusion

En 2022–2023, Sécurité publique Canada a poursuivi ses efforts destinés à créer une fonction publique plus diversifiée, antiraciste, équitable et inclusive grâce à la mise en œuvre continue de son [Cadre stratégique sur la diversité et l'inclusion](#)^{cclxxxiv}. Grâce à la coordination et à la collaboration avec les principaux partenaires internes et externes en matière de diversité et d'inclusion, le Ministère :

- a mis en œuvre une stratégie pour un recrutement interne équitable, diversifié et inclusif. Huit des dix objectifs définis dans cette stratégie ont été atteints et deux activités sont en cours. Toute activité en cours ou en suspens sera intégrée dans le prochain plan d'action sur l'équité en matière d'emploi et la diversité.

- a mis au point des capacités pour améliorer la communication des résultats en matière de diversité, d'inclusion et d'équité en matière d'emploi grâce au lancement du tableau de bord de la santé organisationnelle. Ce tableau interactif donne à l'ensemble du personnel de Sécurité publique Canada une vue d'ensemble de la représentation des groupes visés par l'équité en matière d'emploi et des écarts existants par rapport à la disponibilité de la main-d'œuvre et permet de suivre les progrès réalisés tous les trimestres.
- a lancé le programme Mentorat Plus destiné à soutenir la croissance et le perfectionnement professionnels des employés issus des groupes visés par l'équité en matière d'emploi et de recherche d'égalité, auquel un total de 14 apprentis et de 10 mentors ont participé. Tant les apprentis que les mentors ont fait état d'expériences mutuellement bénéfiques résultant de leur participation au programme, notamment l'évolution de leur carrière et des conseils utiles de la part des apprentis ainsi que la satisfaction personnelle de la part des mentors.
- a achevé le [Plan d'accessibilité 2023-2026 de Sécurité publique Canada](#)^{cclxxxv} avec le concours d'un groupe de travail consultatif composé d'employés handicapés, de représentants des secteurs et d'intervenants clés dans le domaine de la diversité et de l'inclusion. Une équipe de projet de mise en œuvre composée des principaux intervenants et d'experts des domaines concernés par le plan a été constituée.
- a aidé le [Réseau des employés Noirs](#)^{cclxxxvi} de Sécurité publique Canada à proposer des activités d'apprentissage et de perfectionnement pour le mois de l'histoire des Noirs sur des sujets tels que l'histoire des Noirs et le racisme envers les Noirs au Canada et a facilité la formation d'un club de lecture sur des thèmes liés à l'histoire des Noirs, ce qui a permis d'accroître la participation et la mobilisation des employés et de tirer des enseignements des expériences vécues par la communauté noire.
- a organisé et facilité la sensibilisation et les possibilités de formation pour tous les employés au moyen d'initiatives ministérielles et interministérielles telles que le Cheminement d'apprentissage de la Fierté et la Formation d'intervention de témoins.
- a organisé des séances tenues dans des espaces sûrs (« cercles de confiance ») pour les employés des communautés touchées par l'équité. Les employés qui y ont participé ont ressenti un sentiment d'inclusion et ils se sont sentis soutenus et libres de faire part de leurs expériences vécues et les répercussions de la discrimination systémique.
- a lancé le Forum sur la diversité et l'inclusion, qui rassemble les employés du Ministère et les réseaux d'employés pour faire progresser la lutte contre le racisme, l'équité, la diversité et l'inclusion conformément à l'[Appel à l'action du greffier en faveur de la lutte contre le racisme, de l'équité et de l'inclusion dans la fonction publique fédérale](#)^{cclxxxvii}.

En novembre 2022, Sécurité publique Canada a également célébré sa quatrième semaine annuelle de la diversité et de l'inclusion. Le Ministère a réuni des partenaires du portefeuille

pour engager une discussion sur la diversité et l'inclusion et a également organisé un événement mettant en lumière les défis des communautés 2ELGBTQIA+ d'un point de vue international.

Gestion des personnes

Afin de s'assurer que l'accent est mis sur les résultats grâce à une mesure efficace du rendement et à de saines pratiques de gestion, Sécurité publique Canada a continué à renforcer la capacité de gestion des personnes du Ministère et d'améliorer les services de ressources humaines (RH) grâce à des approches novatrices.

Voici certaines des initiatives clés pour 2022–2023.

- Les gestionnaires ont reçu un examen des profils préférentiels pour tous les postes ministériels et la mise à jour des orientations en vue de la prise de décisions en matière de dotation qui soutiennent une main-d'œuvre décentralisée tout en garantissant que les exigences opérationnelles et de sécurité sont respectées, quel que soit le lieu de travail. Des lignes directrices et des outils ont également été élaborés pour aider le Ministère à suivre l'évolution des conditions de travail pour tous les employés et à en rendre compte. Les services de ressources humaines ont également soutenu pour les employés et les équipes de direction l'organisation de séances sur la gestion d'équipes hybrides et la gestion du changement afin de faciliter la mise en œuvre progressive de l'[Orientation du SCT concernant la présence prescrite au lieu de travail](#)^{cclxxxviii}.
- La mise en œuvre du programme de perfectionnement du personnel des services administratifs (AS), qui cible le recrutement et le maintien en poste des classifications caractérisées par des mouvements et un taux de rotation élevés. En janvier 2023, le Ministère a embauché, dans le cadre du programme AS, 10 nouveaux employés qui ont bénéficié d'un programme d'intégration complet et d'un programme de formation sur mesure dans le domaine administratif. À l'issue du programme, ces employés ont été affectés à différents secteurs du Ministère. Le Ministère a également mis en place une plateforme de recrutement d'étudiants qui aide les gestionnaires de Sécurité publique Canada à recruter, évaluer et retenir les étudiants des programmes coopératifs et du Programme fédéral d'expérience de travail étudiant (PFETE), ce qui a facilité l'embauche de 226 étudiants en 2022–2023.

La [conversion du groupe des Services des programmes et de l'administration \(PA\)](#)^{cclxxxix}, initialement prévue pour 2022–2023, a été reportée en raison du manque de préparation des ministères. Un nouveau calendrier de mise en œuvre n'a pas encore été établi par le Bureau du dirigeant principal des ressources humaines. Le Ministère a continué à se préparer à la conversion en évaluant les descriptions des postes PA selon les nouvelles normes de classification et est en train d'élaborer pour les postes PA de nouvelles descriptions normalisées qui seront mise en œuvre au moment de la conversion.

Gestion durable de la pandémie

En 2022–2023, le Ministère a maintenu son engagement à favoriser un environnement de travail sain et à réagir efficacement à la pandémie par les mesures suivantes.

- Réunions régulières du Comité de planification de la main-d'œuvre pour examiner les protocoles de pandémie fondés sur les orientations fédérales en matière d'emploi afin de réduire les risques en milieu de travail. Il s'agissait notamment de veiller à ce que les employés soient informés des risques existant dans le milieu de travail, à ce que les syndicats participent aux discussions concernant les niveaux de risque et les protocoles et à ce que les employés et les gestionnaires soient tenus informés des mesures mises en place pour les protéger et de leurs responsabilités personnelles.
- Pendant la pandémie, l'impact de la COVID-19 sur la disponibilité des ressources ministérielles et la prestation de services essentiels a été surveillé en permanence. Un processus de compte rendu a été mis en place pour que les équipes de gestion évaluent les impacts et qu'elles les communiquent au Comité de planification de la main-d'œuvre. Les problèmes de disponibilité des ressources ont été atténués à l'interne et il n'y a eu aucun impact sur les services essentiels.

Planification et modernisation de la main-d'œuvre

En 2022–2023, Sécurité publique Canada a continué à définir et à diriger la mise en œuvre de la vision de la main-d'œuvre hybride du SCT au sein du Ministère en prenant les mesures suivantes :

- Réviser et communiquer le cadre de travail hybride du Ministère pour qu'il corresponde à la nouvelle [Orientation concernant la présence prescrite au lieu de travail](#)^{ccxc}. Pour soutenir la mise en œuvre du cadre, des lignes directrices, des outils et des séances d'information ont été proposés à l'ensemble des employés et des cadres sur la mise en place de modalités de travail souples. Au 31 mars 2023, plus de 81 % des employés ministériels avaient élaboré, documenté et mis en œuvre de nouvelles modalités de travail dans l'application mesRégimesDeTravail du SCT.
- Équiper des postes de travail dans les voisinages des secteurs et les centres de services, investir dans de nouvelles salles de réunion et technologies Wi-Fi, déployer un mobilier ergonomique et communiquer des protocoles actualisés d'étiquette et de nettoyage du lieu de travail pour appuyer la main-d'œuvre hybride. Ces outils modernes ont facilité la transition vers des places non attribuées, ainsi que la coordination et la mobilisation au sein des équipes et entre elles dans l'environnement hybride.
- Entreprendre une analyse des exigences, des systèmes et des contrôles en matière de sécurité afin d'orienter les pratiques internes de sécurité de l'information dans l'environnement postpandémie et communiquer les résultats à l'ensemble du personnel.

Toutes les modalités de travail des employés en place tiennent compte des exigences de la nouvelle politique de sécurité et y sont conformes.

- Répondre aux commentaires des employés et aux nouveaux besoins en introduisant des ambassadeurs en milieux de travail pour faciliter le dépannage et améliorer les connaissances technologiques, en introduisant des options de stationnement souples et en mettant à jour les formulaires et les processus internes pour prendre en charge les signatures électroniques.
- Mettre en place un secrétariat à l'intégration pour appuyer une gestion efficace du changement. Le secrétariat participe avec tous les employés et les équipes de direction à la transition vers des systèmes hybrides au moyen de séances mensuelles d'information et de rétroaction ainsi que de réunions trimestrielles avec les réseaux d'employés et les équipes de direction des secteurs et par le maintien d'un centre d'information et d'une boîte à outils en ligne sur les systèmes hybrides. Les commentaires recueillis ont été intégrés dans le processus décisionnel des services internes et dans les plans d'amélioration.

Renouvellement du Programme de gestion de la continuité des activités du gouvernement du Canada

En 2022–2023, Sécurité publique Canada a continué à faire progresser le renouvellement du programme de gestion de la continuité des activités (GCA) dans l'ensemble du gouvernement fédéral. Tout d'abord, le Centre de gestion de la continuité et de la résilience (CGCR) a finalisé la recherche de normes de gestion de la continuité des activités et l'élaboration de méthodologies clés de GCA, ce qui a abouti au lancement du document *Business Continuity Management Program Guide: A Government of Canada approach to building organizational resilience, 2023 Edition*. Le guide décrit l'approche du gouvernement du Canada visant à intégrer les concepts de continuité et à établir une base commune ainsi que des normes pour l'établissement, la gestion et l'évaluation des programmes de GCA, ce qui garantit que la communauté de la GCA est mieux équipée pour établir et gérer un programme de GCA.

Deuxièmement, le CGCR s'est fortement impliqué dans la communauté de la GCA en tant que principal organisme responsable de la sécurité (PORS). Parmi les exemples de collaboration, citons les réunions trimestrielles de la communauté de pratique de la GCA et la coordination des présentations d'invités avec des experts de différents domaines. Le Ministère a également collaboré avec des groupes de travail composés de divers spécialistes au sein de l'organisation afin d'obtenir une rétroaction sur l'élaboration de nouvelles méthodologies. Ces efforts continuent d'améliorer le profil du PORS au sein de la communauté de la GCA et permettent au Ministère de mobiliser et de soutenir davantage cette communauté dans les efforts qu'elle fait pour assurer la continuité et la stabilité des activités gouvernementales pour les Canadiens dans des conditions défavorables.

Troisièmement, le CGCR a demandé officiellement à l'École de la fonction publique du Canada de mettre à jour et de réorganiser le cours de formation à la gestion de la continuité des activités, qui présentera aux ministères une information plus nuancée pour qu'ils élaborent des plans de continuité des activités efficaces et garantissent la continuité des activités dans un éventail de conditions défavorables modernes.

Enfin, le CGCR a commencé à élaborer des indicateurs de rendement qui serviront de base à l'autoévaluation du programme de la GCA. En partenariat avec le SCT, l'autoévaluation sera élaborée au cours de l'exercice 2023–2024.

Contrats attribués aux entreprises autochtones

Sécurité publique Canada est un ministère faisant partie de la phase 1 et doit donc s'assurer qu'il attribue au moins 5 % de la valeur totale des marchés qu'il conclut à des entreprises autochtones d'ici la fin de l'exercice 2022–2023. Dans son Plan ministériel 2023–2024, le Ministère prévoyait que, d'ici la fin de l'exercice 2022–2023, il aurait attribué 10 % de la valeur totale de ses marchés à des entreprises autochtones.

Comme le montre le tableau suivant, Sécurité publique Canada a attribué 11,83 % de la valeur totale de ses contrats à des entreprises autochtones en 2022–2023.

Contrats attribués aux entreprises autochtones

Indicateurs de rendement applicables aux contrats	Résultats de 2022–2023
Valeur totale des contrats* attribués à des entreprises autochtones† (A)	4 877 168 \$
Valeur totale des contrats attribués à des entreprises autochtones et non autochtones‡ (B)	41 210 741 \$
Valeur des exceptions approuvées par l'administrateur général (C)	0 \$
Proportion des contrats attribués à des entreprises autochtones $[A / (B-C) \times 100]$	11,83 %

* Comprend les modifications de contrats conclus avec des entreprises autochtones et les contrats conclus avec des entreprises autochtones par le biais de cartes d'achat. Peut inclure des contrats de sous-traitance.

† En ce qui concerne l'objectif de 5 %, les entreprises autochtones comprennent les aînés, les conseils de bande et les conseils tribaux, les entreprises inscrites au [Répertoire des entreprises autochtones](#)^{ccxci} pour les contrats relevant de la [Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones](#)^{ccxcii} (SAEA) et les entreprises inscrites sur une liste d'entreprises bénéficiaires pour les contrats dont la prestation finale a lieu dans une région visée par un traité moderne ou un accord d'autonomie gouvernementale comportant des mesures économiques conformément à la définition de Services aux Autochtones Canada.

‡ Inclut les modifications de contrat.

Au cours de l'exercice 2022–2023, Sécurité publique Canada avait sept offres à commandes (OC) d'une valeur maximale de 2 millions de dollars chacune qui ont été réservées dans le cadre du Programme obligatoire de marchés réservés aux entreprises autochtones pour la prestation d'ateliers dans le cadre du Programme de contributions pour le développement de la sécurité dans les collectivités autochtones. Dans le cadre de ces offres à commandes, les facilitateurs organisent des ateliers de planification stratégique et aident les collectivités à élaborer des Plans de sécurité communautaire (PSC), que les collectivités autochtones utilisent pour renforcer la sécurité des collectivités d'une manière adaptée à leur culture. Depuis la COVID-19, le Ministère a travaillé avec les titulaires d'offres à commandes, et les collectivités autochtones pour passer à des services de facilitation virtuels afin de s'assurer que la planification de la sécurité communautaire continue de progresser. Le Ministère travaille actuellement à l'établissement de nouvelles OC qui seront mises de côté conformément au programme [Entreprises autochtones et approvisionnement fédéral](#)^{ccxciii} (EAAF).

Sécurité publique Canada dispose également d'une offre à commandes de traduction qui a été mise de côté conformément au programme EAAF. En 2022–2023, le Ministère a passé des commandes d'une valeur d'environ 1,4 million de dollars dans le cadre de cette OC.

Pour encourager davantage les contrats attribués aux entreprises autochtones, Sécurité publique Canada a fait la promotion de séances de mobilisation avec des fournisseurs autochtones et inuits dans le cadre des processus de demande de propositions. Ces séances permettent au Ministère d'expliquer aux fournisseurs le processus de passation des marchés publics et de répondre à leurs questions.

Quatre des responsables des achats de Sécurité publique Canada ont suivi le cours « Considérations autochtones en matière d'approvisionnement » et le cours « Approvisionnement dans la région du Nunavut » de l'École de la fonction publique du Canada. L'équipe complète aura suivi ces deux cours en 2023–2024.

Ressources financières budgétaires

Le tableau suivant montre, pour les services internes, les dépenses budgétaires pour 2022–2023 ainsi que les dépenses pour l'exercice en question.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses de 2022–2023	Dépenses prévues en 2022–2023	Autorisations totales pouvant être utilisées en 2022–2023	Dépenses réelles (autorisations utilisées) en 2022–2023	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) en 2022–2023
65 286 723	65 286 723	78 574 134	78 468 701	13 181 978

L'écart entre les dépenses réelles et prévues en 2022–2023 est principalement attribuable aux nouveaux fonds reçus par l'entremise du budget supplémentaire des dépenses pour soutenir la conception et l'élaboration d'un programme de rachat des armes à feu interdites de style arme assaut, pour améliorer la capacité fédérale de gestion des urgences et pour les budgets des cabinets ministériels.

Ressources humaines

Le tableau ci-dessous montre, en équivalents temps plein, les ressources humaines dont le Ministère a eu besoin pour offrir ses services internes au cours de l'exercice en question.

Ressources humaines (équivalents temps plein)

Équivalents temps plein prévus en 2022–2023	Équivalents temps plein réels en 2022–2023	Écart (nombre d'ETP réels moins nombre d'ETP prévus) en 2022–2023
466	534	68

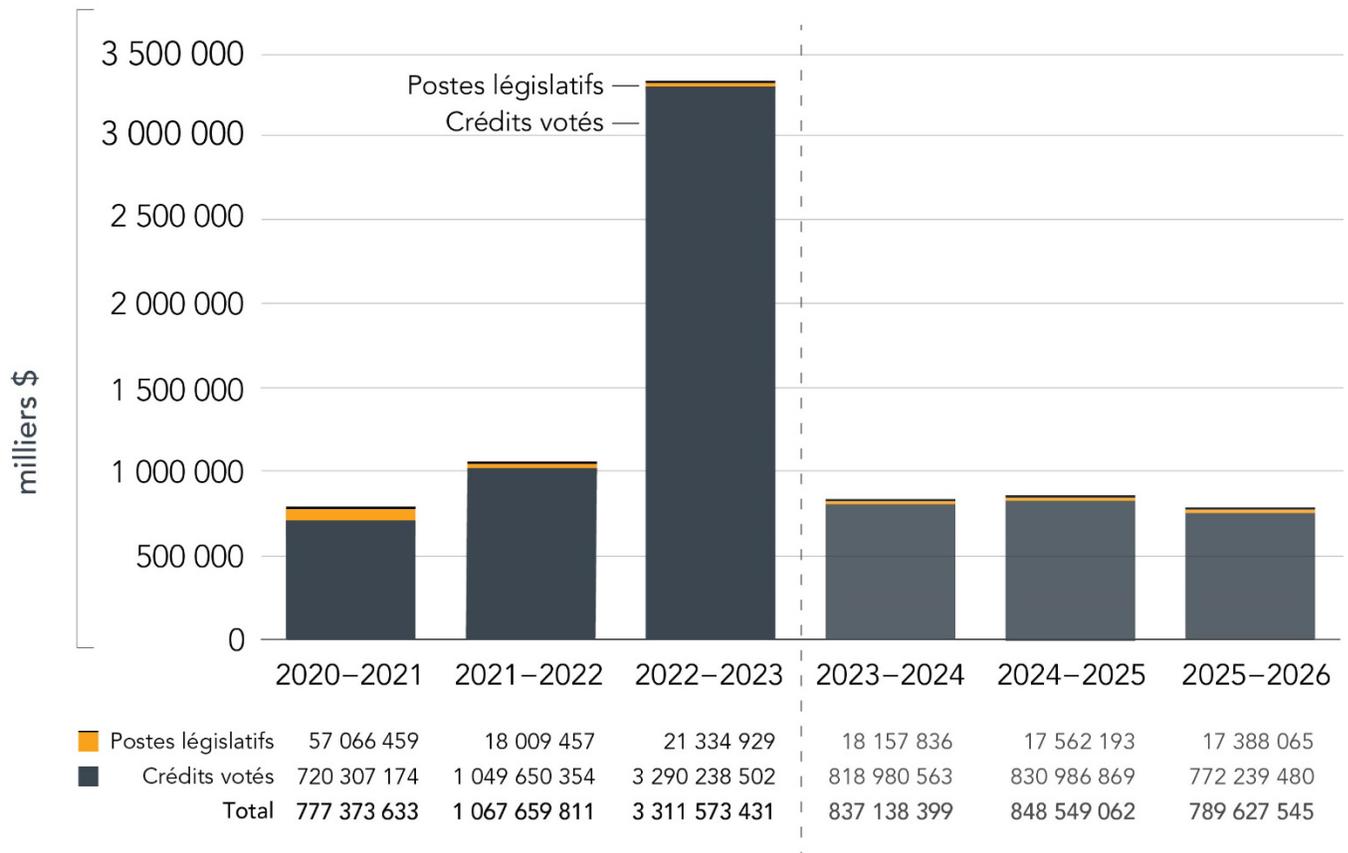
L'écart entre les équivalents temps plein réels et prévus en 2022–2023 est principalement le résultat d'un nouveau financement des salaires reçu dans le cadre du budget supplémentaire des dépenses pour soutenir la conception et l'élaboration d'un programme de rachat des armes à feu interdites de style arme assaut ainsi que la stabilisation et la modernisation du [Centre des opérations du gouvernement](#)^{ccxciv} et de la capacité de gestion des urgences.

Dépenses et ressources humaines

Dépenses pour les exercices 2020-2021 à 2025-2026

Le graphique qui suit présente les dépenses prévues (votées et obligatoires) au fil du temps.

Tendances relatives aux dépenses du Ministère



Sommaire du rendement budgétaire pour les responsabilités essentielles et les services internes

Le tableau « Sommaire du rendement budgétaire pour les responsabilités essentielles et les services internes » présente les ressources financières budgétaires affectées aux responsabilités essentielles de Sécurité publique Canada et aux services internes.

Sommaire du rendement budgétaire pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Responsabilités essentielles et services internes	Budget principal des dépenses en 2022–2023	Dépenses prévues en 2022–2023	Dépenses prévues en 2023-2024	Dépenses prévues en 2024-2025	Autorisations totales pouvant être utilisées en 2022–2023	Dépenses réelles (autorisations utilisées) en 2020-2021	Dépenses réelles (autorisations utilisées) en 2021-2022	Dépenses réelles (autorisations utilisées) en 2022–2023
Sécurité nationale	25 199 898	25 199 898	25 379 745	25 382 883	31 557 557	24 757 972	30 906 207	30 558 635
Sécurité communautaire	605 361 643	605 361 643	592 821 323	615 244 047	707 849 069	300 591 346	363 886 409	604 938 317
Gestion des urgences	187 624 211	187 624 211	156 067 462	146 218 802	2 648 849 590	380 026 737	606 967 880	2 597 607 778
Total partiel	818 185 752	818 185 752	774 268 530	786 845 732	3 388 256 216	705 376 055	1 001 760 496	3 233 104 730
Services internes	65 286 723	65 286 723	62 869 869	61 703 330	78 574 134	71 997 578	65 899 315	78 468 701
Total	883 472 475	883 472 475	837 138 399	848 549 062	3 466 830 350	777 373 633	1 067 659 811	3 311 573 431

En 2022–2023, le total des autorisations disponibles s'élevait à 3,5 milliards de dollars, soit une augmentation de 2,6 milliards de dollars (292 %) par rapport aux dépenses prévues pour 2022–2023. Cette hausse s'explique principalement par le financement de ce qui suit :

- le programme de contribution des [Accords d'aide financière en cas de catastrophe](#)^{ccxcv} (AAFCC) pour soutenir les efforts d'intervention et de rétablissement des provinces et des territoires en cas de catastrophe, y compris les catastrophes de 2021 en Colombie-Britannique (2,3 milliards de dollars);
- le Programme des coûts extraordinaires des services de police de la capitale nationale pour rembourser à la ville d'Ottawa et à ses partenaires de maintien de l'ordre les coûts liés aux manifestations du « Convoi de la liberté » de 2022 (83,8 millions de dollars);
- le programme de contribution [Main-d'œuvre humanitaire pour répondre à la COVID-19 et à d'autres urgences de grande envergure](#)^{ccxcvi} (77 millions de dollars).

Ces augmentations ont été compensées par un transfert à la [Gendarmerie royale du Canada](#)^{ccxcvii} pour les services de police communautaires des Premières Nations (66,6 millions de dollars), qui a lieu chaque année dans le cadre du budget supplémentaire des dépenses.

Les dépenses prévues diminuent de 46,3 millions de dollars (5 %) en 2023–2024 par rapport à 2022–2023. Cette baisse est principalement due à une diminution de 78 millions de dollars pour le [reclassement de l'Initiative contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs](#)^{ccxcviii}, qui est en cours de renouvellement. Mentionnons également une diminution de 28,5 millions de dollars des niveaux de financement pour le déménagement et l'aménagement du [Centre des opérations du gouvernement](#)^{ccxcix}, le projet étant sur le point d'être achevé. Ces diminutions sont principalement compensées par une augmentation de 61,2 millions de dollars du financement du [Programme des services de police des Premières Nations et des Inuits](#)^{ccc}.

Les dépenses réelles pour 2022–2023 sont inférieures de 155,3 millions de dollars (4 %) aux autorisations totales disponibles. Cet écart est principalement attribuable aux programmes suivants :

- le Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires (FBCS) (43 millions de dollars), qui devrait être entièrement transféré pour être utilisé au cours d'exercices à venir en raison de retards touchant l'annonce et le lancement du programme;
- le [Programme des installations de services de police des Premières Nations et des Inuits](#)^{ccci} (PISPPNI) (17,5 millions de dollars), qui devrait être transféré pour être utilisé au cours d'exercices à venir en raison de retards imprévus touchant les projets. Ces retards sont dus à des problèmes de chaîne d'approvisionnement, à des problèmes de main-d'œuvre et à des coûts élevés nécessitant de nouvelles approbations, ce qui a entraîné une renégociation. Des activités prévues ont donc dû être reportées à l'exercice suivant;

- le [Programme des services de police des Premières Nations et des Inuits^{ccci}](#) (PSPNI) (17,4 millions de dollars), qui devrait être transféré pour être utilisé au cours d'exercices à venir en raison de retards touchant le programme, notamment parce que les partenaires provinciaux et territoriaux ont du mal à obtenir leur fonds de partage des coûts. Cela a entraîné un retard pour un certain nombre d'activités ponctuelles distinctes approuvées, qui devront être reportées sur les exercices budgétaires à venir⁵⁶;
- le déménagement et l'aménagement du [Centre des opérations du gouvernement^{ccci}](#) (14,3 millions de dollars), qui a été transféré pour être utilisé au cours d'exercices à venir en raison de retards imprévus touchant le projet.

Par rapport aux dépenses réelles de 2021–2022, les dépenses réelles de 2022–2023 sont supérieures de 2,2 milliards de dollars (210 %). Cette augmentation est principalement due à l'augmentation des paiements effectués dans le cadre du programme des [AAFCC^{ccci}](#) pour soutenir les efforts d'intervention et de rétablissement des provinces et des territoires en cas de catastrophe, y compris les catastrophes de 2021 en Colombie-Britannique.

Ressources humaines

Le tableau « Sommaire des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les services internes » présente les équivalents temps plein (ETP) affectés à chacune des responsabilités essentielles de Sécurité publique Canada et aux services internes.

Sommaire des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les services internes (équivalents temps plein)

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein réels en 2020–2021	Équivalents temps plein réels en 2021–2022	Équivalents temps plein prévus en 2022–2023	Équivalents temps plein réels en 2022–2023	Équivalents temps plein prévus en 2023–2024	Équivalents temps plein prévus en 2024–2025
Sécurité nationale	175	189	187	187	190	190
Sécurité communautaire	290	353	399	459	379	351
Gestion des urgences	255	288	271	325	267	259
Total partiel	720	830	857	971	836	800

⁵⁶ Les projets retardés étaient liés au financement d'activités limitées dans le temps, telles que des études de faisabilité, et n'ont pas d'effet sur le financement des opérations des services de police autogérés.

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein réels en 2020–2021	Équivalents temps plein réels en 2021–2022	Équivalents temps plein prévus en 2022–2023	Équivalents temps plein réels en 2022–2023	Équivalents temps plein prévus en 2023–2024	Équivalents temps plein prévus en 2024–2025
Services internes	466	468	466	534	457	451
Total	1 186	1 298	1 323	1 505	1 293	1 251

L'augmentation de 207 ETP (16 %) de 1 298 ETP en 2021–2022 à 1 505 ETP en 2022–2023, ainsi que l'augmentation de 182 ETP (14 %) des ETP prévus en 2022–2023 aux ETP réels en 2022–2023, sont principalement le résultat du nouveau financement reçu dans le cadre du budget supplémentaire des dépenses, notamment pour la conception et l'élaboration d'un programme de rachat des armes à feu interdites de type assaut et pour la stabilisation et la modernisation du [Centre des opérations du gouvernement](#)^{cccv} et de la capacité de gestion des situations d'urgence. L'augmentation est également attribuable aux ressources salariales supplémentaires requises dans la prestation de services internes pour soutenir la croissance du Ministère.

Dépenses par crédit voté

Pour plus d'informations sur l'organisation votée et les dépenses législatives de Sécurité publique Canada, consultez le site [Comptes publics du Canada](#)^{cccv}.

Dépenses et activités du gouvernement du Canada

Des renseignements sur l'harmonisation des dépenses de Sécurité publique Canada avec les activités et les dépenses du gouvernement du Canada figurent dans l'[InfoBase du GC](#)^{cccvii}.

États financiers et faits saillants des états financiers

États financiers

Les états financiers (non audités) de Sécurité publique Canada pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023 sont accessibles sur le [site Web du Ministère](#)^{cccviii}.

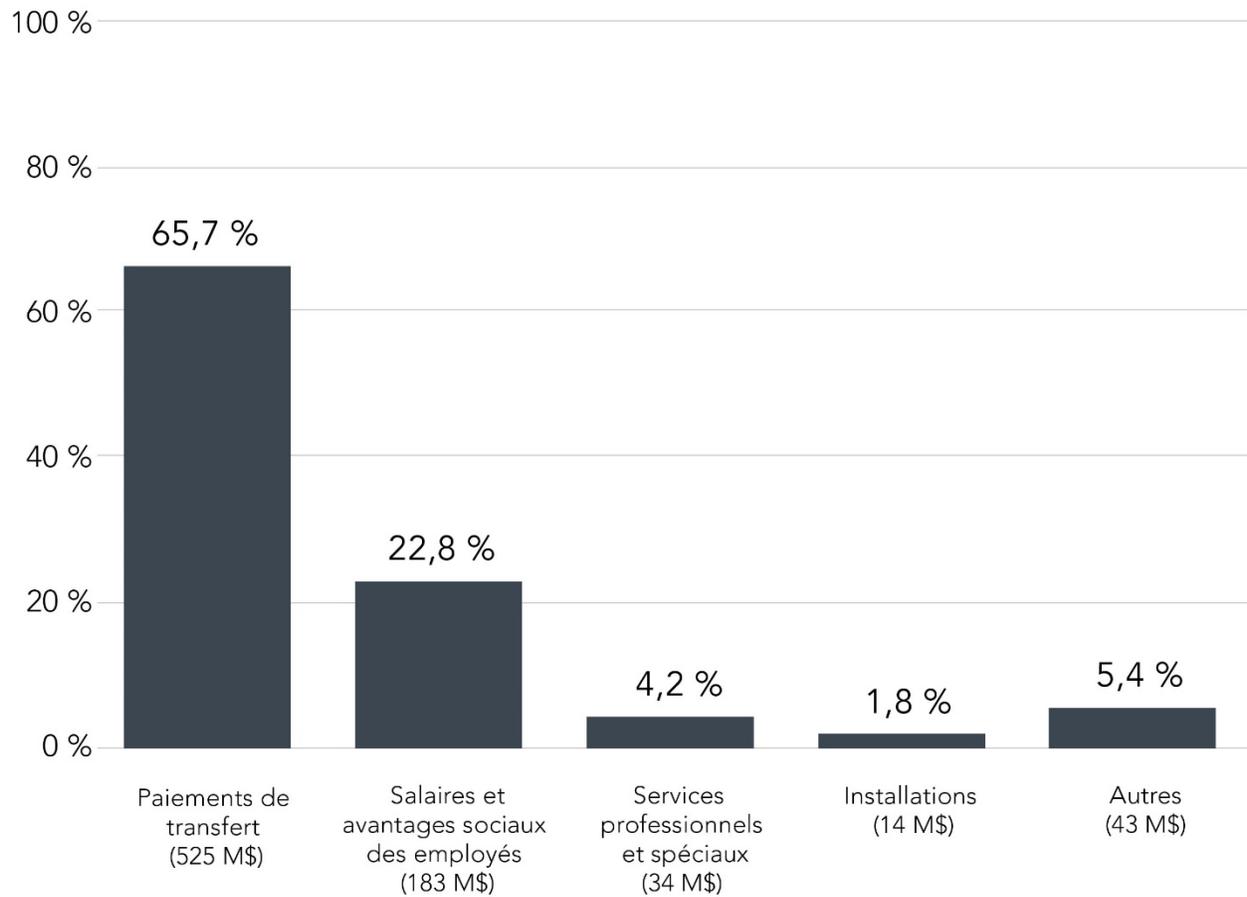
Faits saillants des états financiers

État condensé des opérations (non audité) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023 (en dollars)

Renseignements financiers	Résultats prévus en 2022–2023	Résultats réels en 2022–2023	Résultats réels en 2021–2022	Écart (résultats réels 2022–2023 moins résultats prévus en 2022–2023)	Écart (résultats réels 2022–2023 moins résultats réels en 2021–2022)
Total des dépenses	1 062 267 987	798 864 945	5 756 553 562	(263 403 042)	(4 957 688 617)
Total des recettes	2 700 000	2 543 000	2 692 687	(157 000)	(149 687)
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	1 059 567 987	796 321 945	5 753 860 875	(263 246 042)	(4 957 538 930)

Les dépenses totales du Ministère ont diminué de 4 958 millions de dollars, passant de 5 757 millions de dollars en 2021–2022 à 799 millions de dollars en 2022–2023. Cette diminution s'explique principalement par une baisse significative des charges à payer au titre des paiements de transfert, principalement liées aux [Accords d'aide financière en cas de catastrophe](#)^{cccix}. L'an dernier, Sécurité publique Canada a comptabilisé une dépense de 5 milliards de dollars en raison des quatre grandes catastrophes survenues en Colombie-Britannique en 2020 et 2021, alors que seulement 644 millions de dollars ont été comptabilisés en tant que dépense en 2022–2023 en raison de 11 nouveaux décrets approuvés.

L'information sur les résultats prévus pour 2022–2023 figure dans l'[État des résultats prospectifs et notes 2022–2023](#)^{cccx} de Sécurité publique Canada.

État des opérations et de la situation financière nette du Ministère

N.B. : en raison des arrondissements, la somme des pourcentages peut ne pas correspondre à 100 %.

État condensé de la situation financière (non audité) au 31 mars 2023 (en dollars)

Renseignements financiers	2022–2023	2021–2022	Écart (2022–2023 moins 2021–2022)
Total des passifs nets	(6 265 422 649)	(8 144 110 233)	1 878 687 584
Total des actifs financiers nets	1 525 786 101	902 821 367	622 694 734
Dette nette du Ministère	(4 739 636 548)	(7 241 288 866)	2 501 652 318
Total des actifs non financiers	27 242 143	6 223 292	21 018 851
Situation financière nette du Ministère	(4 712 394 405)	(7 235 065 574)	(2 522 671 169)

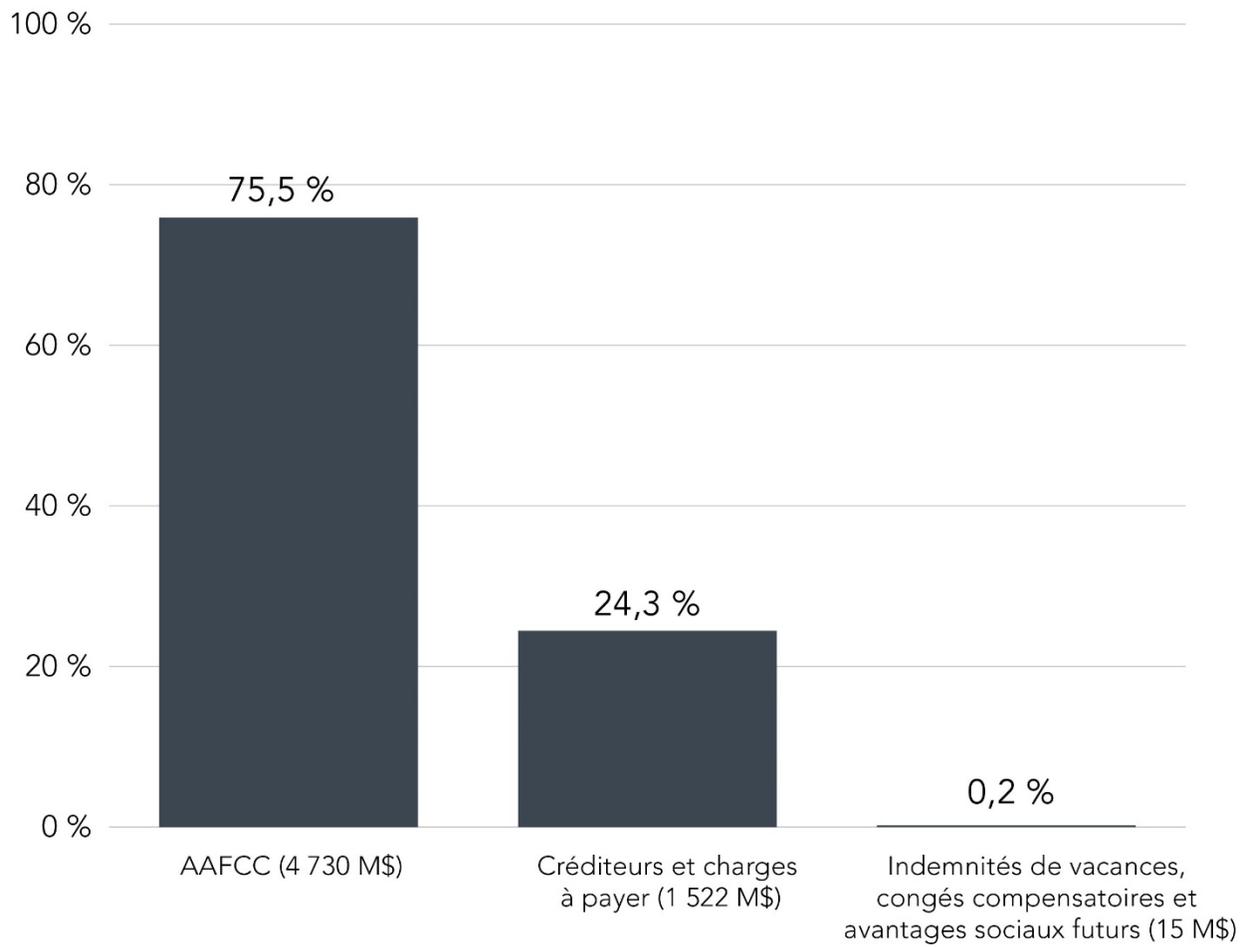
Le passif net total de Sécurité publique Canada, qui s'élève à 6 265 millions de dollars, se compose principalement du passif du programme des [Accords d'aide financière en cas de catastrophe](#)^{cccxi} (AAFCC) (4 730 millions de dollars), des comptes créditeurs et des charges à payer (1 522 millions de dollars), des indemnités de vacances et des congés compensatoires (11 millions de dollars) et des avantages sociaux futurs (4 millions de dollars).

Le passif net total a diminué de 1 879 millions de dollars par rapport à 2021–2022. Cet écart est principalement attribué à une diminution importante des charges à payer des [AAFCC](#)^{cccxi} (c'est-à-dire les paiements précédemment non réglés effectués, les nouveaux décrets approuvés et les changements dans les estimations d'événements existants).

Le total des actifs financiers nets, soit 1 526 millions de dollars, comprend un montant de 1 518 millions de dollars à recevoir du Trésor et des comptes débiteurs et avances de 8 millions de dollars. L'accroissement du total des actifs financiers nets résulte principalement de l'augmentation des montants du Trésor.

Le total des actifs non financiers a augmenté en 2022–2023 de 21 millions de dollars par rapport à 2021–2022 en raison de l'inscription à l'actif du projet de locaux du [Centre des opérations du gouvernement](#)^{cccxiii}.

Le graphique ci-dessous montre le total des passifs nets par type de passif.

Passif net total par type de passif

L'[information sur les résultats prévus](#)^{cccxiv} de 2022–2023 figure dans l'État des résultats prospectif et notes 2022–2023 de Sécurité publique Canada.

Renseignements ministériels

Profil de l'organisation

Ministre(s) de tutelle :

L'honorable Dominic LeBlanc, C.P., c.r., député

L'honorable Harjit S. Sajjan, C. P., O.M.M., M.S.M., C.D., député

Administrateur général :

M. Shawn Tupper

Portefeuille ministériel :

Sécurité publique et Protection civile

Instruments habilitants :

[Loi sur le ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile \(2005\)](#)^{cccxv}

[Loi sur la gestion des urgences \(2007\)](#)^{cccxi}

Année de constitution ou de de création :

2003

Raison d'être, mandat et rôle : qui nous sommes et ce que nous faisons

On trouvera « Raison d'être, mandat et rôle : qui nous sommes et ce que nous faisons » sur le [site Web](#)^{cccvii} de Sécurité publique Canada.

Pour en savoir plus sur les engagements organisationnels du Ministère, consultez la [lettre de mandat](#)^{cccviii} du ministre de la Sécurité publique et la [lettre de mandat](#)^{cccix} du Président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre de la Protection civile.

Contexte opérationnel

On trouvera des informations sur le contexte opérationnel sur le [site Web](#)^{cccxx} de Sécurité publique Canada.

Cadre de présentation des rapports

Le Cadre ministériel des résultats et le Répertoire des programmes de Sécurité publique Canada pour 2022–2023 figurent ci-dessous.

Cadre ministériel des résultats pour 2022–2023 par responsabilité essentielle

Cadre des résultats

Sécurité nationale

Résultat : Les menaces à la sécurité nationale sont comprises et atténuées tout en préservant la confiance du public.

- Classement du Canada suivant l'[Indice national de la cybersécurité](#)^{cccxxi} (en anglais seulement).
- Classement du Canada suivant l'[Indice du terrorisme mondial](#)^{cccxxii} (en anglais seulement).
- Score de résilience des infrastructures essentielles.
- Pourcentage des partenaires qui indiquent que Sécurité publique Canada assume un leadership stratégique et une coordination opérationnelle efficaces en ce qui concerne les enjeux de sécurité nationale.
- Pourcentage de partenaires qui indiquent que Sécurité publique Canada assume un leadership efficace en faisant progresser les intérêts du Canada en matière de cybersécurité.
- Pourcentage de la population qui estime que le gouvernement du Canada respecte les droits et libertés individuels tout en assurant la sécurité des Canadiens.

Sécurité communautaire

Résultat : Les collectivités canadiennes sont en sécurité.

- [Indice de gravité de la criminalité](#)^{cccxxiii}.
- Taux de criminalité déclaré par la police par 100 000 habitants.
- Pourcentage des Canadiens ayant l'impression que le taux de criminalité dans leur voisinage a reculé.
- Pourcentage des Canadiens qui affirment avoir conduit un véhicule dans les deux heures suivant la consommation de cannabis.

Résultat : Les pratiques de sécurité communautaire sont renforcées.

- Nombre de nouveaux produits de recherche mis à la disposition des Canadiens portant sur la radicalisation menant à la violence, ainsi que sur les efforts déployés pour la prévenir et la contrer.
- Pourcentage des intervenants qui font état de résultats bons ou très bons des projets financés par le [Fonds pour la résilience communautaire](#)^{cccxxiv} de Sécurité publique Canada selon les objectifs du projet.

Gestion des urgences

Résultat : Le Canada peut efficacement atténuer les événements tous risques, s'y préparer, intervenir, le cas échéant, et se rétablir.

- Pourcentage des Canadiens qui sont conscients des risques auxquels leur ménage fait face.
- Pourcentage des Canadiens qui ont pris des mesures pour faire face aux risques auxquels leur ménage est exposé.
- Pourcentage d'incidents admissibles aux [Accords d'aide financière en cas de catastrophe](#)^{cccxxv} pour lesquels les provinces et les territoires ont déclaré avoir pris des mesures d'atténuation afin de se préparer, d'intervenir et de se rétablir de futures catastrophes naturelles.
- Pourcentage des intervenants qui indiquent que le [Centre des opérations du gouvernement](#)^{cccxxvi} (COG) a exercé un leadership et une coordination efficaces au cours d'incidents touchant l'intérêt national.
- Pourcentage des dangers évalués par le Profil des risques national pour lesquels des plans

Sécurité nationale	Sécurité communautaire	Gestion des urgences
<ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage de la population qui estime que les mécanismes adéquats sont en place pour identifier les menaces à la sécurité nationale au Canada. • Pourcentage de la population qui estime que les mécanismes adéquats sont en place pour répondre aux menaces à la sécurité nationale au Canada. 	<ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage des intervenants qui disent avoir consulté des documents de recherche ou politiques de Sécurité publique Canada afin de guider leurs décisions. <p>Résultat : On prévient et combat la criminalité dans les populations et les collectivités les plus à risque.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Différence entre la criminalité déclarée par la police dans les collectivités des Premières Nations et dans le reste du Canada. • Pourcentage des programmes ciblant les populations à risque qui atteignent le taux de participation envisagé. • Pourcentage des programmes grâce auxquels les participants ont vécu des changements positifs en ce qui concerne des facteurs de risque et de protection liés à la délinquance. 	<p>d'intervention du gouvernement du Canada sont en place ou en cours d'élaboration.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage des intervenants qui ont participé à un exercice dirigé par le Centre des opérations du gouvernement^{cccxxvii} et qui ont indiqué que le programme d'exercice a permis d'améliorer l'état de préparation de leur organisation. • Pourcentage des intervenants qui indiquent que les procédures, produits et outils du Centre des opérations du gouvernement^{cccxxviii} ont été utiles pour se préparer à intervenir en cas d'urgence. • Pourcentage d'événements qui ont nécessité la coordination d'une intervention fédérale et pour lesquels des activités après action ont été réalisées par le Centre des opérations du gouvernement^{cccxxix}.

Répertoire des programmes

Sécurité nationale	Sécurité communautaire	Gestion des urgences
Leadership en matière de sécurité nationale	Politiques frontalières	Prévention et atténuation des urgences
Infrastructures essentielles	Services correctionnels	Préparation aux situations d'urgence
Cybersécurité	Prévention du crime	Intervention et rétablissement en cas d'urgence
	Services de police autochtones	
	Application de la loi et police	
	Crimes graves et crime organisé	

Renseignements connexes sur le Répertoire des programmes

Les renseignements sur les finances, les ressources humaines et les résultats de rendement liés au Répertoire des programmes de Sécurité publique Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC^{cccxxx}](#).

Tableaux de renseignements supplémentaires

On trouvera les tableaux de renseignements supplémentaires suivants sur le [site Web^{cccxxxi}](#) de Sécurité publique Canada :

- ▶ rapports sur les achats écologiques;
- ▶ renseignements sur les programmes de paiements de transfert;
- ▶ analyse comparative entre les sexes Plus;
- ▶ initiatives horizontales;
- ▶ réponse aux comités parlementaires et aux vérifications externes;
- ▶ financement pluriannuel initial;
- ▶ Programme à l'horizon 2030 et objectifs de développement durable des Nations Unies.

Dépenses fiscales fédérales

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre les objectifs de la politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'imposition, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances du Canada publie des estimations et des prévisions des coûts pour ces mesures chaque année dans le [rapport sur les dépenses fiscales fédérales](#)^{cccxxxii}. Ce rapport renferme également des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, y compris les descriptions, les objectifs, les renseignements historiques et les renvois aux programmes des dépenses fédéraux connexes ainsi que des évaluations des dépenses fiscales et les résultats de l'analyse comparative entre les sexes Plus connexes.

Coordonnées de l'organisation

Adresse postale : 269, avenue Laurier Ouest, Ottawa (Ontario) Canada K1A 0P8

Téléphone : 613-944-4875 ou 1-800-830-3118

Téléimprimeur (ATS) : 1-866-865-5667

Télécopieur : 613-954-5186

Courriel : ps.mediarelations-relationsaveclesmedias.sp@ps-sp.gc.ca

Site(s) Web : <https://www.securitepublique.gc.ca/index-fr.aspx>^{cccxxxiii}

Annexe : définitions

appropriation (*crédit*)

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

budgetary expenditures (*dépenses budgétaires*)

Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers; et paiements à des sociétés d'État.

core responsibility (*responsabilité essentielle*)

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les intentions du ministère concernant une responsabilité essentielle se traduisent par un ou plusieurs résultats ministériels auxquels le ministère cherche à contribuer ou sur lesquels il veut avoir une influence.

Departmental Plan (*plan ministériel*)

Exposé des plans et du rendement attendu d'un ministère sur une période de 3 ans. Les plans ministériels sont présentés au Parlement chaque printemps.

departmental priority (*priorité*)

Plan ou projet sur lequel un ministère a choisi de se concentrer et de faire rapport au cours de la période de planification. Les priorités ministérielles représentent ce qui est le plus important ou ce qui doit être fait en premier pour appuyer l'atteinte des résultats ministériels souhaités.

departmental result (*résultat ministériel*)

Conséquence ou résultat que vise un ministère. Un résultat ministériel échappe généralement au contrôle direct des ministères, mais il devrait être influencé par les résultats du niveau des programmes.

departmental result indicator (*indicateur de résultat ministériel*)

Une mesure quantitative des progrès réalisés par rapport à un résultat ministériel.

departmental results framework (*cadre ministériel des résultats*)

Cadre qui comprend les responsabilités essentielles du Ministère, les résultats ministériels et les indicateurs de résultat ministériel.

Departmental Results Report (*rapport sur les résultats ministériels*)

Présentation d'information sur les réalisations réelles d'un ministère par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le plan ministériel correspondant.

full-time equivalent (*équivalent temps plein*)

Mesure utilisée pour représenter une année-personne complète d'un employé dans le budget ministériel. Pour un poste donné, l'équivalent temps plein est le ratio du nombre d'heures de travail réelles divisé par le nombre d'heures normales de travail établi dans la convention collective.

gender-based analysis plus (GBA Plus) (*analyse comparative entre les sexes plus [ACS Plus]*)

Outil analytique qui sert à appuyer l'élaboration de politiques, de programmes et d'autres initiatives adaptés et inclusifs et à comprendre comment les facteurs tels que le sexe, la race, l'origine nationale et ethnique, l'origine ou l'identité autochtone, l'âge, l'orientation sexuelle, les conditions socioéconomiques, la géographie, la culture et le handicap ont une incidence sur les expériences et les résultats et peuvent influencer l'accès aux programmes gouvernementaux et l'expérience de ceux-ci.

government-wide priorities (*priorités pangouvernementales*)

Aux fins du Rapport sur les résultats ministériels 2022–2023, les priorités pangouvernementales renvoient aux thèmes généraux qui décrivent le programme du gouvernement énoncé dans le [discours du Trône du 23 novembre 2021](#)^{cccxxxiv}, à savoir : bâtir un présent et un avenir plus sains; faire croître la croissance d'une économie plus résiliente; mener une action climatique audacieuse; travailler plus fort pour rendre les collectivités sécuritaires; défendre la diversité et l'inclusion; avancer plus rapidement sur la voie de la réconciliation; lutter pour un monde plus sûr, plus juste et plus équitable.

horizontal initiative (*initiative horizontale*)

Initiative dans le cadre de laquelle deux organisations fédérales ou plus reçoivent du financement dans le but d'atteindre un résultat commun, souvent associé à une priorité du gouvernement.

non-budgetary expenditures (*dépenses non budgétaires*)

Recettes et décaissements nets au titre de prêts, de placements et d'avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

performance (*rendement*)

Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que l'organisation souhaitait obtenir, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

performance indicator (*indicateur de rendement*)

Moyen qualitatif ou quantitatif de mesurer un extrant ou un résultat en vue de déterminer le rendement d'une organisation, d'un programme, d'une politique ou d'une initiative par rapport aux résultats attendus.

performance reporting (*production de rapports sur le rendement*)

Processus de communication d'information sur le rendement fondée sur des éléments probants. La production de rapports sur le rendement appuie la prise de décisions, la responsabilisation et la transparence.

plan (*plan*)

Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par l'atteinte des résultats attendus.

planned spending (*dépenses prévues*)

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants présentés dans le Budget principal des dépenses.

Un ministère est censé être au courant des autorisations qu'il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son plan ministériel et son rapport sur les résultats ministériels.

program (*programme*)

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein du ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de services.

program inventory (*répertoire des programmes*)

Compilation de l'ensemble des programmes du ministère et description de la manière dont les ressources sont organisées pour contribuer aux responsabilités essentielles et aux résultats du ministère.

result (*résultat*)

Conséquence externe attribuable, en partie, aux activités d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. Les résultats ne relèvent pas d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative unique, mais ils s'inscrivent dans la sphère d'influence de l'organisation.

statutory expenditures (*dépenses législatives*)

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions selon lesquelles ces dépenses peuvent être effectuées.

target (*cible*)

Niveau mesurable du rendement ou du succès qu'une organisation, un programme ou une initiative compte atteindre dans un délai précis. Une cible peut être quantitative ou qualitative.

voted expenditures (*dépenses votées*)

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement par une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.

Notes de fin de document

- ⁱ. Centre canadien de protection de l'enfance, <https://www.protectchildren.ca/fr/>
- ⁱⁱ. Cyberaide.ca, <https://cybertip.ca/fr/>
- ⁱⁱⁱ. Projet Arachnid, <https://www.projectarachnid.ca/fr/>
- ^{iv}. Réunion ministérielle du Groupe des cinq, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/ntnl-scrf/fv-cntry-mnstrl-fr.aspx>
- ^v. Déclaration des ministres de l'Intérieur et de la Sécurité du G7, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/ntnl-scrf/fv-cntry-mnstrl-stmnt-2022-fr.aspx>
- ^{vi}. Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes 2019-2024, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/2019-ntnl-strty-hmnn-trffc/index-fr.aspx>
- ^{vii}. Canadian Centre to End Human Trafficking (en anglais seulement), <https://www.canadiancentretoendhumantrafficking.ca/>
- ^{viii}. Ligne d'urgence canadienne contre la traite des personnes, <https://www.canadianhumantraffickinghotline.ca/fr/>
- ^{ix}. Stratégie de sécurité civile pour le Canada : Vers un 2030 marqué par la résilience, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/mrgncy-mngmnt-strty/index-fr.aspx>
- ^x. Groupe de travail sur l'assurance contre les inondations et la réinstallation, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/dsstr-prvntn-mtqtn/tsk-frc-fld-fr.aspx>
- ^{xi}. Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rcvr-dsstr/dsstr-fnncl-ssstnc-rngmnts/index-fr.aspx>
- ^{xii}. Engagement de transparence en matière de sécurité nationale, <https://www.canada.ca/fr/services/defense/securitenationale/engagement-transparence-securite-nationale.html>
- ^{xiii}. Le Groupe consultatif sur la transparence de la sécurité nationale (GCT-SN), <https://www.canada.ca/fr/services/defense/securitenationale/engagement-transparence-securite-nationale/groupe-consultatif-transparence-securite-nationale.html>
- ^{xiv}. Comment les institutions de sécurité nationale et de renseignement collaborent avec les communautés racialisées, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/2022-nstag-nsiirc-isnrccr/index-fr.aspx>
- ^{xv}. Ingérence étrangère, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/ntnl-scrf/frgn-ntfrnc/index-fr.aspx>
- ^{xvi}. Feuille de route pour un partenariat renouvelé États-Unis–Canada, <https://www.pm.gc.ca/fr/nouvelles/declarations/2021/02/23/feuille-de-route-partenariat-renouvele-etats-unis-canada>
- ^{xvii}. Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/bt/cc/index-fr.aspx>
- ^{xviii}. Bloquons la haine : Favoriser la résilience contre les discours haineux en ligne, <https://ywcacanada.ca/fr/ce-que-nous-offons/projetsetinitiatives/bloquons-la-haine-favoriser-la-resilience-contre-les-discours-haineux-en-ligne/>
- ^{xix}. PROTOCOL: Are tools that assess risk of violent radicalization fit for purpose? A systematic review (en anglais seulement), <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/cl2.1279>
- ^{xx}. Société John Howard d'Ottawa, <https://johnhoward.on.ca/ottawa/fr/>
- ^{xxi}. Programme de protection des passagers (PPP) amélioré, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/trnsprnc/brfng-mtrls/prlmntry-bndrs/20200621/010/index-fr.aspx>

- xxii. Programme de protection des passagers (PPP), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/ntnl-scrct/cntr-trrrsm/pssngr-prtct/pssngr-prtct-prgm-fr.aspx>
- xxiii. *Règlement sur la sûreté des déplacements aériens*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS-2015-181/TexteComplet.html>
- xxiv. Entités inscrites actuellement, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/ntnl-scrct/cntr-trrrsm/lstd-ntts/crrnt-lstd-ntts-fr.aspx>
- xxv. Entités terroristes inscrites (en vertu du *Code criminel* du Canada), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/ntnl-scrct/cntr-trrrsm/lstd-ntts/index-fr.aspx>
- xxvi. *Code criminel*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/c-46/index.html>
- xxvii. Ingérence étrangère, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/ntnl-scrct/frgn-ntrfrnc/index-fr.aspx>
- xxviii. Consultation des Canadiens sur le bien-fondé d'un registre visant la transparence en matière d'influence étrangère, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/ntnl-scrct/frgn-ntrfrnc/cc-fr.aspx>
- xxix. *Loi sur Investissement Canada*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/i-21.8/index.html>
- xxx. *Loi modifiant la Loi sur Investissement Canada (projet de loi C-34)*, <https://www.parl.ca/DocumentViewer/fr/44-1/projet-loi/C-34/premiere-lecture>
- xxxi. Ingérence étrangère (Communauté de pratique fédérale, provinciale et territoriale sur les menaces à la sécurité nationale de nature économique afin de sensibiliser aux questions de sécurité nationale), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/trnsprnc/bfrng-mtrls/prlmntry-bndrs/20210325/027/index-fr.aspx>
- xxxii. Lutte contre la criminalité financière (Centre de coordination de la lutte contre la criminalité financière), <https://www.rcmp-grc.gc.ca/fr/crimes-economiques-financiers/lutte-criminalite-financiere>
- xxxiii. Conférence du cycle d'intégration 2023 du 3CF, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/nt-mny-lndrng/fc3-sc-2023-fr.aspx>
- xxxiv. Commission of Inquiry into Money Laundering in British Columbia (en anglais seulement), <https://www.cullencommission.ca/com-rep/>
- xxxv. *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, <https://lois-laws.justice.gc.ca/fra/lois/p-24.501/>
- xxxvi. *Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 28 mars 2023 (projet de loi C-47)*, <https://www.parl.ca/DocumentViewer/fr/44-1/projet-loi/C-47/sanction-royal>
- xxxvii. *Code criminel*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/c-46/>
- xxxviii. Plan de gestion des événements de cybersécurité du gouvernement du Canada (PGEC GC), <https://www.canada.ca/fr/gouvernement/systeme/gouvernement-numerique/securite-confidentialite-ligne/gestion-securite-identite/plan-gestion-evenements-cybersecurite-gouvernement-canada.html>
- xxxix. Plan fédéral d'intervention d'urgence - janvier 2011, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/mrgnc-rspns-pln/index-fr.aspx>
- xl. *Loi concernant la cybersécurité, modifiant la Loi sur les télécommunications et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois (projet de loi C-26)*, <https://www.parl.ca/legisinfo/fr/projet-de-loi/44-1/c-26>
- xli. *Loi sur les télécommunications*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/t-3.4/>
- xlii. *Loi sur les télécommunications*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/t-3.4/>
- xliii. Protéger les cybersystèmes essentielles (*Loi sur la protection des cyber systèmes essentielles*), <https://www.canada.ca/fr/securite-publique-canada/nouvelles/2022/06/protger-les-cybersystemes-essentielles.html>
- xliv. Enquête auprès du secteur public sur la cybersécurité et le cybercrime (ESPCC), <https://www.statcan.gc.ca/fr/enquete/entreprise/5244>
- xlv. Stratégie nationale sur les infrastructures essentielles, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/srtg-crtcl-nfrstrctr/index-fr.aspx>
- xlvi. Passerelle des infrastructures essentielles, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/ntnl-scrct/crtcl-nfrstrctr/crtcl-nfrstrtr-gw-fr.aspx>

- ^{xlvii}. Renouveler l'approche du Canada face à la résilience des infrastructures essentielles : Rapport sur ce que nous avons entendu, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/rwnng-cnd-pprch-crtcl-nfrstrctr-rslnc-2022/index-fr.aspx>
- ^{xlviii}. Les événements sur la sécurité des systèmes de contrôle industriels, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/ntnl-scr/cbr-scr/ndstrl-cntrl-sstms/index-fr.aspx>
- ^{xlix}. La résilience aux risques internes, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/ntnl-scr/crtcl-nfrstrctr/rslnc-nsdr-rsk-fr.aspx>
- ^l. Évaluations de la résilience cyber et des infrastructures, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/ntnl-scr/crtcl-nfrstrctr/crtcl-nfrstrtr-rrap-fr.aspx>
- ^{li}. Outil canadien de cybersécurité, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/ntnl-scr/cbr-scr/cbr-scr-tl/index-fr.aspx>
- ^{lii}. Programme d'exercices Cy-Phy, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/ntnl-scr/crtcl-nfrstrctr/cy-phy-xrcs-fr.aspx>
- ^{liii}. Joint Statement of the Ministers and Representatives from the Counter Ransomware Initiative Meeting October 2021 (en anglais seulement), <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/10/14/joint-statement-of-the-ministers-and-representatives-from-the-counter-ransomware-initiative-meeting-october-2021/>
- ^{liiv}. Science en sécurité, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/ntnl-scr/cntr-trrrsm/cntr-prlfrtn/sfgrdng-scnc/index-fr.aspx>
- ^{lv}. Lignes directrices sur la sécurité nationale pour les partenariats de recherche, <https://science.gc.ca/site/science/fr/protégez-votre-recherche/lignes-directrices-outils-pour-mise-oeuvre-securite-recherche/lignes-directrices-securite-nationale-pour-partenariats-recherche>
- ^{lvi}. Comité pour la résilience, https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_50093.htm?selectedLocale=fr
- ^{lvii}. G7 Interior and Security Ministers' statement Eltville, November 18, 2022 (en anglais seulement), <https://www.g7germany.de/resource/blob/974430/2144202/88b065dd7bd1c742fc0eae8ff9e2b0e5/2022-11-18-interior-ministers-statement-data.pdf>
- ^{lviii}. Le premier ministre fait progresser la croissance économique et les liens commerciaux au Sommet des leaders nord-américains (Sommet des leaders nord-américains), <https://www.newswire.ca/fr/news-releases/le-premier-ministre-fait-progresser-la-croissance-economique-et-les-liens-commerciaux-au-sommet-des-leaders-nord-americains-819322043.html>
- ^{lix}. DHS Hosts the Five Country Ministerial Meeting in Washington, D.C. (en anglais seulement), <https://www.dhs.gov/news/2022/09/13/dhs-hosts-five-country-ministerial-meeting-washington-dc>
- ^{lx}. Réunion ministérielle de Groupe des cinq, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/ntnl-scr/fv-cntry-mnstrl-fr.aspx>
- ^{lxi}. La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, <https://www.international.gc.ca/transparence-transparence/indo-pacific-indo-pacifique/index.aspx?lang=fra>
- ^{lxii}. Le programme d'opérations policières internationales de paix et de maintien de la paix (l'Arrangement sur la police civile canadienne), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/plcng/ntrntnl-plc-pckpng-fr.aspx>
- ^{lxiii}. Comité des droits de l'enfant, <https://www.ohchr.org/fr/treaty-bodies/crc>
- ^{lxiv}. Stratégie nationale de cybersécurité : Vision du Canada pour la sécurité et la prospérité dans l'ère numérique, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/ntnl-cbr-scr-strtg/index-fr.aspx>
- ^{lxv}. Enquête auprès du secteur public sur la cybersécurité et le cybercrime (ESPCC), <https://www.statcan.gc.ca/fr/enquete/entreprise/5244>
- ^{lxvi}. Le Groupe consultatif sur la transparence de la sécurité nationale (GCT-SN), <https://www.canada.ca/fr/services/defense/securitenationale/engagement-transparence-securite-nationale/groupe-consultatif-transparence-securite-nationale.html>
- ^{lxvii}. Les 17 objectifs, <https://sdgs.un.org/fr/goals>

- ^{lxxviii}. Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous (ODD 16), <https://sdgs.un.org/fr/goals/goal16>
- ^{lxxix}. Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser (ODD 17), <https://sdgs.un.org/fr/goals/goal17>
- ^{lxxx}. Engagement de transparence en matière de sécurité nationale, <https://www.canada.ca/fr/services/defense/securitenationale/engagement-transparence-securite-nationale.html>
- ^{lxxxi}. Entités inscrites actuellement, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/ntnl-scrnt/cntr-trrrsm/lstd-ntts/crrnt-lstd-ntts-fr.aspx>
- ^{lxxxii}. *Code criminel du Canada*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/c-46/>
- ^{lxxxiii}. Lutte contre la criminalité financière (Centre de coordination de la lutte contre la criminalité financière), <https://www.rcmp-grc.gc.ca/fr/crimes-economiques-financiers/lutte-criminalite-financiere>
- ^{lxxxiv}. Directives relatives à l'expérimentation à l'intention des administrateurs généraux - décembre 2016, <https://impact.canada.ca/fr/rapports/directives-relatives-experimentation-intention-des-administrateurs-generaux>
- ^{lxxxv}. National Cyber Security Index (en anglais seulement), <https://ncsi.ega.ee/country/ca/>
- ^{lxxxvi}. Global Terrorism Index 2020: Measuring the impact of terrorism (en anglais seulement), <https://reliefweb.int/report/world/global-terrorism-index-2020-measuring-impact-terrorism>
- ^{lxxxvii}. InfoBase du GC, <https://impact.canada.ca/fr/rapports/directives-relatives-experimentation-intention-des-administrateurs-generaux>
- ^{lxxxviii}. Programme de coopération en matière de cybersécurité, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/ntnl-scrnt/cbr-scrnt/cprtn-prgm/index-fr.aspx>
- ^{lxxxix}. Engagement de transparence en matière de sécurité nationale, <https://www.canada.ca/fr/services/defense/securitenationale/engagement-transparence-securite-nationale.html>
- ^{lxxxx}. InfoBase du GC, <https://impact.canada.ca/fr/rapports/directives-relatives-experimentation-intention-des-administrateurs-generaux>
- ^{lxxxxi}. *Loi modifiant certaines lois et d'autres textes en conséquence (armes à feu) (projet de loi C-21)*, <https://www.parl.ca/DocumentViewer/fr/44-1/projet-loi/C-21/premiere-lecture>
- ^{lxxxxii}. *Loi modifiant certaines lois et un règlement relatifs aux armes à feu* (L.C. 2019, ch. 9), https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/LoisAnnuelles/2019_9/TexteComple.html
- ^{lxxxxiii}. Mesures du gouvernement visant à réduire la violence armée (l'Initiative de lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/trnsprnc/brfng-mtrls/prlmntry-bndrs/20210722/024/index-fr.aspx>
- ^{lxxxxiv}. Le gouvernement annonce 390 millions de dollars pour aider à lutter contre la criminalité et la violence (Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs), <https://www.canada.ca/fr/securite-publique-canada/nouvelles/2023/05/le-gouvernement-annonce-390millions-de-dollars-pour-aider-a-lutter-contre-la-criminalite-et-la-violence.html>
- ^{lxxxxv}. Stratégie nationale pour la prévention du crime, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/crm-prvntn/strtg-fr.aspx>
- ^{lxxxxvi}. Fonds d'action en prévention du crime, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/crm-prvntn/fndng-prgms/crm-prvntn-ctn-fnd-fr.aspx>
- ^{lxxxxvii}. Fonds de prévention du crime chez les collectivités autochtones et du Nord (FPCCAN), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/crm-prvntn/fndng-prgms/nrthm-brgnl-crm-prvntn-fnd-fr.aspx>
- ^{lxxxxviii}. Fonds de lutte contre les activités des gangs de jeunes, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/crm-prvntn/fndng-prgms/yth-gng-prvntn-fnd-fr.aspx>
- ^{lxxxxix}. Budget de 2023, <https://www.budget.canada.ca/2023/report-rapport/toc-tdm-fr.html>

- ^{xc}. Programme de financement des projets d'infrastructure de sécurité pour les collectivités à risque, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/crm-prvntn/fndng-prgms/scrt-nfrstrctr-prgm/index-fr.aspx>
- ^{xcⁱ}. Il est temps : La stratégie du Canada pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe, https://publications.gc.ca/collections/collection_2017/cfc-swc/SW21-172-2017-5-fra.pdf
- ^{xcⁱⁱ}. Examen des populations clés dans le contexte de la mise en œuvre d'initiatives de prévention et d'intervention en matière de cyberintimidation, <https://www.securitepubli.que.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/2023-r005/index-fr.aspx>
- ^{xcⁱⁱⁱ}. Les préjudices subis en ligne par les jeunes et les jeunes adultes : la prévalence et la nature de la cybervictimisation, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/catalogue/75-006-X202300100003>
- ^{xc^{iv}}. La cyberintimidation chez les jeunes au Canada, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-627-m/11-627-m2023017-fra.htm>
- ^{xc^v}. La cybervictimisation chez les jeunes adultes au Canada, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-627-m/11-627-m2023023-fra.htm>
- ^{xc^{vi}}. Le gouvernement du Canada investit dans un programme visant à maintenir les jeunes à risque à l'école et loin de la criminalité, <https://www.canada.ca/fr/securite-publique-canada/nouvelles/2021/08/le-gouvernement-du-canada-investit-dans-un-programme-visant-a-maintenir-les-jeunes-a-risque-a-lecole-et-loin-de-la-criminalite.html>
- ^{xc^{vii}}. Stratégie nationale de lutte contre la radicalisation menant à la violence, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/ntnl-strtg-cntrng-rdclztn-vlnc/index-fr.aspx>
- ^{xc^{viii}}. Campbell Global Pooled Fund for Countering violent extremism (en anglais seulement), <https://www.campbellcollaboration.org/cve-home.html>
- ^{xc^{ix}}. PROTOCOL: Hate online and in traditional media: A systematic review of the evidence for associations or impacts on individuals, audiences, and communities (en anglais seulement), <https://cpnprev.ca/wp-content/uploads/2022/07/Campbell-Systematic-Reviews-2022-Hassan-PROTOCOL-Hate-online-and-in-traditional-media-A-systematic-review-of-the.pdf>
- ^c. Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/bt/cc/index-fr.aspx>
- ^{ci}. Preventing terrorists and violent extremists from exploiting digital platforms (Global Internet Forum to Counter Terrorism) (en anglais seulement), <https://gifct.org/>
- ^{cⁱⁱ}. Christchurch Call to Eliminate Terrorist & Violent Extremist Content Online (en anglais seulement), <https://www.christchurchcall.com/>
- ^{cⁱⁱⁱ}. Fonds pour la résilience communautaire, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/bt/cc/fnd-fr.aspx>
- ^{c^{iv}}. Tech Against Terrorism (en anglais seulement), <https://www.techagainstterrorism.org/>
- ^{c^v}. Terrorist Content Analytics Platform (en anglais seulement), <https://www.techagainstterrorism.org/2023/05/05/terrorist-content-analytics-platform-launches-in-canada%EF%BF%BC/>
- ^{c^{vi}}. Comité national d'experts sur la lutte contre la radicalisation menant à la violence, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/bt/cc/ntnl-xprt-cmmtt-fr.aspx>
- ^{c^{vii}}. Évaluation des réalisations du Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/2020-vltn-ccepv-ccecpv/index-fr.aspx>
- ^{c^{viii}}. Cadre fédéral visant à réduire la récidive, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/2022-fdrl-frmwrk-rdc-rcdvsm/index-fr.aspx>
- ^{c^{ix}}. Lancement du Centre indépendant de résolution du harcèlement, <https://www.rcmp-grc.gc.ca/fr/nouvelles/2021/lancement-du-centre-independant-resolution-du-harcelement>
- ^{cx}. Services de police contractuels, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/tmspmc/brfng-mtrls/tmstn-bndrs/20191120/013/index-fr.aspx>
- ^{cxⁱ}. Fédération canadienne des municipalités, <https://fcm.ca/fr>

- cxii. Budget de 2023, <https://www.budget.canada.ca/2023/report-rapport/toc-tdm-fr.html>
- cxiii. Budget 2021- Une relance axée sur les emplois, la croissance et la résilience, <https://www.budget.canada.ca/2021/home-accueil-fr.html>
- cxiv. Programme des services de police des Premières Nations et des Inuit, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/plcng/brgnl-plcng/plcng-prgrm-fr.aspx>
- cxv. Assemblée des Premières Nations, <https://afn.ca/fr/accueil/>
- cxvi. Résumé de la mobilisation fédérale de 2022 à l'égard d'une loi sur les services de police des Premières Nations - Rapport sur ce que nous avons entendu, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/fdrl-nggmnt-frst-ntns-plc-srvcs-lgsltn-2022/index-fr.aspx>
- cxvii. Assemblée des Premières Nations, <https://afn.ca/fr/accueil/>
- cxviii. Association des chefs de police des Premières Nations, <https://www.acppn.ca/>
- cxix. Ralliement national des Métis (en anglais seulement), <https://www.metisnation.ca/>
- cxx. Nouveaux mécanismes bilatéraux permanents (mécanismes bilatéraux permanents Canada-Métis), <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1499711968320/1529105436687>
- cxxi. Recherche sur le crime organisé, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/rgnzd-crm/rgnzd-crm-rsrch-fr.aspx>
- cxxii. Initiative de lutte contre le crime organisé dans les collectivités autochtones, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/rgnzd-crm/frst-ntns-rgnzd-crm-fr.aspx>
- cxxiii. Mechanism for the Review of the Implementation of the United Nations Convention Against Transnational Organized Crime and the Protocols Thereto (en anglais seulement), <https://www.unodc.org/unodc/en/organized-crime/intro/review-mechanism-untoc/home.html>
- cxxiv. L'exploitation sexuelle des enfants sur Internet (Stratégie nationale de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants en ligne), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/chld-sxl-xplttn-ntmnt/index-fr.aspx>
- cxxv. Exploitation sexuelle des enfants en ligne, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/chld-sxl-xplttn-ntmnt/index-fr.aspx>
- cxxvi. Tournée sur les dangers en ligne, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/chld-sxl-xplttn-ntmnt/index-fr.aspx>
- cxxvii. Centre canadien de protection de l'enfance, <https://www.protectchildren.ca/fr/>
- cxxviii. Cyberaide.ca, <https://cybertip.ca/fr/>
- cxxix. Projet Arachnid, <https://www.projectarachnid.ca/fr/>
- xxx. Centre de toxicomanie et de santé mentale (CAMH), <https://www.camh.ca/fr/>
- xxxi. Parler pour changer, <https://parlerpourchanger.ca/>
- xxxii. L'exploitation sexuelle des enfants et la violence sexuelle à l'égard des enfants en ligne : cheminement, dans le système de justice pénale, des affaires déclarées par la police au Canada, 2014 à 2020 (rapport Juristat), <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/85-005-x/2023001/article/00001-fra.htm>
- xxxiii. Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC), https://www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV_f.pl?Function=getSurvey&SDDS=3302
- xxxiv. Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle (EITJC), https://www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV_f.pl?Function=getSurvey&SDDS=3312
- xxxv. Réunion ministérielle du Groupe des cinq, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/ntnl-scrtr/fv-cntry-mnstrl-fr.aspx>
- xxxvi. Déclaration des ministres de l'Intérieur et de la Sécurité du G7, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/ntnl-scrtr/fv-cntry-mnstrl-stmnt-2022-fr.aspx>
- xxxvii. Principes volontaires pour contrer l'exploitation et l'abus sexuels des enfants en ligne, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/chld-sxl-xplttn-ntmnt/vlntry-prncpls-fr.aspx>
- xxxviii. Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes 2019-2024, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/2019-ntnl-strtg-hmnn-trffc/index-fr.aspx>

- cxix. Modalités et conditions pour le financement sous forme de contribution dans le cadre du Programme de contribution pour combattre les crimes graves et le crime organisé, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/hmn-trffckng/cntrbtn-prgm-cmbt-trms-fr.aspx>
- cxl. Victim Services Toronto, <https://www.victimservicesutoronto.com/home?lang=fr>
- cxli. Project Recover, <https://projectrecover.victimservicesutoronto.com/fr/>
- cxlii. La traite des personnes, ce n'est pas ce que vous pensez (Ce n'est pas ce que l'on croit), <https://www.canada.ca/fr/securite-publique-canada/campagnes/traite-des-personnes.html>
- cxliii. Canadian Centre to End Human (en anglais seulement), <https://www.canadiancentretoendhumantrafficking.ca/>
- cxliiii. Canadian Human Trafficking Hotline (en anglais seulement), <https://www.canadiancentretoendhumantrafficking.ca/nationalhotline/>
- cxliiii. Principaux résultats attendus du Sommet des leaders nord-américains de 2023 (le Groupe de travail trilatéral sur la traite des personnes), <https://www.pm.gc.ca/fr/nouvelles/notes-dinformation/2023/01/10/fiche-dinformation-principaux-resultats-attendus-du-sommet>
- cxliiii. Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, <https://www.unodc.org/unodc/fr/index.html>
- cxliiii. Le Canada et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations-internationales/osce/index.aspx?lang=fra
- cxliiii. Le Canada et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations-internationales/osce/index.aspx?lang=fra
- cxliiii. Code criminel, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/c-46/>
- cl. Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, <https://laws.justice.gc.ca/fra/lois/i-2.5/>
- cli. Réunion du Comité directeur du Plan d'action conjoint canado-américain sur les opioïdes (le plan d'action Canada-États-Unis sur les opioïdes), <https://www.canada.ca/fr/securite-publique-canada/nouvelles/2022/11/reunion-du-comite-directeur-du-plan-daction-conjoint-canado-americain-sur-les-opioides.html>
- clii. Dialogue nord-américain sur les drogues : 6^{ième} réunion, <https://www.canada.ca/fr/securite-publique-canada/nouvelles/2022/11/dialogue-nord-americain-sur-les-drogues-6ereunion.html>
- cliii. Sensibilisation à la stigmatisation liée aux drogues pour l'application de la loi, <https://www.cpkn.ca/fr/course/sensibilisation-a-la-stigmatisation-liee-aux-drogues-pour-lapplication-de-la-loi/>
- cliv. Magasins de cannabis autorisés dans les provinces et territoires, <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/drogues-medicaments/cannabis/lois-reglementation/provinces-territoires.html>
- cliv. Réduisez vos risques : Choisissez le cannabis légal (vidéo), <https://www.youtube.com/watch?v=moSJHJsKWxc>
- clvi. Conduite avec facultés affaiblies par la drogue, <https://www.canada.ca/fr/services/police/servicespolice/securite-communautaire-police/conduite-facultes-affaiblies/conduite-facultes-affaiblies-droque.html>
- clvii. Rapport annuel national sur les données pour documenter les tendances de la conduite avec facultés affaiblies par la drogue 2022, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/2022-did-fad/index-fr.aspx>
- clviii. Centre de toxicomanie et de santé mentale, <https://www.camh.ca/fr/>
- clix. Loi établissant la Commission d'examen et de traitement des plaintes du public et modifiant certaines lois et textes réglementaires (projet de loi C-20), <https://www.parl.ca/DocumentViewer/fr/44-1/projet-loi/C-20/premiere-lecture>
- clx. Alaska Marine Highway Ferry Terminal (en anglais seulement), <https://dot.alaska.gov/amhs/index.shtml>

- clxi. Entente entre le Canada et les États-Unis sur les tiers pays sûrs, <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/mandat/politiques-directives-operationnelles-ententes-accords/ententes/entente-tiers-pays-surs.html>
- clxii. Stratégie nationale pour la prévention du crime, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/crm-prvntn/strtg-fr.aspx>
- clxiii. Fonds d'action en prévention du crime, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/crm-prvntn/fndng-prgrms/crm-prvntn-ctn-fnd-fr.aspx>
- clxiv. Initiative en matière de planification de la sécurité des collectivités autochtones, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/crrctns/cmmnt-sft-cntrbtn-prgrm-fr.aspx>
- clxv. L'exploitation sexuelle des enfants sur Internet (Stratégie nationale pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/chld-sxl-xplttn-ntmt/index-fr.aspx>
- clxvi. Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes 2019-2024, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/2019-ntnl-strtg-hmnn-trffc/index-fr.aspx>
- clxvii. Réclamer notre pouvoir et notre place : le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, <https://www.mmiwg-ffada.ca/fr/final-report/>
- clxviii. Canadian Human Trafficking Hotline, <https://www.canadianhumantraffickinghotline.ca/fr/>
- clxix. Retrait automatisé de casiers judiciaires : paramètres pour une approche canadienne, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/ascr-racj-nggmnt-2022/index-fr.aspx>
- clxx. Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles (ODD 5), <https://sdgs.un.org/fr/goals/goal5>
- clxxi. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous (ODD 8), <https://sdgs.un.org/fr/goals/goal8>
- clxxii. Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous (ODD 16), <https://sdgs.un.org/fr/goals/goal16>
- clxxiii. Stratégie nationale pour la prévention du crime, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/crm-prvntn/strtg-fr.aspx>
- clxxiv. Cadre fédéral visant à réduire la récidive, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/2022-fdrl-frmwrk-rdc-rcdvsm/index-fr.aspx>
- clxxv. L'exploitation sexuelle des enfants sur Internet (Stratégie nationale pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/chld-sxl-xplttn-ntmt/index-fr.aspx>
- clxxvi. Cyberaide.ca, <https://cybertip.ca/fr/>
- clxxvii. Projet Arachnid, <https://www.projectarachnid.ca/fr/>
- clxxviii. Exploitation sexuelle des enfants en ligne, <https://www.canada.ca/fr/securite-publique-canada/campagnes/exploitation-sexuelle-enfants-en-ligne.html>
- clxxix. Parler pour changer, <https://parlerpourchanger.ca/>
- clxxx. Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes 2019-2024, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/2019-ntnl-strtg-hmnn-trffc/index-fr.aspx>
- clxxxi. Suspension du casier, <https://www.canada.ca/fr/commission-liberations-conditionnelles/services/suspension-du-casier.html>
- clxxxii. Directives relatives à l'expérimentation à l'intention des administrateurs généraux - décembre 2016, <https://impact.canada.ca/fr/rapports/directives-relatives-experimentation-intention-des-administrateurs-generaux>
- clxxxiii. Initiative en matière de planification de la sécurité des collectivités autochtones, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/crrctns/cmmnt-sft-cntrbtn-prgrm-fr.aspx>
- clxxxiv. Programme des services de police des Premières Nations et des Inuit, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/plcng/brgnl-plcng/plcng-prgrm-fr.aspx>

- clxxxv. Indice de gravité de la criminalité (IGC), https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3510006301&request_locale=fr
- clxxxvi. Fonds pour la résilience communautaire, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/bt/cc/fnd-fr.aspx>
- clxxxvii. InfoBase du GC, <https://impact.canada.ca/fr/rapports/directives-relatives-experimentation-intention-des-administrateurs-generaux>
- clxxxviii. Programme des installations de services de police des Premières Nations et des Inuits, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/plcng/brngl-plcng/fndng-fr.aspx>
- clxxxix. Programme de subvention commémoratif pour les premiers répondants, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/bt/mmrl-grnt-prgrm/index-fr.aspx>
- cx. InfoBase du GC, <https://impact.canada.ca/fr/rapports/directives-relatives-experimentation-intention-des-administrateurs-generaux>
- cxci. InfoBase du GC, <https://impact.canada.ca/fr/rapports/directives-relatives-experimentation-intention-des-administrateurs-generaux>
- cxcii. Plan d'action intérimaire de la Stratégie de sécurité civile (SC) fédérale, provinciale et territoriale 2021-2022, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/2022-ems-ctn-pln/index-fr.aspx>
- cxci. Profil national des risques : Renforcer l'approche « tous risques » du Canada en matière de gestion des urgences, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/ntnl-rsk-prfl/index-fr.aspx>
- cxci. S'adapter à la hausse des risques d'inondation : une analyse des solutions d'assurance pour le Canada - Un rapport du Groupe de travail sur l'assurance contre les inondations et d'aide à la relocalisation du Canada (août 2022), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/dptng-rsng-fld-rsk-2022/index-fr.aspx>
- cxci. Système national d'alertes au public, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/mrgnc-prprdns/ntnl-pblc-lrng-sstm-fr.aspx>
- cxci. Bâtir l'avenir ensemble : Vers un Canada plus résilient : Rapport final du Comité consultatif d'experts sur les Accords d'aide financière en cas de catastrophe, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/dfaa-aafcc-xprt-dvsr-pnl-2022/index-fr.aspx>
- cxci. Assemblée des Premières Nations, <https://afn.ca/fr/accueil/>
- cxci. Ralliement national des Métis (en anglais seulement), <https://www.metisnation.ca/>
- cxci. Inuit Tapiriit Kanatami (en anglais seulement), <https://www.itk.ca/>
- cc. À propos de la Semaine de la sécurité civile, <https://www.preparez-vous.gc.ca/cnt/rsrscs/ep-wk/index-fr.aspx>
- cci. Plan fédéral d'intervention d'urgence - janvier 2011, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/mrgnc-rspns-pln/index-fr.aspx>
- ccii. Centre des opérations du gouvernement, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rspndng-mrgnc-vnts/gvrnmnt-prtns-cntr/index-fr.aspx>
- cciii. Stratégie nationale d'adaptation du Canada : bâtir des collectivités résilientes et une économie forte, <https://www.canada.ca/fr/services/environnement/meteo/changementsclimatiques/plan-climatique/strategie-nationale-adaptation.html>
- cciv. Le Plan d'action pour l'adaptation du gouvernement du Canada, <https://www.canada.ca/fr/services/environnement/meteo/changementsclimatiques/plan-climatique/strategie-nationale-adaptation/plan-action.html>
- ccv. Table consultative sur la résilience et la sécurité en cas de catastrophe : Contribution au cadre stratégique national d'adaptation, <https://www.canada.ca/content/dam/eccc/documents/pdf/climate-change/climate-plan/national-adaptation-strategy/Conseils%20pr%C3%A9liminaires%20table%20consultative%20-%20R%C3%A9silience%20s%C3%A9curit%C3%A9%20catastrophe.pdf>
- ccvi. Soutenir le personnel de la sécurité publique du Canada : plan d'action sur les blessures de stress post-traumatique, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/2019-ctn-pln-pts/index-fr.aspx>

- ^{ccvii}. Institut canadien de recherche et de traitement en sécurité publique (ICRTSP), <https://www.cipsrt-icrtsp.ca/fr/collaborators/consortium-irsc-icrtsp>
- ^{ccviii}. Runnymede Healthcare Centre (en anglais seulement), <https://www.runnymedehc.ca/front-content>
- ^{ccix}. Évaluation des initiatives visant à remédier aux blessures de stress post-traumatique (BSPT) chez les agents de la sécurité publique, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/vltm-nttvs-ddrss-pts-njrs/index-fr.aspx>
- ^{ccx}. Institut canadien de recherche et de traitement en sécurité publique (ICRTSP), <https://www.cipsrt-icrtsp.ca/fr/collaborators/consortium-irsc-icrtsp>
- ^{ccxi}. Prix pour service exemplaire en sécurité civile, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/xmplry-wrds/index-fr.aspx>
- ^{ccxii}. Programme de contribution pour la sensibilisation du public à la gestion des urgences, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/mrgnc-prprdss/pblc-wrns/index-fr.aspx>
- ^{ccxiii}. Croix-Rouge canadienne, https://www.croixrouge.ca/?lang=fr-CA&_ga=
- ^{ccxiv}. Inclusive Resilience: Public Outreach Research (Driving Risk Awareness to Action and Building Resiliency for Vulnerable Canadians in High-Risk Areas) (en anglais seulement), <https://uwaterloo.ca/partners-for-action/current-projects/inclusive-resilience-public-outreach-research>
- ^{ccxv}. BC Earthquake Alliance (en anglais seulement), <https://bcearthquakealliance.ca/>
- ^{ccxvi}. Inclusive Resilience: Social Vulnerability Index (SoVI) (en anglais seulement), <https://uwaterloo.ca/partners-for-action/current-projects/inclusive-resilience-social-vulnerability-index-sovi>
- ^{ccxvii}. Centre des opérations du gouvernement, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rspndng-mrgnc-vnts/gvrnmnt-prtns-cntr/index-fr.aspx>
- ^{ccxviii}. Programme national d'exercice du COG (Exercice Intervention côtière 2023), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rspndng-mrgnc-vnts/gvmmnt-prtns-cntr/xrsc-prgrm-fr.aspx>
- ^{ccxix}. Plan fédéral d'intervention d'urgence - janvier 2011, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/mrgnc-rspns-pln/index-fr.aspx>
- ^{ccxx}. Préparation (Programme d'amélioration continue du COG), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rspndng-mrgnc-vnts/gvmmnt-prtns-cntr/prprdss-fr.aspx>
- ^{ccxxi}. Profil national des risques : Renforcer l'approche « tous risques » du Canada en matière de gestion des urgences, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/ntnl-rsk-prfl/index-fr.aspx>
- ^{ccxxii}. Stratégie de sécurité civile pour le Canada : Vers un 2030 marqué par la résilience, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/mrgncy-mngmnt-strtg/index-fr.aspx>
- ^{ccxxiii}. Stratégie nationale d'adaptation du Canada : bâtir des collectivités résilientes et une économie forte, <https://www.canada.ca/fr/services/environnement/meteo/changementsclimatiques/plan-climatique/strategie-nationale-adaptation.html>
- ^{ccxxiv}. Le premier rapport public du Profil national des risques, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/2023-nrp-pnr/index-fr.aspx>
- ^{ccxxv}. En savoir plus sur la météo spatiale, <https://www.spaceweather.gc.ca/info-gen/index-fr.php>
- ^{ccxxvi}. Système national d'alertes au public, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/mrgnc-prprdss/ntnl-pblc-lrtng-sstm-fr.aspx>
- ^{ccxxvii}. Un réseau à large bande de sécurité publique (RLBSP) pour le Canada, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/2021-psbn/index-fr.aspx>
- ^{ccxxviii}. Un nouvel outil pour protéger les aînés : Alerte SILVER, <https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/un-nouvel-outil-pour-protoger-les-aines-alerte-silver-41083>
- ^{ccxxix}. Énoncé économique de l'automne de 2020 - Soutenir les Canadiens et lutter contre la COVID-19, <https://www.budget.canada.ca/fes-eea/2020/report-rapport/toc-tdm-fr.html>
- ^{ccxxx}. Croix-Rouge canadienne, https://www.croixrouge.ca/?lang=fr-CA&_ga=

- ccxxxii. Ambulance Saint-Jean, <https://sja.ca/fr>
- ccxxxiii. Armée du Salut, <https://salvationarmy.ca/?lang=fr>
- ccxxxiiii. Association canadienne des volontaires en recherche et sauvetage, <https://sarvac.ca/fr/>
- ccxxxv. Recherche et sauvetage en milieu urbain à l'aide d'équipement lourd (RSMUEL), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rspndng-mrgnc-vnts/hvyrbn-srch-rsc-fr.aspx>
- ccxxxvi. International Search and Rescue Advisory Group (INSARAG; Groupe consultatif international de recherche et de sauvetage des Nations Unies) (en anglais seulement), <https://www.insarag.org/>
- ccxxxvii. COSPAS-SARSAT, <https://www.cospas-sarsat.int/fr/>
- ccxxxviii. COSPAS-SARSAT, <https://www.cospas-sarsat.int/fr/>
- ccxxxix. COSPAS-SARSAT, <http://www.cospas-sarsat.int/fr/about-us/le-conseil>
- ccxl. Autonomous distress tracking of aircraft in flight (Emergency Locator Transmitter-Distress Tracking beacon) (en anglais seulement), <https://www.icao.int/WACAF/Documents/Meetings/2020/SAR%20Workshop/Autonomous%20distress%20tracking%20of%20aircraft%20in%20flight%20guidance%20material%20for%20IAMSAR.pdf>
- ccxli. Organisation de l'aviation civile internationale, <https://www.icao.int/Pages/default.aspx>
- ccxlii. COSPAS-SARSAT, <https://www.cospas-sarsat.int/fr/>
- ccxliiii. Système de satellites en orbite moyenne pour la recherche et le sauvetage, <http://dgpaapp.forces.gc.ca/fr/programme-capacites-defense/projet-details.asp?id=996>
- ccxliv. Le gouvernement du Canada et le celui de la Colombie-Britannique établissent un système de jumelage des dons avec la Croix-Rouge canadienne pour les feux de forêt en Colombie-Britannique, <https://www.canada.ca/fr/securite-publique-canada/nouvelles/2021/07/le-gouvernement-du-canada-et-le-celui-de-la-colombiebritannique-etablissent-un-systeme-de-jumelage-des-dons-avec-la-croix-rouge-canadienne-pour-les.html>
- ccxlv. Feux de forêt en Colombie-Britannique 2021, https://www.croixrouge.ca/nos-champs-d-action/interventions-en-cours/feux-de-foret-en-colombie-britannique-2021?lang=fr-CA&_ga=2.62028522.71336671.1694543676-1775770368.1672865597
- ccxlvi. Inondations et événements météorologiques extrêmes en Colombie-Britannique en 2021, https://www.croixrouge.ca/nos-champs-d-action/interventions-en-cours/inondations-et-evenements-meteorologiques-extremes-en-colombie-britannique-en-2021?lang=fr-CA&_ga=2.62028522.71336671.1694543676-1775770368.1672865597
- ccxlvii. Soutien du gouvernement du Canada à la Croix-Rouge canadienne pour répondre à la COVID-19 ainsi qu'aux inondations et aux feux de forêt, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/trnsprnc/brfng-mtrls/prlmntry-bndrs/20200617/002b/index-fr.aspx>
- ccxlviii. Groupe de travail sur l'assurance contre les inondations et la réinstallation, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/dsstr-prvntn-mtqtn/tsk-frc-fld-fr.aspx>
- ccxlix. S'adapter à la hausse des risques d'inondation : une analyse des solutions d'assurance pour le Canada - Un rapport du Groupe de travail sur l'assurance contre les inondations et d'aide à la relocalisation du Canada (août 2022), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/dptng-rsng-fld-rsk-2022/index-fr.aspx>
- cccli. Assemblée des Premières Nations, <https://afn.ca/fr/accueil/>
- cccli. Les inondations dans les communautés des Premières Nations (Comité directeur sur les besoins des Premières Nations en matière d'assurance habitation contre les inondations résidentielles), <https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1397740805675/1535120329798>
- ccclii. Faire progresser la réconciliation et bâtir un Canada qui fonctionne pour tous (Budget de 2023), <https://www.budget.canada.ca/2023/report-rapport/chap4-fr.html>

- ^{ccliii}. Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rcvr-dsstrs/dsstr-fnncl-ssstnc-rngmnts/index-fr.aspx>
- ^{ccliv}. Bâtir l'avenir ensemble : Vers un Canada plus résilient - Rapport final du Comité consultatif d'experts sur les Accords d'aide financière en cas de catastrophe (rapport final), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/dfaa-aafcc-xprt-dvsr-pnl-2022/index-fr.aspx>
- ^{cclv}. Profil national des risques : Renforcer l'approche « tous risques » du Canada en matière de gestion des urgences, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/ntnl-rsk-prfl/index-fr.aspx>
- ^{cclvi}. Cambium Indigenous Professional Services (en anglais seulement), <https://www.indigenousaware.com/>
- ^{cclvii}. Institut canadien de recherche et de traitement en sécurité publique (ICRTSP), <https://www.cipsrt-icrtsp.ca/fr/collaborators/consortium-irsc-icrtsp>
- ^{cclviii}. Institut canadien de recherche et de traitement en sécurité publique (ICRTSP), <https://www.cipsrt-icrtsp.ca/fr/collaborators/consortium-irsc-icrtsp>
- ^{cclix}. Groupe de travail sur l'assurance contre les inondations et la réinstallation, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/dsstr-prvntn-mtgn/tsk-frc-fld-fr.aspx>
- ^{cclx}. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation (ODD 9), <https://sdgs.un.org/fr/goals/goal9>
- ^{cclxi}. Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables (ODD 11), <https://sdgs.un.org/fr/goals/goal11>
- ^{cclxii}. Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions (ODD 13), <https://sdgs.un.org/fr/goals/goal13>
- ^{cclxiii}. Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité (ODD 15), <https://sdgs.un.org/fr/goals/goal15>
- ^{cclxiv}. Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser (ODD 17), <https://sdgs.un.org/fr/goals/goal17>
- ^{cclxv}. Centre des opérations du gouvernement, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rspndng-mrgnc-vnts/gvrnmnt-prtns-cntr/index-fr.aspx>
- ^{cclxvi}. Stratégie de sécurité civile pour le Canada : Vers un 2030 marqué par la résilience, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/mrgncy-mngmnt-strtg/index-fr.aspx>
- ^{cclxvii}. Un cadre de sécurité civile pour le Canada - Troisième édition, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/2017-mrgnc-mngmnt-frmwrk/index-fr.aspx>
- ^{cclxviii}. Sendai Framework for Disaster Risk Reduction 2015-2030 (en anglais seulement), <https://www.undrr.org/publication/sendai-framework-disaster-risk-reduction-2015-2030>
- ^{cclxix}. Groupe de travail sur l'assurance contre les inondations et la réinstallation, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/dsstr-prvntn-mtgn/tsk-frc-fld-fr.aspx>
- ^{cclxx}. Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rcvr-dsstrs/dsstr-fnncl-ssstnc-rngmnts/index-fr.aspx>
- ^{cclxxi}. Directives relatives à l'expérimentation à l'intention des administrateurs généraux - décembre 2016, <https://impact.canada.ca/fr/rapports/directives-relatives-experimentation-intention-des-administrateurs-generaux>
- ^{cclxxii}. Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rcvr-dsstrs/dsstr-fnncl-ssstnc-rngmnts/index-fr.aspx>
- ^{cclxxiii}. Centre des opérations du gouvernement, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rspndng-mrgnc-vnts/gvrnmnt-prtns-cntr/index-fr.aspx>

- cclxxiv. Centre des opérations du gouvernement, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rspndng-mrgnc-vnts/gvrnmnt-prtns-cntr/index-fr.aspx>
- cclxxv. Centre des opérations du gouvernement, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rspndng-mrgnc-vnts/gvrnmnt-prtns-cntr/index-fr.aspx>
- cclxxvi. Centre des opérations du gouvernement, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rspndng-mrgnc-vnts/gvrnmnt-prtns-cntr/index-fr.aspx>
- cclxxvii. InfoBase du GC, <https://impact.canada.ca/fr/rapports/directives-relatives-experimentation-intention-des-administrateurs-generaux>
- cclxxviii. Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rcvr-dsstrs/dsstr-fnncl-ssstnc-rngmnts/index-fr.aspx>
- cclxxix. Main-d'œuvre humanitaire : la COVID-19 et autres urgences d'envergure, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rspndng-mrgnc-vnts/hwf-fr.aspx>
- cclxxx. Croix-Rouge canadienne, <https://www.croixrouge.ca/?lang=fr-CA&ga=2.67769431.71336671.1694543676-1775770368.1672865597>
- cclxxxi. InfoBase du GC, <https://impact.canada.ca/fr/rapports/directives-relatives-experimentation-intention-des-administrateurs-generaux>
- cclxxxii. Centre des opérations du gouvernement, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rspndng-mrgnc-vnts/gvrnmnt-prtns-cntr/index-fr.aspx>
- cclxxxiii. InfoBase du GC, <https://impact.canada.ca/fr/rapports/directives-relatives-experimentation-intention-des-administrateurs-generaux>
- cclxxxiv. Cadre stratégique sur la diversité et l'inclusivité de Sécurité publique (Cadre stratégique sur la diversité et l'inclusion), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/trnsprnc/brfng-mtrls/trmstn-bndrs/20230214/16-fr.aspx>
- cclxxxv. Sécurité publique Canada - Plan d'accessibilité 2023-2026, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/dprtmntl-ccssbly-pln-2023-26/index-fr.aspx>
- cclxxxvi. Sécurité publique Canada - Lettre sur la mise en œuvre de l'Appel à l'action en faveur de la lutte contre le racisme, de l'équité et de l'inclusion dans la fonction publique fédérale (Réseau des employés noirs), <https://www.canada.ca/fr/conseil-privé/organisation/greffier/appel-action-faveur-lutte-contre-racisme-equite-inclusion-fonction-publique-federale/lettres-mise-en-oeuvre/4/securite-publique-canada.html>
- cclxxxvii. Appel à l'action en faveur de la lutte contre le racisme, de l'équité et de l'inclusion dans la fonction publique fédérale, <https://www.canada.ca/fr/conseil-privé/organisation/greffier/appel-action-faveur-lutte-contre-racisme-equite-inclusion-fonction-publique-federale.html>
- cclxxxviii. Orientation concernant la présence prescrite au lieu de travail, <https://www.canada.ca/fr/gouvernement/fonctionpublique/dotation/orientation-concernant-presence-prescrite-lieu-travail.html>
- cclxxxix. Conversions de classification (conversion du groupe des Services des programmes et de l'administration (PA)), <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/ministere/employees/renouvellement-classification.html>
- ccxc. Orientation concernant la présence prescrite au lieu de travail, <https://www.canada.ca/fr/gouvernement/fonctionpublique/dotation/orientation-concernant-presence-prescrite-lieu-travail.html>
- ccxci. Répertoire des entreprises autochtones, <https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1100100033057/1610797769658>
- ccxcii. Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones, <https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1354798736570/1610985991318>

- ^{ccxciii}. Entreprises autochtones et approvisionnement fédéral (Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones (SAEA)), <https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1100100032802/1610723869356>
- ^{ccxciv}. Centre des opérations du gouvernement, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rspndng-mrgnc-vnts/gvrnmnt-prtns-cntr/index-fr.aspx>
- ^{ccxcv}. Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rcvr-dsstrs/dsstr-fnncl-ssstnc-rngmnts/index-fr.aspx>
- ^{ccxcvi}. Main-d'œuvre humanitaire : la COVID-19 et autres urgences d'envergure, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rspndng-mrgnc-vnts/hwf-fr.aspx>
- ^{ccxcvii}. Gendarmerie royale du Canada, <https://www.rcmp-grc.gc.ca/fr>
- ^{ccxcviii}. Mesures du gouvernement visant à réduire la violence armée (Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/trnsprnc/brfng-mtrls/prlmntry-bndrs/20210722/024/index-fr.aspx>
- ^{ccxcix}. Centre des opérations du gouvernement, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rspndng-mrgnc-vnts/gvrnmnt-prtns-cntr/index-fr.aspx>
- ^{ccc}. Programme des services de police des Premières Nations et des Inuit, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/plcng/brgnl-plcng/plcng-prgm-fr.aspx>
- ^{ccci}. Programme des installations de services de police des Premières Nations et des Inuits, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/plcng/brgnl-plcng/fndng-fr.aspx>
- ^{cccii}. Programme des services de police des Premières Nations et des Inuit, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/plcng/brgnl-plcng/plcng-prgm-fr.aspx>
- ^{ccciiii}. Centre des opérations du gouvernement, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rspndng-mrgnc-vnts/gvrnmnt-prtns-cntr/index-fr.aspx>
- ^{ccciiv}. Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rcvr-dsstrs/dsstr-fnncl-ssstnc-rngmnts/index-fr.aspx>
- ^{ccciiv}. Centre des opérations du gouvernement, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rspndng-mrgnc-vnts/gvrnmnt-prtns-cntr/index-fr.aspx>
- ^{ccciiv}. Comptes publics du Canada, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html>
- ^{ccciiv}. InfoBase du GC, <https://impact.canada.ca/fr/rapports/directives-relatives-experimentation-intention-des-administrateurs-generaux>
- ^{ccciiii}. États financiers du Rapport sur les résultats ministériel 2022-2023, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/dprtmntl-rslts-rprt-2022-23/fnncl-sttmnts-fr.aspx>
- ^{ccciix}. Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rcvr-dsstrs/dsstr-fnncl-ssstnc-rngmnts/index-fr.aspx>
- ^{cccix}. État des résultats prospectifs 2022-2023, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/dprtmntl-pln-2022-23/foso-erp-fr.aspx>
- ^{cccxi}. Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rcvr-dsstrs/dsstr-fnncl-ssstnc-rngmnts/index-fr.aspx>
- ^{cccxi}. Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rcvr-dsstrs/dsstr-fnncl-ssstnc-rngmnts/index-fr.aspx>
- ^{cccxi}. Centre des opérations du gouvernement, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rspndng-mrgnc-vnts/gvrnmnt-prtns-cntr/index-fr.aspx>
- ^{cccxiiv}. État des résultats prospectifs 2022-2023 (information sur les résultats prévus), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/dprtmntl-pln-2022-23/foso-erp-fr.aspx>

- ^{cccxv}. *Loi sur le ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/p-31.55/>
- ^{cccxvi}. *Loi sur la gestion des urgences*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/e-4.56/page-1.html>
- ^{cccxvii}. Sécurité publique Canada, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pbictns/dprtmntl-pln-2022-23/rsn-tr-fr.aspx>
- ^{cccxviii}. Lettre de mandat du ministre de la Sécurité publique, <https://www.pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2021/12/16/lettre-de-mandat-du-ministre-de-la-securite-publique>
- ^{cccxix}. Lettre de mandat du président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre de la Protection civile, <https://www.pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2021/12/16/lettre-de-mandat-du-president-du-conseil-prive-du-roi-canada-et>
- ^{cccxx}. Raison d'être, mandat, rôle et contexte opérationnel, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pbictns/dprtmntl-pln-2022-23/rsn-tr-fr.aspx>
- ^{cccxxi}. National Cyber Security Index (en anglais seulement), <https://ncsi.ega.ee/country/ca/>
- ^{cccxxii}. Global Terrorism Index 2020: Measuring the impact of terrorism (en anglais seulement), <https://reliefweb.int/report/world/global-terrorism-index-2020-measuring-impact-terrorism>
- ^{cccxxiii}. Indice de gravité de la criminalité (IGC), https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3510006301&request_locale=fr
- ^{cccxxiv}. Fonds pour la résilience communautaire, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/bt/cc/fnd-fr.aspx>
- ^{cccxxv}. Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC), <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rcvr-dsstrs/dsstr-fnncl-ssstnc-rngmnts/index-fr.aspx>
- ^{cccxxvi}. Centre des opérations du gouvernement, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rspndng-mrgnc-vnts/gvrnmnt-prtns-cntr/index-fr.aspx>
- ^{cccxxvii}. Centre des opérations du gouvernement, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rspndng-mrgnc-vnts/gvrnmnt-prtns-cntr/index-fr.aspx>
- ^{cccxxviii}. Centre des opérations du gouvernement, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rspndng-mrgnc-vnts/gvrnmnt-prtns-cntr/index-fr.aspx>
- ^{cccxxix}. Centre des opérations du gouvernement, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rspndng-mrgnc-vnts/gvrnmnt-prtns-cntr/index-fr.aspx>
- ^{cccxxx}. InfoBase du GC, <https://impact.canada.ca/fr/rapports/directives-relatives-experimentation-intention-des-administrateurs-generaux>
- ^{cccxxxi}. Tableaux des renseignements supplémentaires du Rapport sur les résultats ministériels de Sécurité publique Canada 2022-2023, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pbictns/dprtmntl-rslts-rprt-2022-23/spplmnr-tbls-fr.aspx>
- ^{cccxxxii}. Rapport sur les dépenses fiscales fédérales, <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/services/publications/depenses-fiscales.html>
- ^{cccxxxiii}. Sécurité publique Canada, <https://www.securitepublique.gc.ca/index-fr.aspx>
- ^{cccxxxiv}. Discours du Trône (Discours du Trône du 23 novembre 2021), <https://www.canada.ca/fr/conseil-prive/campagnes/discours-trone/2021/discours-du-trone.html>